

N° 13-010-X au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Troisième trimestre de 2008

 Statistique
Canada Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostat@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-8116
	1-613-951-0581

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Décembre 2008

N° 13-010-X au catalogue, vol. 7, no 3

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0062, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publications :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Guide des comptes des revenus et dépenses	13-017-XWF
Revue des comptes économiques des provinces et territoires	13-016-XWF
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Tableaux de données	13-019-XWF, 13-021-XWF, 13-018-XWF

PIB par industrie

Tableau CANSIM	379-0027
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication :	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Tableaux de données	13-020-XWF

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
La revue canadienne de productivité	15-206-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication :	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication :	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Tableaux de données	13-022-XWF

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	7
Politique de révision	7
Révisions dans cette édition.	7
Section A	
Aperçu.	8
Nouvelle baisse des exportations	9
Recul des importations	10
Ralentissement de la croissance des dépenses personnelles	10
L'investissement en logement demeure inchangé	10
Légère progression de l'investissement des entreprises en usines et matériel	10
Nouvelle accumulation des stocks	10
Forte augmentation des bénéfices	11
La progression du revenu personnel se poursuit	11
Progression plus modérée des prix pour l'ensemble de l'économie	11
PIB par industrie, septembre 2008	11
Section B	
PIB en termes de revenus et de dépenses	14
Nouvelle baisse des exportations	14
Recul des importations	15
Ralentissement de la croissance des dépenses personnelles	15
L'investissement en logement demeure inchangé	16
Légère progression de l'investissement des entreprises en usines et matériel	16
Nouvelle accumulation des stocks	16
Forte augmentation des bénéfices	16
La progression du revenu personnel se poursuit	17
Progression plus modérée des prix pour l'ensemble de l'économie	17
Nouvelle augmentation de l'épargne nationale	18
Section C	
PIB par industrie	24
Hausse du commerce de gros	24
La production du secteur de l'énergie diminue	24
Le secteur de la fabrication progresse légèrement	25
Hausse du commerce de détail	25
Le secteur de la finance et des assurances affiche une légère hausse	25
Recul de la construction	25
Troisième trimestre de 2008	25
Section D	
Balance des paiements internationaux	29
Compte courant	29
Recul de l'excédent au chapitre des biens, avec le ralentissement des prix à l'exportation	29
Le déficit des revenus de placement est attribuable surtout à la diminution des gains sur les investissements directs canadiens	

30

Recul du déficit des services en raison de la réduction des dépenses pour les commissions et les voyages	30
Compte capital et financier	31
Intensification de l'activité pour les investissements directs étrangers	31
Les investisseurs de portefeuille délaissent les instruments d'emprunt	31

Section E

Comptes des flux financiers	35
Secteur des ménages	35
Secteur des sociétés	36
Secteur des administrations publiques	36

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	42
Fort ralentissement des gains de productivité aux États-Unis	42
La compétitivité des entreprises canadiennes a gagné du terrain au troisième trimestre	43
Analyse par industrie	44
La productivité s'accroît encore dans la fabrication	44
La productivité demeure stagnante de nouveau dans les services	44
Le coût unitaire de main-d'oeuvre recule dans le secteur des biens	45

Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada	50
L'endettement international net atteint un nouveau creux	50
Le raffermissement des investissements directs canadiens à l'étranger améliore les bilans nets	51
Le désinvestissement de portefeuille se poursuit	51
Croissance des dépôts transfrontaliers	51
La valeur au marché des actions canadiennes diminue plus que celle des actions étrangères	51

Section H

Comptes du bilan national	53
La valeur nette des ménages diminue à la suite de fortes pertes sur le marché boursier	53
Les actifs négociables des institutions financières diminuent	54
Le ratio de la dette nette des administrations publiques au produit intérieur brut baisse encore	55
La dette étrangère recule en raison de l'investissement direct des Canadiens à l'étranger	55
La diminution de la dette extérieure nette contribue à la croissance de la valeur nette nationale	55

Section I

Revenu national brut aux prix du marché	59
Mesures de l'activité globale de l'économie	59
Du produit intérieur brut au revenu intérieur brut	59
Le gain commercial	59
Du revenu intérieur brut réel au revenu national brut réel	60

Section J

Indicateurs du service de la dette, particuliers et entreprises individuelles	61
Introduction	61
Ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles—définitions	61
Tendances dans les intérêts hypothécaires et non hypothécaires	61
Ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles	62
Méthodologie et sources de données	63

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie :

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2008.

PIB par industrie :

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2002.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2002 au niveau industriel.

Section A Aperçu

Troisième trimestre de 2008 et septembre 2008

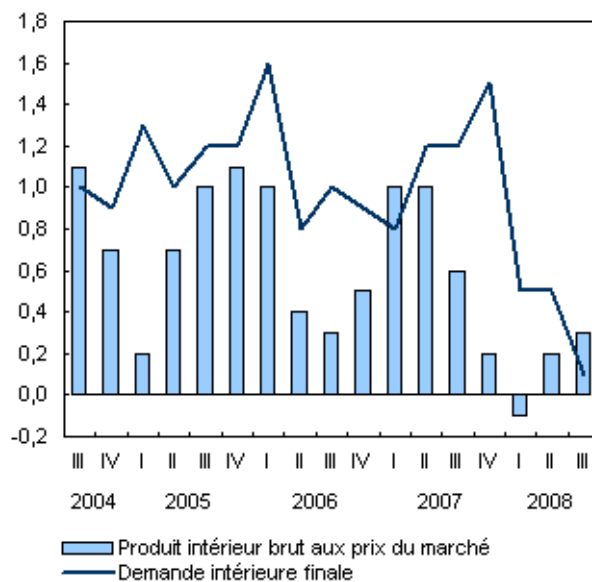
Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,3 % au troisième trimestre, après avoir essentiellement stagné au cours de la première moitié de l'année. La plus grande partie de la hausse au troisième trimestre a eu lieu en juillet. L'activité économique a légèrement augmenté de 0,1 % en septembre après avoir affiché une baisse en août.

Les producteurs canadiens ont augmenté leur production au troisième trimestre. La production de biens a rebondi au troisième trimestre après avoir connu quatre baisses trimestrielles consécutives. L'augmentation a été attribuable surtout au secteur minier, notamment aux activités de soutien à l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi qu'à la construction. Le secteur de la fabrication a légèrement progressé tandis que la foresterie a poursuivi sa chute. La production dans les industries de services a continué d'augmenter, des hausses notables étant enregistrées dans le secteur public et, dans une moindre mesure, dans le commerce de détail et le commerce de gros.

La croissance économique a été faible depuis le début de l'année en raison du fléchissement de la demande étrangère et du ralentissement de la croissance de la demande intérieure. Les exportations ont diminué pour un cinquième trimestre d'affilée et la croissance de la demande intérieure finale a décéléré pour s'établir à 0,1 %, en raison principalement du ralentissement des dépenses de consommation.

Graphique A.1
La demande intérieure finale ralentit

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Au troisième trimestre, l'instabilité sur les marchés financiers mondiaux ne semble pas avoir eu de répercussion significative sur les fonds empruntés sur les marchés financiers intérieurs. L'augmentation des emprunts sur les marchés financiers par les secteurs intérieurs non financiers ralenti. La fluctuation était semblable à ce qui a été typiquement observé dans le passé.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées des effets des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) de même que pour les statistiques relatives aux prêts et aux emprunts sont calculées d'après les valeurs nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets des variations de prix.

Le revenu national brut réel est la mesure du volume de biens et de services qui peuvent être achetés avec le revenu d'un pays. Il est différent du PIB réel qui mesure le volume de biens et de services produits dans un territoire de compétence donné.

Le ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles représente le ratio des intérêts versés par rapport au revenu personnel disponible et constitue un indicateur de la santé financière du secteur.

La diminution des emprunts du secteur des ménages a été contrebalancée en partie par l'accroissement de l'emprunt des sociétés non financières et cette hausse, menée par une augmentation des prêts bancaires, représentait un peu plus du tiers du financement total obtenu.

Le taux annualisé de croissance de l'économie canadienne s'est établi à 1,3 % au troisième trimestre, comparativement à une baisse de 0,5 % dans le cas de l'économie américaine.

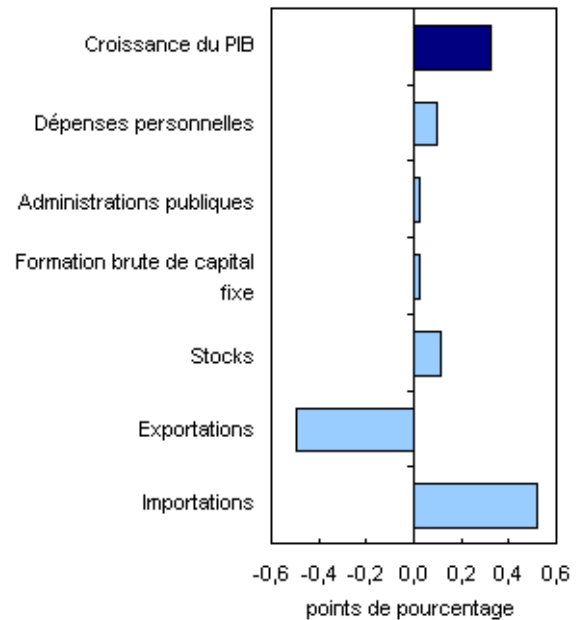
Tableau A.1
Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)^[1]

	Variation	Variation	
		annualisée	d'une année à l'autre
Premier trimestre de 2007	1,0	4,1	2,2
Deuxième trimestre de 2007	1,0	3,9	2,8
Troisième trimestre de 2007	0,6	2,3	3,1
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,8	2,8
Premier trimestre de 2008	-0,1	-0,6	1,6
Deuxième trimestre de 2008	0,2	0,6	0,8
Troisième trimestre de 2008	0,3	1,3	0,5

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Graphique A.2

Contributions à la variation en pourcentage du PIB, troisième trimestre de 2008

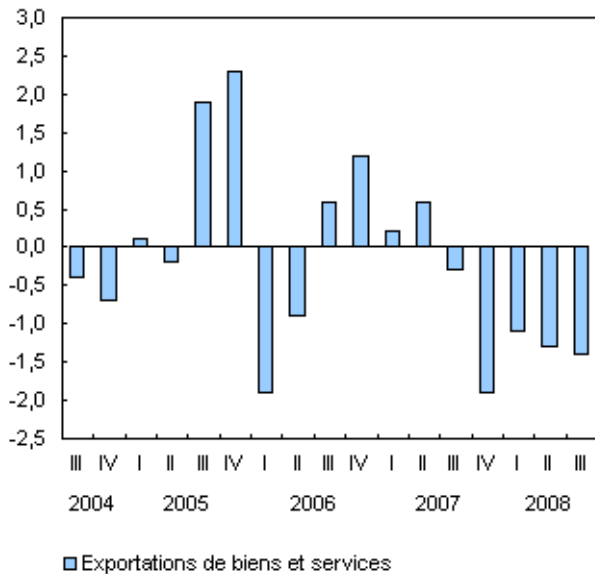


Nouvelle baisse des exportations

Les exportations de biens et de services ont diminué de 1,4 % au troisième trimestre. Suite à cette cinquième baisse trimestrielle consécutive, le volume des exportations s'est établi à un niveau de 5,8 % inférieur à celui atteint au deuxième trimestre de 2007. Les exportations de biens primaires, y compris les produits de l'agriculture et de la pêche, les produits de l'énergie et les produits de la forêt, ont connu des baisses notables. Les livraisons de produits automobiles à l'étranger ont enregistré une quatrième diminution consécutive.

Graphique A.3**La chute des exportations se poursuit**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

**Recul des importations**

Les importations de biens et de services ont reculé de 1,6 % au troisième trimestre, pour s'établir à un niveau de 3,2 % inférieur au sommet atteint au quatrième trimestre de 2007. Les importations de services (-4,4 %) ont connu une troisième baisse trimestrielle consécutive, les importations de services financiers liés aux opérations sur valeurs mobilières ayant diminué de façon marquée. Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger ont également enregistré une baisse notable pour un troisième trimestre d'affilée.

Les importations de biens ont reculé au troisième trimestre principalement en raison d'une baisse marquée des importations des produits de l'énergie qui avaient fortement augmenté au cours des deux trimestres précédents. Les importations de biens et matériaux industriels se sont repliées pour un troisième trimestre consécutif.

Ralentissement de la croissance des dépenses personnelles

La croissance du volume de dépenses personnelles a ralenti pour s'établir à 0,2 % au troisième trimestre. Il s'agit d'une troisième décélération trimestrielle consécutive et du plus faible taux de croissance enregistré depuis le quatrième trimestre de 2003. La croissance plus lente des dépenses a touché tant les biens que les services.

Les dépenses au chapitre des transports ont été particulièrement faibles, les achats de véhicules automobiles ayant reculé de 2,5 % après avoir fléchi de 0,8 % au deuxième trimestre. La diminution des achats de véhicules automobiles s'est traduite par une réduction de la demande de crédit à la consommation au troisième trimestre.

Le ralentissement des dépenses en services de consommation reflète de plus faibles dépenses au chapitre des voyages à l'étranger, des restaurants et de l'hébergement ainsi que des frais d'utilisation des services de transport.

L'investissement en logement demeure inchangé

La construction résidentielle est demeurée pratiquement inchangée au troisième trimestre, après deux baisses trimestrielles consécutives. La valeur de la construction résidentielle neuve a légèrement augmenté, tout comme les activités de rénovation, ce qui a contribué à soutenir l'investissement dans le logement. L'activité sur le marché de la revente, dont témoignent les coûts de transfert de propriété, a affiché sa cinquième baisse trimestrielle d'affilée, reculant de 1,5 % au cours du trimestre.

Légère progression de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en usines et matériel a progressé de 0,2 % au troisième trimestre. La croissance trimestrielle moyenne de 0,6 % de l'investissement observée au cours des trois premiers trimestres de 2008 était environ la moitié de celle enregistrée au cours des deux derniers trimestres de 2007.

L'investissement en travaux de génie est demeuré vigoureux (+1,5 %), ayant progressé pour un troisième trimestre consécutif. En revanche, l'investissement en bâtiments a diminué pour un deuxième trimestre d'affilée.

L'investissement en machines et matériel a reculé de 0,2 % au troisième trimestre après avoir fléchi de 0,1 % au trimestre précédent.

Nouvelle accumulation des stocks

Une augmentation des stocks des entreprises non agricoles comparable à celle du trimestre précédent a entraîné une nouvelle accumulation des stocks au cours du troisième trimestre. Les stocks de détaillants, particulièrement en véhicules automobiles, ont augmenté en raison du ralentissement des dépenses de consommation. Les grossistes ont accumulé des biens tant durables que non durables.

Dans l'ensemble, les stocks agricoles ont progressé, principalement en raison de l'accumulation des stocks de céréales.

Forte augmentation des bénéfices

Les sociétés ont enregistré une forte croissance des bénéfices au troisième trimestre (+5,7 %), faisant suite au rythme de croissance vigoureux observé au deuxième trimestre (+8,6 %). Il s'agit des deux plus importantes augmentations trimestrielles consécutives enregistrées depuis 2004. Les bénéfices des sociétés non financières ont connu une forte croissance pour un deuxième trimestre de suite. Les bénéfices des sociétés financières étaient également en hausse après plusieurs trimestres de faiblesse.

Le revenu agricole a fortement augmenté au cours du trimestre, à la faveur des prix élevés des céréales et des graines oléagineuses. Les exploitants agricoles ont affiché de fortes augmentations du revenu net depuis le début de 2008.

La progression du revenu personnel se poursuit

Le revenu du travail a progressé de 0,8 %, ayant ralenti pour un troisième trimestre de suite. L'emploi a baissé de 0,1 % pendant le trimestre, alors que les heures travaillées sont demeurées pratiquement inchangées.

Globalement, le revenu personnel a crû de 0,7 %, ce qui représente une légère accélération par rapport au deuxième trimestre. Les dépenses personnelles ont augmenté plus vite que le revenu, et le taux d'épargne est descendu à 3,0 %.

Les augmentations de prix, notamment pour les aliments et le carburant, ont contribué à une progression de 1,2 % des achats personnels de biens et services de consommation en termes nominaux, bien que la croissance en volume de ces achats a été beaucoup plus faible (+0,2 %).

Progression plus modérée des prix pour l'ensemble de l'économie

Les prix ont augmenté plus lentement au troisième trimestre qu'au deuxième, principalement en raison d'un ralentissement de la croissance des prix de l'énergie. Bien que le prix du pétrole brut se soit établi en moyenne à 123 \$CAN le baril au cours de la période de trois mois allant de juillet à septembre, un niveau semblable à la moyenne des trois mois précédents, il a connu une tendance à la baisse pendant le troisième trimestre.

Les prix des biens et services produits au Canada ont progressé de 0,9 % comparativement à 2,6 % au deuxième trimestre. Les prix à l'exportation ont augmenté de 3,9 %, mais moins rapidement qu'au deuxième trimestre (+8,4 %).

Au cours du troisième trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 3,1 % par rapport au dollar américain. Il s'est toutefois maintenu à une valeur nettement supérieure à 90 cents US.

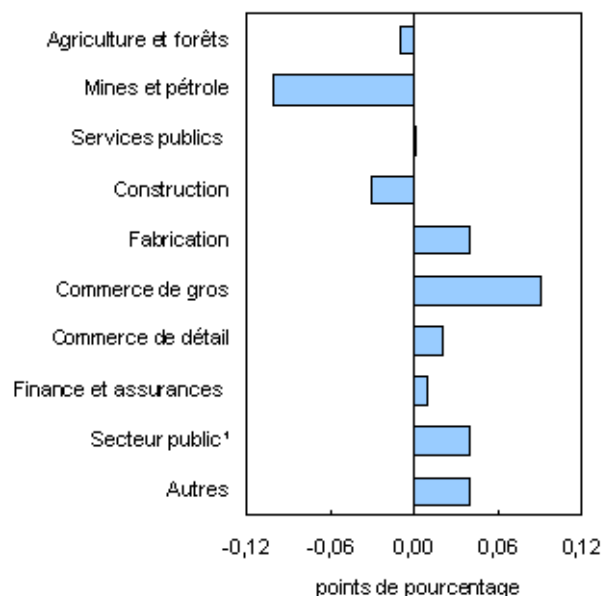
PIB par industrie, septembre 2008

Le produit intérieur brut réel a progressé de 0,1 % en septembre. La hausse de la production du secteur des services a fait contreponds à la baisse de la production de biens. Plus de 40 % du gain observé dans le secteur des services a été attribuable au commerce de gros. Des augmentations ont aussi été relevées dans le commerce de détail, dans le secteur public et dans le secteur de la fabrication. De fortes diminutions ont été enregistrées dans les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz, de la construction et de la foresterie ainsi que dans les industries liées au tourisme.

Le commerce de gros a augmenté de 1,6 % en septembre. Une hausse marquée des activités des grossistes en produits automobiles, en céréales, en produits du pétrole et en matériaux de construction a été notée. La valeur ajoutée dans le commerce de détail a augmenté de 0,4 % en septembre, une cinquième hausse en six mois.

Graphique A.4

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



1. Éducation, santé et administrations publiques.

La production du secteur de l'énergie a reculé de 0,9 % en septembre. Les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont diminué de 1,6 %, en raison de la baisse des deux composantes. Des problèmes d'approvisionnement ont en partie entravé la production de pétrole.

La production du secteur de la fabrication a crû de 0,3 % en septembre, 16 des 21 grands groupes ayant connu une progression. Les industries de la fabrication de machines, de produits alimentaires ainsi que des produits du pétrole et du charbon étaient à la hausse, tandis que des baisses ont été constatées dans celles de la première transformation des métaux et de la fabrication de produits chimiques. La production de véhicules automobiles a continué sa tendance à la baisse amorcée à la fin de 2007.

Le secteur de la finance et des assurances a affiché une légère hausse de 0,1 % en septembre. L'augmentation de l'activité résultant du volume record de transactions sur les marchés boursiers a été presque entièrement contrebalancée par la chute marquée des ventes de fonds communs de placement. Les activités des industries de l'intermédiation financière hors dépôts et de l'assurance se sont repliées à la suite de la dépréciation générale des actifs, laquelle a réduit les revenus provenant de la gestion des hypothèques et d'autres portefeuilles de placement.

Le secteur de la construction a baissé de 0,4 % en septembre, tous les types de construction ayant diminué. Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont progressé en septembre, témoignant d'une hausse importante du marché de la revente de maisons dans l'ensemble du pays.

Tableau A.2 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	786 392 1,5	789 224 0,4	802 852 1,7	814 708 1,5	824 364 1,2	831 248 0,8	743 313 6,9	788 357 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 740 1,1	204 784 1,0	204 828 0,0	209 544 2,3	227 616 8,6	240 496 5,7	196 719 5,8	203 231 3,3
Intérêts et revenus divers de placements	72 056 4,8	72 492 0,6	72 756 0,4	75 540 3,8	83 192 10,1	83 216 0,0	66 421 8,4	71 515 7,7
Revenu net des entreprises individuelles	90 272 1,4	90 716 0,5	91 860 1,3	94 344 2,7	97 752 3,6	100 128 2,4	86 386 1,6	90 473 4,7
Impôts moins subventions	167 052 2,3	168 500 0,9	170 568 1,2	165 672 -2,9	168 408 1,7	168 724 0,2	160 840 3,5	167 349 4,0
Revenu personnel disponible	890 088 0,4	902 088 1,3	915 164 1,4	939 392 2,6	950 192 1,1	959 020 0,9	849 590 7,0	898 388 5,7
Taux d'épargne personnelle[2]	2,3 ...	2,5 ...	1,9 ...	3,5 ...	3,2 ...	3,0 ...	3,1 ...	2,7 ...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	783 339 1,4	791 358 1,0	805 760 1,8	810 733 0,6	814 816 0,5	816 231 0,2	754 179 4,3	788 224 4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	255 245 0,7	259 691 1,7	263 357 1,4	264 812 0,6	267 362 1,0	267 685 0,1	248 777 3,8	257 961 3,7
Formation brute de capital fixe	311 144 1,2	315 381 1,4	318 319 0,9	318 873 0,2	319 461 0,2	319 807 0,1	301 263 7,1	313 075 3,9
Investissement en stocks	5 618 ...	20 579 ...	20 580 ...	4 304 ...	10 130 ...	11 903 ...	10 723 ...	13 195 ...
Exportations de biens et services	512 307 0,6	510 840 -0,3	501 112 -1,9	495 774 -1,1	489 177 -1,3	482 482 -1,4	503 322 0,6	508 362 1,0
Importations de biens et services	554 726 1,2	581 348 4,8	593 526 2,1	579 632 -2,3	583 618 0,7	574 507 -1,6	539 784 4,6	569 420 5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 318 339 1,0	1 325 934 0,6	1 328 606 0,2	1 326 698 -0,1	1 328 690 0,2	1 333 005 0,3	1 284 819 3,1	1 319 681 2,7
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	375 824 0,5	375 367 -0,1	371 248 -1,1	366 751 -1,2	365 168 -0,4	366 941 0,5	372 320 1,1	374 126 0,5
Production industrielle	276 992 0,7	275 911 -0,4	271 769 -1,5	266 852 -1,8	264 848 -0,8	266 374 0,6	274 307 0,2	274 908 0,2
Secteur de l'énergie	86 778 1,4	86 098 -0,8	84 855 -1,4	83 998 -1,0	82 571 -1,7	83 130 0,7	84 986 0,9	85 827 1,0
Fabrication	186 599 0,3	185 606 -0,5	182 957 -1,4	178 514 -2,4	178 200 -0,2	178 522 0,2	187 041 -0,4	185 311 -0,9
Fabrication de biens non durables	73 049 0,8	72 901 -0,2	71 623 -1,8	70 698 -1,3	70 690 -0,0	70 663 -0,0	73 801 -2,4	72 507 -1,8
Fabrication de biens durables	113 894 -0,1	113 026 -0,8	111 673 -1,2	108 074 -3,2	107 756 -0,3	108 120 0,3	113 534 1,0	113 149 -0,3
Construction	72 503 0,2	73 251 1,0	73 467 0,3	74 145 0,9	74 640 0,7	75 029 0,5	70 805 6,3	72 890 2,9
Industries productrices de services	842 959 1,0	851 136 1,0	857 799 0,8	861 119 0,4	865 844 0,5	869 495 0,4	818 097 3,9	846 591 3,5
Commerce de gros	69 678 1,9	70 906 1,8	72 063 1,6	71 287 -1,1	71 665 0,5	72 000 0,5	66 622 5,5	70 256 5,5
Commerce de détail	72 335 2,1	72 649 0,4	73 734 1,5	74 486 1,0	74 983 0,7	75 191 0,3	68 420 6,0	72 391 5,8
Transport et entreposage	56 475 0,6	56 997 0,9	56 863 -0,2	56 796 -0,1	57 119 0,6	57 250 0,2	55 690 2,8	56 624 1,7
Finance, assurances, services immobiliers et de location	239 085 0,9	242 260 1,3	243 946 0,7	245 633 0,7	246 896 0,5	247 954 0,4	231 381 4,0	240 536 4,0
Technologies de l'information et des communications	56 953 1,5	57 652 1,2	58 065 0,7	58 332 0,5	58 748 0,7	59 075 0,6	54 999 4,8	57 199 4,0

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

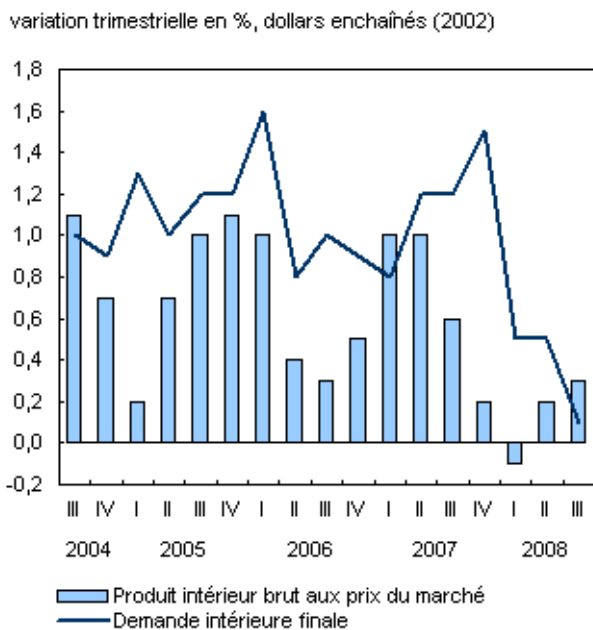
Section B PIB en termes de revenus et de dépenses

Troisième trimestre de 2008

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,3 % au troisième trimestre, après avoir essentiellement stagné au cours de la première moitié de l'année. La plus grande partie de la hausse au troisième trimestre a eu lieu en juillet. L'activité économique a légèrement augmenté de 0,1 % en septembre après avoir affiché une baisse en août.

Les exportations ont diminué pour un cinquième trimestre d'affilée et la croissance de la demande intérieure finale a décéléré pour s'établir à 0,1 %, en raison principalement du ralentissement des dépenses de consommation.

Graphique B.5
La demande intérieure finale ralentit

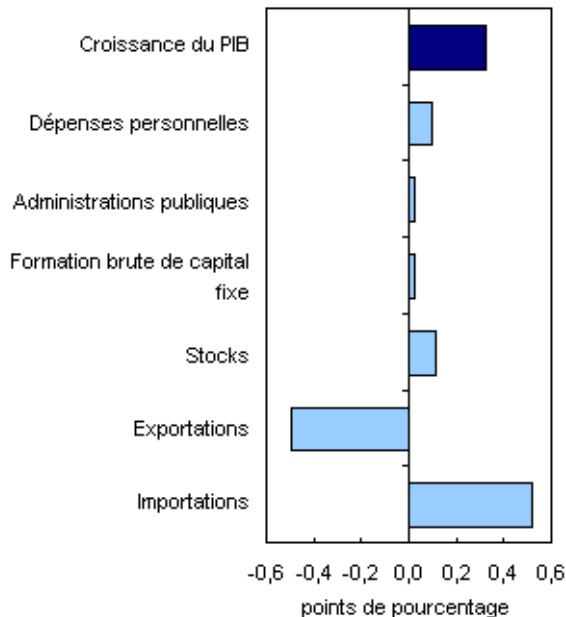


Au troisième trimestre, l'instabilité sur les marchés financiers mondiaux ne semble pas avoir eu de répercussion significative sur les fonds empruntés sur les marchés financiers intérieurs. L'augmentation des emprunts sur les marchés financiers par les secteurs intérieurs non financiers a ralenti. La fluctuation était semblable à ce qui a été typiquement observé dans le passé.

La diminution des emprunts du secteur des ménages a été contrebalancée en partie par l'accroissement de l'emprunt des sociétés non financières et cette hausse, menée par une augmentation des prêts bancaires, représentait un peu plus du tiers du financement total obtenu.

Le taux annualisé de croissance de l'économie canadienne s'est établi à 1,3 % au troisième trimestre, comparativement à une baisse de 0,5 % dans le cas de l'économie américaine.

Graphique B.6
Contributions à la variation en pourcentage du PIB, troisième trimestre de 2008



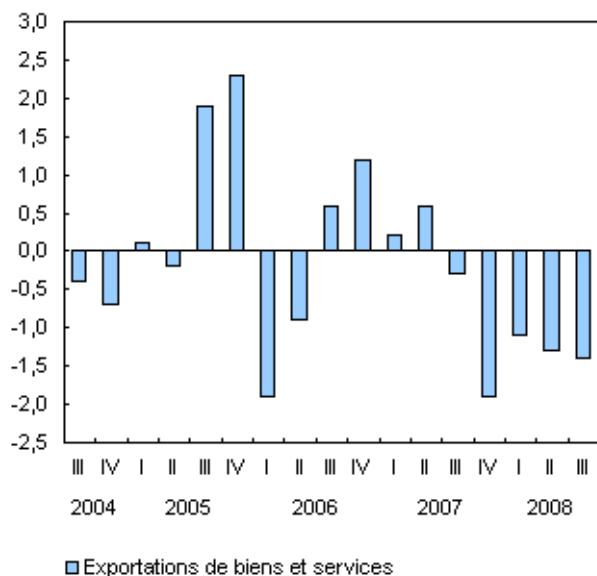
Nouvelle baisse des exportations

Les exportations de biens et de services ont diminué de 1,4 % au troisième trimestre. Suite à cette cinquième baisse trimestrielle consécutive, le volume des exportations s'est établi à un niveau de 5,8 % inférieur à celui atteint au deuxième trimestre de 2007. Les exportations de biens primaires, y compris les produits de l'agriculture et de la pêche, les produits de l'énergie et les produits de la forêt, ont connu des baisses notables. Les livraisons de produits automobiles à l'étranger ont enregistré une quatrième diminution consécutive.

Les exportations de services ont reculé de 1,7 %, la troisième baisse d'affilée. La diminution a été généralisée dans toutes les principales catégories. Le volume des exportations de services commerciaux au troisième trimestre de 2008 était de 7,0 % inférieur à celui enregistré au quatrième trimestre de 2007.

Graphique B.7**La chute des exportations se poursuit**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

**Recul des importations**

Les importations de biens et de services ont reculé de 1,6 % au troisième trimestre, pour s'établir à un niveau de 3,2 % inférieur au sommet atteint au quatrième trimestre de 2007. Les importations de services (-4,4 %) ont connu une troisième baisse trimestrielle consécutive, les importations de services financiers liés aux opérations sur valeurs mobilières ayant diminué de façon marquée. Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger ont également enregistré une baisse notable pour un troisième trimestre d'affilée.

Les importations de biens ont reculé au troisième trimestre principalement en raison d'une baisse marquée des importations des produits de l'énergie qui avaient fortement augmenté au cours des deux trimestres précédents. Les importations de biens et matériaux industriels se sont repliées pour un troisième trimestre consécutif. Les importations de machines et matériel ont également diminué, l'investissement des entreprises en matériel ayant reculé légèrement.

Les importations de produits automobiles ainsi que celles d'autres biens de consommation ont progressé pour un deuxième trimestre d'affilée.

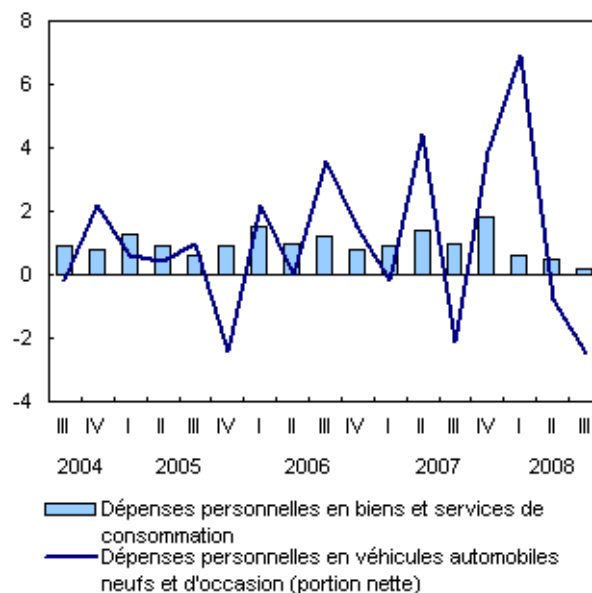
Ralentissement de la croissance des dépenses personnelles

La croissance du volume de dépenses personnelles a ralenti pour s'établir à 0,2 % au troisième trimestre. Il s'agit d'une troisième décélération trimestrielle consécutive et du plus faible taux de croissance enregistré depuis le quatrième trimestre de 2003. La croissance plus lente des dépenses a touché tant les biens que les services.

Les dépenses au chapitre des transports ont été particulièrement faibles, les achats de véhicules automobiles ayant reculé de 2,5 % après avoir fléchi de 0,8 % au deuxième trimestre. Les diminutions des dépenses en véhicules automobiles ont suivi deux fortes augmentations des achats de véhicules automobiles au quatrième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008, sous l'effet des incitatifs offerts par les fabricants et d'une réduction d'un point de pourcentage de la TPS. La diminution des achats de véhicules automobiles s'est traduite par une réduction de la demande de crédit à la consommation au troisième trimestre.

Graphique B.8**Les dépenses personnelles en véhicules automobiles chutent**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses en pièces et réparation de véhicules automobiles ainsi qu'en carburants et lubrifiants ont également diminué.

Le ralentissement des dépenses en services de consommation reflète de plus faibles dépenses au chapitre des voyages à l'étranger, des restaurants et de l'hébergement ainsi que des frais d'utilisation des services de transport.

Les dépenses personnelles en meubles, accessoires d'ameublement et équipement ménager ont connu une vigueur soutenue, ayant progressé de 1,3 % au cours du trimestre. Les dépenses personnelles au titre de ces articles ménagers ont affiché une septième augmentation trimestrielle consécutive de plus de 1 %.

L'investissement en logement demeure inchangé

La construction résidentielle est demeurée pratiquement inchangée au troisième trimestre, après deux baisses trimestrielles consécutives. La valeur de la construction résidentielle neuve a légèrement augmenté, tout comme les activités de rénovation, ce qui a contribué à soutenir l'investissement dans le logement. L'activité sur le marché de la revente, dont témoignent les coûts de transfert de propriété, a affiché sa cinquième baisse trimestrielle d'affilée, reculant de 1,5 % au cours du trimestre.

Légère progression de l'investissement des entreprises en usines et matériel

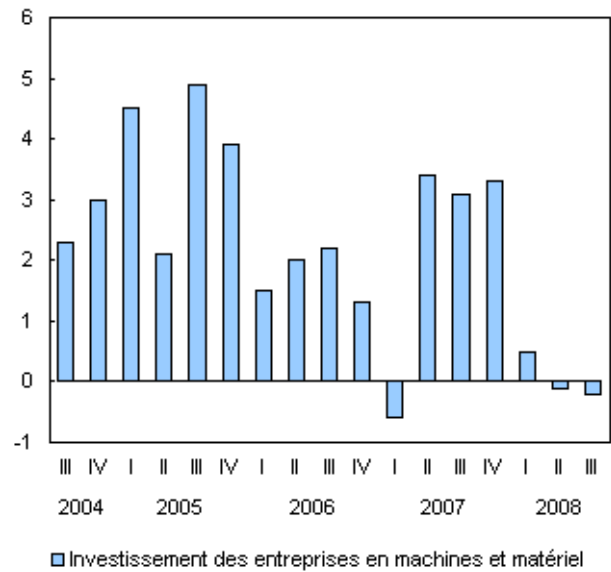
L'investissement des entreprises en usines et matériel a progressé de 0,2 % au troisième trimestre. La croissance trimestrielle moyenne de 0,6 % de l'investissement observée au cours des trois premiers trimestres de 2008 était environ la moitié de celle enregistrée au cours des deux derniers trimestres de 2007.

L'investissement en travaux de génie est demeuré vigoureux (+1,5 %), ayant progressé pour un troisième trimestre consécutif. En revanche, l'investissement en bâtiments a diminué pour un deuxième trimestre d'affilée.

L'investissement en machines et matériel a reculé de 0,2 % au troisième trimestre après avoir fléchi de 0,1 % au trimestre précédent. Les diminutions au titre d'autres machines et matériel, d'autre équipement de transport et de machinerie industrielle ont été partiellement compensées par des augmentations au titre des ordinateurs et autre matériel de bureau, des logiciels et des camions.

Graphique B.9
L'investissement en machines et matériel fléchit

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Nouvelle accumulation des stocks

Une augmentation des stocks des entreprises non agricoles comparable à celle du trimestre précédent a entraîné une nouvelle accumulation des stocks au cours du troisième trimestre. Les stocks de détaillants, particulièrement en véhicules automobiles, ont augmenté en raison du ralentissement des dépenses de consommation. Les grossistes ont accumulé des biens tant durables que non durables.

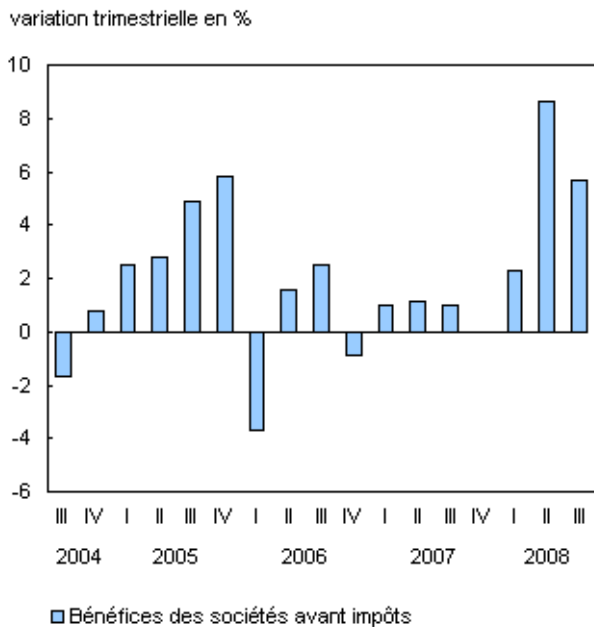
Dans l'ensemble, les stocks agricoles ont progressé, principalement en raison de l'accumulation des stocks de céréales.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble a augmenté légèrement pour s'établir à 0,701, ce qui équivaut à 64 jours de ventes.

Forte augmentation des bénéfices

Les sociétés ont enregistré une forte croissance des bénéfices au troisième trimestre (+5,7 %), faisant suite au rythme de croissance vigoureux observé au deuxième trimestre (+8,6 %). Il s'agit des deux plus importantes augmentations trimestrielles consécutives enregistrées depuis 2004. Les bénéfices des sociétés non financières ont connu une forte croissance pour un deuxième trimestre de suite. Les bénéfices des sociétés financières étaient également en hausse après plusieurs trimestres de faiblesse.

Graphique B.10
Les bénéfices des entreprises progressent



Le revenu agricole a fortement augmenté au cours du trimestre, à la faveur des prix élevés des céréales et des graines oléagineuses. Les exploitants agricoles ont affiché de fortes augmentations du revenu net depuis le début de 2008.

La progression du revenu personnel se poursuit

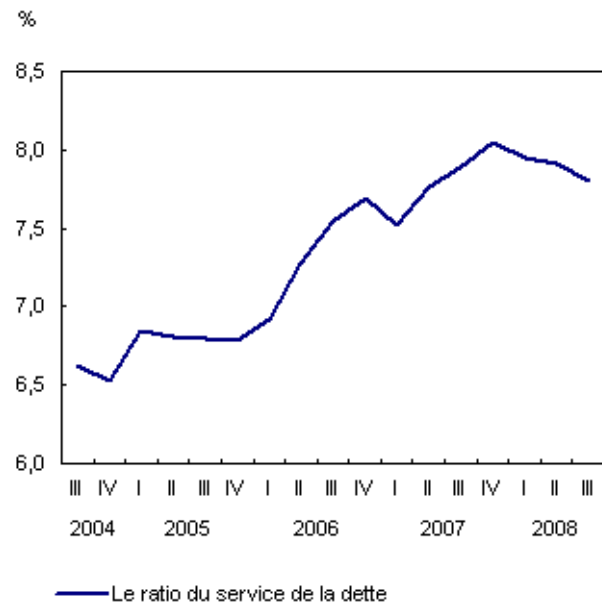
Le revenu du travail a progressé de 0,8 %, ayant ralenti pour un troisième trimestre de suite. L'emploi a baissé de 0,1 % pendant le trimestre, alors que les heures travaillées sont demeurées pratiquement inchangées.

Ce trimestre, le rythme de croissance du total des traitements et salaires dans les industries productrices de services a de nouveau été supérieur à celui dans les industries productrices de biens. Dans ces dernières, la hausse des salaires et traitements dans les industries de l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que dans la construction a été contrebalancée en partie par des baisses enregistrées dans le secteur de la fabrication.

Globalement, le revenu personnel a crû de 0,7 %, ce qui représente une légère accélération par rapport au deuxième trimestre. Les dépenses personnelles ont augmenté plus vite que le revenu, et le taux d'épargne est descendu à 3,0 %. Les augmentations de prix, notamment pour les aliments et le carburant, ont contribué à une progression de 1,2 % des achats personnels de biens et services de consommation en termes nominaux, bien que la croissance en volume de ces achats a été beaucoup plus faible (+0,2 %).

Dans le secteur des particuliers et entreprises individuelles, les intérêts versés ont diminué au cours du trimestre. Le ratio du service de la dette (la proportion du revenu personnel disponible que représentent les intérêts versés) était de 7,8 % au troisième trimestre, soit inférieur à celui du trimestre précédent. Le fardeau des frais d'intérêt demeure inférieur à la moyenne de 8,2 % enregistrée depuis 1990.

Graphique B.11
Le ratio du service de la dette baisse



Progression plus modérée des prix pour l'ensemble de l'économie

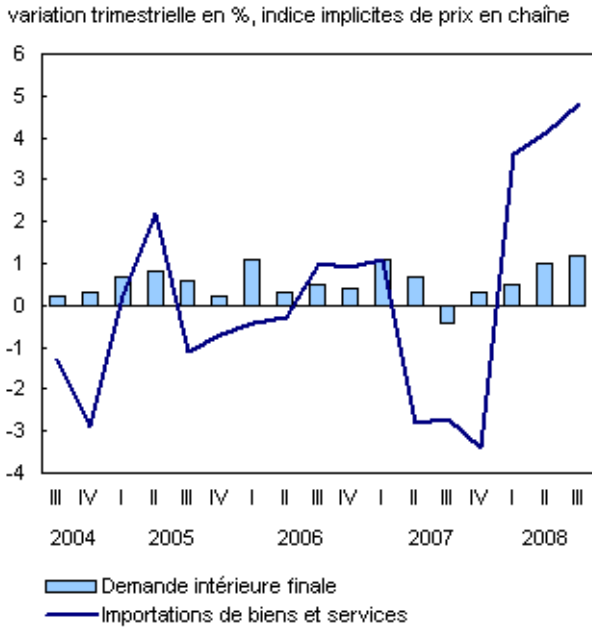
Les prix ont augmenté plus lentement au troisième trimestre qu'au deuxième, principalement en raison d'un ralentissement de la croissance des prix de l'énergie. Bien que le prix du pétrole brut se soit établi en moyenne à 123 \$CAN le baril au cours de la période de trois mois allant de juillet à septembre, un niveau semblable à la moyenne des trois mois précédents, il a connu une tendance à la baisse pendant le troisième trimestre.

Les prix des biens et services produits au Canada ont progressé de 0,9 % comparativement à 2,6 % au deuxième trimestre. Les prix à l'exportation ont augmenté de 3,9 %, mais moins rapidement qu'au deuxième trimestre (+8,4 %).

Les prix des biens et services de consommation ont progressé de 0,9 % au troisième trimestre. Les augmentations des prix des aliments et de l'énergie ont contrebalancé les diminutions des prix des biens durables comme les véhicules automobiles.

Les prix à l'importation (+4,8 %) ont affiché une plus forte augmentation que les prix à l'exportation au troisième trimestre, reflétant la dépréciation du dollar canadien. Il s'agit de la troisième hausse trimestrielle marquée des prix à l'importation. Ceci fait suite à une période de cinq ans où les prix à l'importation ont chuté de plus de 16 % alors que le dollar canadien s'était apprécié par rapport au dollar américain.

Graphique B.12
Les prix à l'importation augmentent



Au cours du troisième trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 3,1 % par rapport au dollar américain, mais s'est toutefois maintenu à une valeur nettement supérieure à 90 cents par rapport à la devise américaine.

Nouvelle augmentation de l'épargne nationale

L'épargne des sociétés et des entreprises publiques a crû de 7,8 %, ce qui a contribué à la croissance de l'épargne nationale au troisième trimestre. Le taux d'épargne nationale est passé de 13,6 % au deuxième trimestre à 13,8 % au troisième trimestre.

Graphique B.13
Hausse de l'épargne nationale

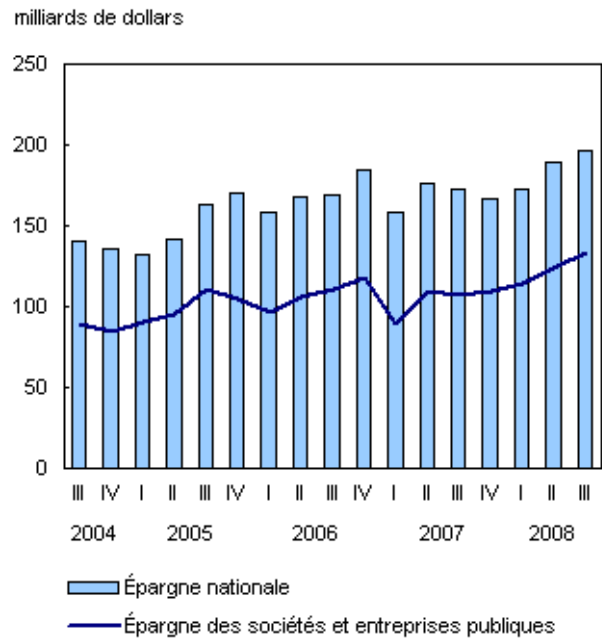


Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	786 392 1,5	789 224 0,4	802 852 1,7	814 708 1,5	824 364 1,2	831 248 0,8	743 313 6,9	788 357 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 740 1,1	204 784 1,0	204 828 0,0	209 544 2,3	227 616 8,6	240 496 5,7	196 719 5,8	203 231 3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 696 -0,4	15 544 -1,0	15 152 -2,5	16 336 7,8	17 308 6,0	16 264 -6,0	14 638 -4,5	15 539 6,2
Intérêts et revenus divers de placements	72 056 4,8	72 492 0,6	72 756 0,4	75 540 3,8	83 192 10,1	83 216 0,0	66 421 8,4	71 515 7,7
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	152 31,0	56 -63,2	116 107,1	1 388 1 096,6	2 680 93,1	3 584 33,7	-154 ...	110 ...
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	90 120 1,3	90 660 0,6	91 744 1,2	92 956 1,3	95 072 2,3	96 544 1,5	86 540 3,1	90 363 4,4
Ajustement de la valeur des stocks	7 024 ...	3 488 ...	3 564 ...	-1 580 ...	-4 536 ...	-7 800 ...	-2 407 ...	3 272 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	67 484 1,1	68 424 1,4	69 032 0,9	69 924 1,3	71 044 1,6	70 984 -0,1	64 580 4,4	67 921 5,2
Produit intérieur net aux prix de base	1 241 664 2,2	1 244 672 0,2	1 260 044 1,2	1 278 816 1,5	1 316 740 3,0	1 334 536 1,4	1 169 650 6,0	1 240 308 6,0
Impôts moins subventions, sur produits	99 568 3,1	100 076 0,5	101 536 1,5	95 748 -5,7	97 364 1,7	97 740 0,4	96 260 2,8	99 428 3,3
Provisions pour consommation de capital	194 024 1,4	196 632 1,3	198 852 1,1	201 592 1,4	204 604 1,5	207 180 1,3	185 206 5,3	195 229 5,4
Divergence statistique	1 292 ...	456 ...	-88 ...	168 ...	764 ...	84 ...	-626 ...	681 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 536 548 2,2	1 541 836 0,3	1 560 344 1,2	1 576 324 1,0	1 619 472 2,7	1 639 540 1,2	1 450 490 5,7	1 535 646 5,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	847 900	857 272	874 980	882 652	895 112	905 564	803 260	852 770
	2,0	1,1	2,1	0,9	1,4	1,2	5,8	6,2
Biens durables	112 596	111 672	112 908	115 048	113 988	112 844	105 904	111 535
	3,3	-0,8	1,1	1,9	-0,9	-1,0	6,2	5,3
Biens semi-durables	69 276	70 424	70 792	70 720	71 580	72 624	66 553	69 768
	1,0	1,7	0,5	-0,1	1,2	1,5	6,0	4,8
Biens non durables	205 488	205 628	209 952	212 160	217 300	222 680	194 868	205 303
	2,7	0,1	2,1	1,1	2,4	2,5	4,1	5,4
Services	460 540	469 548	481 328	484 724	492 244	497 416	435 935	466 164
	1,6	2,0	2,5	0,7	1,6	1,1	6,4	6,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	296 108	296 028	303 556	307 504	313 040	315 772	278 922	296 472
	2,0	-0,0	2,5	1,3	1,8	0,9	7,2	6,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	45 380	46 696	47 072	48 756	50 480	52 372	40 899	45 711
	3,9	2,9	0,8	3,6	3,5	3,7	10,7	11,8
Investissement des administrations publiques en stocks	-60	96	16	136	-36	-120	-41	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	300 648	303 284	305 428	307 368	311 144	316 496	283 082	301 690
	1,1	0,9	0,7	0,6	1,2	1,7	10,9	6,6
Bâtiments résidentiels	107 928	110 372	112 012	109 868	109 260	109 812	98 473	108 726
	3,2	2,3	1,5	-1,9	-0,6	0,5	9,7	10,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	192 720	192 912	193 416	197 500	201 884	206 684	184 609	192 964
	-0,0	0,1	0,3	2,1	2,2	2,4	11,5	4,5
Ouvrages non résidentiels	88 884	88 600	88 892	91 308	94 944	97 660	84 756	88 895
	-0,4	-0,3	0,3	2,7	4,0	2,9	16,8	4,9
Machines et matériel	103 836	104 312	104 524	106 192	106 940	109 024	99 853	104 069
	0,2	0,5	0,2	1,6	0,7	1,9	7,3	4,2
Investissement des entreprises en stocks	1 784	19 740	14 940	-596	6 776	8 500	8 093	9 806

Non agricoles	2 820	21 244	16 108	232	6 344	6 228	8 831	11 021

Agricultures	-1 036	-1 504	-1 168	-828	432	2 272	-738	-1 215

Exportations de biens et services	542 912	526 240	513 872	536 100	573 388	587 824	522 698	532 118
	-0,5	-3,1	-2,4	4,3	7,0	2,5	0,7	1,8
Biens	473 112	458 036	444 612	467 504	504 060	518 956	453 733	463 051
	-0,7	-3,2	-2,9	5,1	7,8	3,0	0,8	2,1
Services	69 800	68 204	69 260	68 596	69 328	68 868	68 965	69 067
	1,2	-2,3	1,5	-1,0	1,1	-0,7	0,3	0,1
Moins : Importations de biens et services	496 832	507 064	499 608	505 432	529 668	546 784	487 048	502 255
	-1,7	2,1	-1,5	1,2	4,8	3,2	4,1	3,1
Biens	410 508	420 416	407 984	416 428	439 056	458 052	404 250	415 007
	-2,5	2,4	-3,0	2,1	5,4	4,3	4,2	2,7
Services	86 324	86 648	91 624	89 004	90 612	88 732	82 798	87 248
	2,3	0,4	5,7	-2,9	1,8	-2,1	3,4	5,4
Divergence statistique	-1 292	-456	88	-164	-764	-84	625	-681

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 536 548	1 541 836	1 560 344	1 576 324	1 619 472	1 639 540	1 450 490	1 535 646
	2,2	0,3	1,2	1,0	2,7	1,2	5,7	5,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 490 036</i>	<i>1 503 280</i>	<i>1 531 036</i>	<i>1 546 280</i>	<i>1 569 776</i>	<i>1 590 204</i>	<i>1 406 163</i>	<i>1 496 643</i>
	1,9	0,9	1,8	1,0	1,5	1,3	7,2	6,4

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	783 339	791 358	805 760	810 733	814 816	816 231	754 179	788 224
	1,4	1,0	1,8	0,6	0,5	0,2	4,3	4,5
Biens durables	118 141	117 732	120 975	125 836	126 135	126 225	109 929	117 731
	3,6	-0,3	2,8	4,0	0,2	0,1	7,6	7,1
Biens semi-durables	71 353	72 813	73 353	74 181	75 253	76 044	68 258	72 102
	0,7	2,0	0,7	1,1	1,4	1,1	7,3	5,6
Biens non durables	174 151	175 116	176 803	176 545	176 464	176 154	168 977	174 501
	1,3	0,6	1,0	-0,1	-0,0	-0,2	1,3	3,3
Services	421 615	427 570	436 709	437 099	440 035	441 027	408 282	425 768
	1,1	1,4	2,1	0,1	0,7	0,2	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	255 245	259 691	263 357	264 812	267 362	267 685	248 777	257 961
	0,7	1,7	1,4	0,6	1,0	0,1	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	40 528	41 738	41 839	42 687	43 064	43 058	37 939	40 886
	2,8	3,0	0,2	2,0	0,9	-0,0	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks	-52	84	12	116	-32	-100	-33	14

Formation brute de capital fixe des entreprises	270 610	273 631	276 471	276 159	276 360	276 715	263 320	272 182
	1,0	1,1	1,0	-0,1	0,1	0,1	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	80 682	81 506	81 879	80 429	79 653	79 639	78 602	80 959
	1,1	1,0	0,5	-1,8	-1,0	-0,0	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	191 759	194 002	196 668	198 322	199 605	200 017	186 514	193 133
	0,9	1,2	1,4	0,8	0,6	0,2	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	68 466	67 717	67 119	67 933	68 933	69 397	68 577	68 288
	-2,0	-1,1	-0,9	1,2	1,5	0,7	8,9	-0,4
Machines et matériel	125 093	129 023	133 323	134 022	133 929	133 652	118 649	127 110
	3,4	3,1	3,3	0,5	-0,1	-0,2	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks	5 681	20 480	20 565	4 167	10 164	12 018	10 766	13 181

Non agricoles	5 185	19 931	19 351	2 360	7 108	7 145	9 956	12 561

Agricultures	-480	-687	-9	690	1 927	3 634	-162	-494

Exportations de biens et services	512 307	510 840	501 112	495 774	489 177	482 482	503 322	508 362
	0,6	-0,3	-1,9	-1,1	-1,3	-1,4	0,6	1,0
Biens	448 340	448 299	437 942	434 167	427 825	422 191	438 898	445 113
	0,6	-0,0	-2,3	-0,9	-1,5	-1,3	0,9	1,4
Services	64 030	62 660	63 165	61 649	61 397	60 324	64 436	63 311
	1,0	-2,1	0,8	-2,4	-0,4	-1,7	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	554 726	581 348	593 526	579 632	583 618	574 507	539 784	569 420
	1,2	4,8	2,1	-2,3	0,7	-1,6	4,6	5,5
Biens	462 301	486 822	490 885	482 774	488 443	483 651	450 512	474 857
	0,6	5,3	0,8	-1,7	1,2	-1,0	5,0	5,4
Services	92 501	94 728	102 462	96 905	95 357	91 150	89 387	94 634
	4,1	2,4	8,2	-5,4	-1,6	-4,4	2,9	5,9
Divergence statistique	-1 109	-392	75	-138	-627	-68	554	-588

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 318 339	1 325 934	1 328 606	1 326 698	1 328 690	1 333 005	1 284 819	1 319 681
	1,0	0,6	0,2	-0,1	0,2	0,3	3,1	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 348 646</i>	<i>1 365 422</i>	<i>1 386 354</i>	<i>1 393 316</i>	<i>1 400 577</i>	<i>1 402 651</i>	<i>1 303 313</i>	<i>1 358 224</i>
	1,2	1,2	1,5	0,5	0,5	0,1	4,8	4,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	5,8	4,2	7,5	2,5	2,0	0,7	4,3	4,5
Biens durables	15,0	-1,4	11,5	17,1	1,0	0,3	7,6	7,1
Biens semi-durables	2,7	8,4	3,0	4,6	5,9	4,3	7,3	5,6
Biens non durables	5,3	2,2	3,9	-0,6	-0,2	-0,7	1,3	3,3
Services	4,3	5,8	8,8	0,4	2,7	0,9	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,7	7,2	5,8	2,2	3,9	0,5	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	11,5	12,5	1,0	8,4	3,6	-0,1	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-64	136	-72	104	-148	-68	-57	47
Formation brute de capital fixe des entreprises	3,9	4,5	4,2	-0,5	0,3	0,5	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	4,7	4,1	1,8	-6,9	-3,8	-0,1	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	3,5	4,8	5,6	3,4	2,6	0,8	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	-7,7	-4,3	-3,5	4,9	6,0	2,7	8,9	-0,4
Machines et matériel	14,2	13,2	14,0	2,1	-0,3	-0,8	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks[2]	-316	14 799	85	-16 398	5 997	1 854	-2 034	2 415
Non agricoles[2]	-591	14 746	-580	-16 991	4 748	37	-378	2 605
Agricoles[2]	319	-207	678	699	1 237	1 707	-2 180	-332
Exportations de biens et services	2,5	-1,1	-7,4	-4,2	-5,2	-5,4	0,6	1,0
Biens	2,2	-0,0	-8,9	-3,4	-5,7	-5,2	0,9	1,4
Services	4,1	-8,3	3,3	-9,3	-1,6	-6,8	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	4,9	20,6	8,6	-9,0	2,8	-6,1	4,6	5,5
Biens	2,5	23,0	3,4	-6,4	4,8	-3,9	5,0	5,4
Services	17,5	10,0	36,9	-20,0	-6,2	-16,5	2,9	5,9
Divergence statistique[2]	-185	717	467	-213	-489	559	93	-1 141
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,9	2,3	0,8	-0,6	0,6	1,3	3,1	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>4,9</i>	<i>5,1</i>	<i>6,3</i>	<i>2,0</i>	<i>2,1</i>	<i>0,6</i>	<i>4,8</i>	<i>4,2</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,777	0,566	1,008	0,345	0,280	0,096	2,358	2,513
Biens durables	0,256	-0,025	0,197	0,286	0,017	0,005	0,540	0,511
Biens semi-durables	0,030	0,092	0,034	0,051	0,064	0,046	0,327	0,256
Biens non durables	0,172	0,074	0,129	-0,020	-0,006	-0,024	0,182	0,446
Services	0,319	0,425	0,649	0,027	0,205	0,068	1,309	1,301
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,129	0,333	0,271	0,107	0,186	0,023	0,712	0,716
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,080	0,088	0,007	0,061	0,027	0,000	0,181	0,220
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,004	0,010	-0,005	0,008	-0,011	-0,005	-0,005	0,004
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,190	0,218	0,203	-0,022	0,014	0,025	1,330	0,666
Bâtiments résidentiels	0,080	0,072	0,033	-0,126	-0,067	-0,001	0,147	0,210
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,110	0,146	0,170	0,104	0,081	0,026	1,182	0,456
Ouvrages non résidentiels	-0,118	-0,064	-0,051	0,069	0,085	0,040	0,482	-0,023
Machines et matériel	0,228	0,210	0,221	0,035	-0,005	-0,014	0,700	0,480
Investissement des entreprises en stocks	-0,021	0,939	0,002	-1,027	0,379	0,117	-0,173	0,154
Non agricoles	-0,040	0,950	-0,038	-1,070	0,299	0,002	-0,029	0,187
Agricoles	0,018	-0,011	0,040	0,043	0,079	0,115	-0,143	-0,033
Exportations de biens et services	0,220	-0,099	-0,645	-0,358	-0,466	-0,493	0,223	0,362
Biens	0,174	-0,002	-0,681	-0,251	-0,448	-0,418	0,284	0,442
Services	0,046	-0,097	0,036	-0,107	-0,018	-0,075	-0,061	-0,080
Moins : Importations de biens et services	0,400	1,533	0,675	-0,759	0,222	-0,521	1,524	1,834
Biens	0,173	1,399	0,223	-0,438	0,313	-0,272	1,358	1,504
Services	0,228	0,134	0,452	-0,321	-0,091	-0,249	0,166	0,330
Divergence statistique	-0,014	0,054	0,035	-0,016	-0,037	0,042	0,008	-0,089
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,957	0,576	0,202	-0,144	0,150	0,325	3,110	2,713
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,177</i>	<i>1,206</i>	<i>1,490</i>	<i>0,491</i>	<i>0,507</i>	<i>0,144</i>	<i>4,580</i>	<i>4,116</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,2 0,6	108,3 0,1	108,6 0,3	108,9 0,3	109,9 0,9	110,9 0,9	106,5 1,5	108,2 1,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	116,0 1,3	114,0 -1,7	115,3 1,1	116,1 0,7	117,1 0,9	118,0 0,8	112,1 3,3	115,0 2,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	112,0 1,1	111,9 -0,1	112,5 0,5	114,2 1,5	117,2 2,6	121,6 3,8	107,8 3,8	111,8 3,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	111,1 0,1	110,8 -0,3	110,5 -0,3	111,3 0,7	112,6 1,2	114,4 1,6	107,5 3,5	110,9 3,1
Exportations de biens et services	106,0 -1,0	103,0 -2,8	102,5 -0,5	108,1 5,5	117,2 8,4	121,8 3,9	103,8 0,1	104,7 0,8
Importations de biens et services	89,6 -2,8	87,2 -2,7	84,2 -3,4	87,2 3,6	90,8 4,1	95,2 4,8	90,2 -0,5	88,3 -2,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	116,6 1,2	116,3 -0,3	117,4 0,9	118,8 1,2	121,9 2,6	123,0 0,9	112,9 2,5	116,4 3,1
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>110,5 0,7</i>	<i>110,1 -0,4</i>	<i>110,4 0,3</i>	<i>111,0 0,5</i>	<i>112,1 1,0</i>	<i>113,4 1,2</i>	<i>107,9 2,3</i>	<i>110,2 2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Le secteur de la fabrication progresse légèrement

La production du secteur de la fabrication a crû de 0,3 % en septembre, 16 des 21 grands groupes ayant connu une progression. Les industries de la fabrication de machines, de produits alimentaires ainsi que des produits du pétrole et du charbon ont été à la hausse, tandis que des baisses ont été constatées dans celles de la première transformation des métaux et de la fabrication de produits chimiques. La production de véhicules automobiles a continué sa tendance à la baisse amorcée à la fin de 2007.

Hausse du commerce de détail

La valeur ajoutée dans le commerce de détail a augmenté de 0,4 % en septembre, une cinquième hausse en six mois. Ce gain est attribuable à une progression considérable du volume des activités des concessionnaires de voitures neuves, alors que l'ensemble de tous les autres types de magasins n'a enregistré aucune croissance. La hausse notée dans les activités des concessionnaires de voitures d'occasion et des magasins de marchandises diverses (qui comprennent les grands magasins) a éclipsé les reculs affichés par les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques, les stations-service et les centres de rénovation et les quincailleries.

Le secteur de la finance et des assurances affiche une légère hausse

Le secteur de la finance et des assurances a affiché une légère hausse de 0,1 % en septembre. L'augmentation de l'activité résultant du volume record de transactions sur les marchés boursiers a été presque entièrement contrebalancée par la chute marquée des ventes de fonds communs de placement. Les activités des industries de l'intermédiation financière hors dépôts et de l'assurance se sont repliées à la suite de la dépréciation générale des actifs, laquelle a réduit les revenus provenant de la gestion des hypothèques et d'autres portefeuilles de placement.

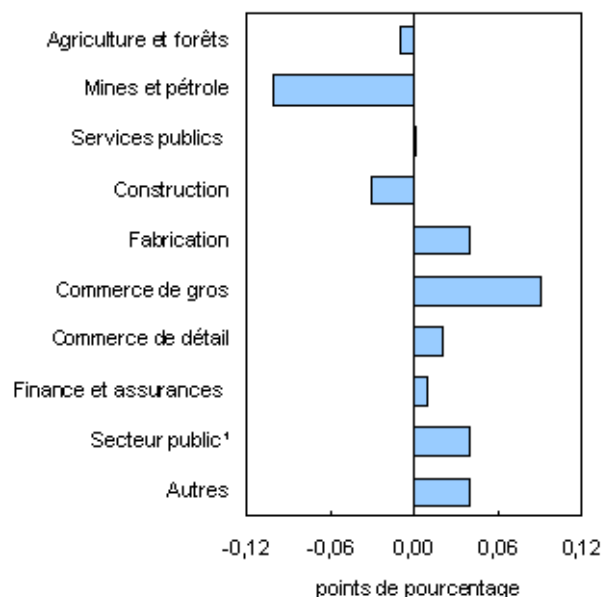
Recul de la construction

Le secteur de la construction a baissé de 0,4 % en septembre. Tous les types de construction (bâtiments résidentiels et non résidentiels ainsi que les travaux de génie et de réparation) ont diminué. Du côté résidentiel, la construction de bâtiments à logements multiples s'est intensifiée, tandis que la construction de maisons unifamiliales ainsi que les travaux d'amélioration et de modification ont cédé du terrain. La construction de maisons unifamiliales a poursuivi sa tendance à la baisse qui s'est amorcée à l'automne 2007. La construction de bâtiments commerciaux, industriels et institutionnels a diminué en septembre, accentuant la tendance à la baisse.

Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont progressé en septembre, témoignant d'une hausse importante du marché de la revente de maisons dans l'ensemble du pays. Le nombre de maisons vendues dans les fourchettes de prix modiques et intermédiaires était particulièrement élevé.

Graphique C.16

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



1. Éducation, santé et administrations publiques.

Troisième trimestre de 2008

L'activité économique canadienne, mesurée par le produit intérieur brut aux prix de base, a progressé de 0,4 % au troisième trimestre de 2008, après être demeurée essentiellement inchangée dans la première moitié de l'année.

Après quatre replis trimestriels consécutifs, la production de biens a crû de 0,5 % au troisième trimestre, grâce à des hausses dans le secteur minier, notamment pour ce qui est des activités de soutien à l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que dans la construction. Le secteur de la fabrication a connu une légère hausse, tandis que la foresterie a poursuivi sa tendance à la baisse. La production du secteur des services a augmenté de 0,4 %, de fortes hausses ayant été notées dans le secteur public et, dans une moindre mesure, dans le commerce de détail et de gros. À l'inverse, le secteur de la finance et des assurances ainsi que celui de l'hébergement et des services de restauration se sont contractés.

Le secteur de l'énergie a rebondi au troisième trimestre, fort d'un mois de juillet particulièrement vigoureux pendant lequel d'importantes augmentations ont été enregistrées dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel. Les exportations de pétrole brut et de gaz naturel ont cependant reculé pour un deuxième trimestre d'affilée. La progression des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière a été continue pendant tout le troisième trimestre, se traduisant par une hausse de 15,5 % par rapport au trimestre précédent. La production du secteur de l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif, surtout en raison de hausses de production de minerais métalliques.

Le secteur public a poursuivi son ascension, ses trois composantes (administrations publiques, santé et services sociaux ainsi que les services d'enseignement) ayant progressé. La valeur ajoutée dans le commerce de détail s'est accrue de 0,3 % en raison de la vigueur des activités des magasins d'appareils électroniques ménagers, des magasins de marchandises diverses et des concessionnaires de voitures d'occasion. Le volume réduit des activités des concessionnaires de voitures neuves a nui au secteur pendant le trimestre. Les activités du commerce de gros ont poursuivi leur progression, les machines et le matériel, les produits divers vendus en gros (produits chimiques, papier, produits agricoles, etc.) et les véhicules automobiles neufs ayant contribué à la hausse.

Au troisième trimestre de 2008, la légère hausse de 0,2 % de la valeur ajoutée dans le secteur de la fabrication a mis un terme au recul s'étendant sur quatre trimestres. La hausse est attribuable à une augmentation importante de la production et de la fonte de métaux de base. Si on exclut l'industrie de la première transformation des métaux, le secteur de la fabrication s'est replié de 0,4 % au troisième trimestre. Certains sous-secteurs fortement axés sur les exportations, comme la fabrication de produits en bois ainsi que de véhicules automobiles et de pièces, ont poursuivi leur baisse.

Le secteur de la construction a continué sa progression au troisième trimestre, grâce à la vigueur des travaux de génie et de réparation. Les activités de construction de bâtiments non résidentiels ont diminué pour un deuxième trimestre consécutif, tandis que la construction de bâtiments résidentiels a légèrement augmenté, la diminution du nombre de nouveaux logements unifamiliaux ayant presque effacé la croissance des autres types de projets résidentiels. Les activités des agents et des courtiers immobiliers se sont contractées pour un cinquième trimestre d'affilée, le marché de la revente de maisons s'étant encore réduit après avoir connu un sommet vers le milieu de 2007.

Le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière a reculé de 8,1 %, poursuivant une tendance à la baisse amorcée au quatrième trimestre de 2005. Le secteur est encore touché par une demande étrangère affaiblie. Le secteur de la finance et des assurances a pour sa part affiché son premier repli trimestriel (-0,1 %) en quatre ans, attribuable à une baisse du volume des activités des sociétés d'assurance et du marché des valeurs mobilières.

Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	Juillet 2008	Août 2008	Septembre 2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Ensemble des industries	1 224 971	1 223 761	1 229 016	1 227 560	1 229 331	1 237 544	1 231 650	1 232 995
	-0,3	-0,1	0,4	-0,1	0,1	0,7	-0,5	0,1
Industries productrices de biens	367 110	364 749	365 884	364 618	365 001	370 302	365 814	364 706
	-0,3	-0,6	0,3	-0,3	0,1	1,5	-1,2	-0,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 979	26 266	26 336	26 055	25 882	25 859	25 892	25 761
	-0,1	1,1	0,3	-1,1	-0,7	-0,1	0,1	-0,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	55 521	55 614	55 366	54 450	54 798	56 735	55 452	54 777
	-0,7	0,2	-0,4	-1,7	0,6	3,5	-2,3	-1,2
Services publics	31 635	31 439	31 367	30 969	30 917	31 041	31 042	31 060
	0,3	-0,6	-0,2	-1,3	-0,2	0,4	0,0	0,1
Construction	74 377	74 235	74 161	74 793	74 966	75 215	75 101	74 772
	0,7	-0,2	-0,1	0,9	0,2	0,3	-0,2	-0,4
Fabrication	178 979	176 142	178 083	178 380	178 136	180 089	177 477	177 999
	-0,8	-1,6	1,1	0,2	-0,1	1,1	-1,5	0,3
Industries productrices de services	859 982	861 292	865 458	865 335	866 738	869 428	868 238	870 818
	-0,2	0,2	0,5	-0,0	0,2	0,3	-0,1	0,3
Commerce de gros	71 142	70 246	72 086	71 322	71 586	72 957	70 965	72 078
	-1,8	-1,3	2,6	-1,1	0,4	1,9	-2,7	1,6
Commerce de détail	74 358	74 316	74 912	74 972	75 066	75 111	75 075	75 388
	-0,6	-0,1	0,8	0,1	0,1	0,1	-0,0	0,4
Transport et entreposage	56 669	56 846	57 074	57 030	57 252	57 563	57 216	56 970
	-0,4	0,3	0,4	-0,1	0,4	0,5	-0,6	-0,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 699	44 904	44 962	45 030	45 023	45 143	45 370	45 345
	-0,1	0,5	0,1	0,2	-0,0	0,3	0,5	-0,1
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	245 001	246 402	246 941	246 682	247 065	247 683	247 634	248 546
	-0,2	0,6	0,2	-0,1	0,2	0,3	-0,0	0,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	58 241	58 242	58 337	58 336	58 439	58 465	58 664	58 801
	-0,1	0,0	0,2	-0,0	0,2	0,0	0,3	0,2
Services administratifs et gestion des déchets	31 292	31 290	31 241	31 214	31 146	31 113	31 075	30 992
	0,0	-0,0	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3
Services d'enseignement	60 070	60 247	60 418	60 608	60 758	60 881	61 030	61 176
	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Soins de santé et assistance sociale	78 415	78 554	78 773	78 924	79 113	79 264	79 440	79 604
	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Arts, spectacles et loisirs	11 709	11 611	11 630	11 786	11 735	11 699	11 713	11 663
	0,4	-0,8	0,2	1,3	-0,4	-0,3	0,1	-0,4
Hébergement et services de restauration	27 731	27 738	27 960	28 046	27 950	27 695	27 919	27 815
	-0,8	0,0	0,8	0,3	-0,3	-0,9	0,8	-0,4
Autres services, sauf les administrations publiques	32 213	32 271	32 333	32 409	32 482	32 559	32 638	32 715
	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Administrations publiques	68 608	68 809	68 981	69 150	69 300	69 481	69 664	69 907
	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Autres agrégations								
Production industrielle	267 054	264 704	265 823	264 196	264 525	269 439	265 177	264 507
	-0,6	-0,9	0,4	-0,6	0,1	1,9	-1,6	-0,3
Fabrication de biens non durables	70 451	70 149	70 487	70 750	70 833	71 337	70 156	70 495
	-1,5	-0,4	0,5	0,4	0,1	0,7	-1,7	0,5
Fabrication de biens durables	108 825	106 212	107 856	107 877	107 536	109 011	107 589	107 761
	-0,3	-2,4	1,5	0,0	-0,3	1,4	-1,3	0,2
Secteur des entreprises	1 027 656	1 025 912	1 030 623	1 028 697	1 030 030	1 037 774	1 031 395	1 032 289
	-0,4	-0,2	0,5	-0,2	0,1	0,8	-0,6	0,1
Secteur non commercial	197 298	197 842	198 382	198 862	199 302	199 759	200 264	200 706
	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Secteur des TIC, total	58 349	58 391	58 678	58 891	58 675	59 019	58 964	59 243
	0,2	0,1	0,5	0,4	-0,4	0,6	-0,1	0,5
Secteur de l'énergie	83 807	83 634	83 374	82 007	82 333	84 463	82 816	82 110
	-0,9	-0,2	-0,3	-1,6	0,4	2,6	-1,9	-0,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Industries productrices de biens	375 824 <i>0,5</i>	375 367 <i>-0,1</i>	371 248 <i>-1,1</i>	366 751 <i>-1,2</i>	365 168 <i>-0,4</i>	366 941 <i>0,5</i>	372 320 <i>1,1</i>	374 126 <i>0,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	26 373 <i>-2,5</i>	26 276 <i>-0,4</i>	26 205 <i>-0,3</i>	26 087 <i>-0,5</i>	26 091 <i>0,0</i>	25 837 <i>-1,0</i>	27 648 <i>-2,0</i>	26 478 <i>-4,2</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	57 775 <i>0,7</i>	57 789 <i>0,0</i>	56 226 <i>-2,7</i>	55 683 <i>-1,0</i>	54 871 <i>-1,5</i>	55 655 <i>1,4</i>	56 699 <i>1,6</i>	57 288 <i>1,0</i>
Services publics	31 592 <i>3,4</i>	31 275 <i>-1,0</i>	31 951 <i>2,2</i>	31 538 <i>-1,3</i>	31 084 <i>-1,4</i>	31 048 <i>-0,1</i>	30 181 <i>-1,4</i>	31 344 <i>3,9</i>
Construction	72 503 <i>0,2</i>	73 251 <i>1,0</i>	73 467 <i>0,3</i>	74 145 <i>0,9</i>	74 640 <i>0,7</i>	75 029 <i>0,5</i>	70 805 <i>6,3</i>	72 890 <i>2,9</i>
Fabrication	186 599 <i>0,3</i>	185 606 <i>-0,5</i>	182 957 <i>-1,4</i>	178 514 <i>-2,4</i>	178 200 <i>-0,2</i>	178 522 <i>0,2</i>	187 041 <i>-0,4</i>	185 311 <i>-0,9</i>
Industries productrices de services	842 959 <i>1,0</i>	851 136 <i>1,0</i>	857 799 <i>0,8</i>	861 119 <i>0,4</i>	865 844 <i>0,5</i>	869 495 <i>0,4</i>	818 097 <i>3,9</i>	846 591 <i>3,5</i>
Commerce de gros	69 678 <i>1,9</i>	70 906 <i>1,8</i>	72 063 <i>1,6</i>	71 287 <i>-1,1</i>	71 665 <i>0,5</i>	72 000 <i>0,5</i>	66 622 <i>5,5</i>	70 256 <i>5,5</i>
Commerce de détail	72 335 <i>2,1</i>	72 649 <i>0,4</i>	73 734 <i>1,5</i>	74 486 <i>1,0</i>	74 983 <i>0,7</i>	75 191 <i>0,3</i>	68 420 <i>6,0</i>	72 391 <i>5,8</i>
Transport et entreposage	56 475 <i>0,6</i>	56 997 <i>0,9</i>	56 863 <i>-0,2</i>	56 796 <i>-0,1</i>	57 119 <i>0,6</i>	57 250 <i>0,2</i>	55 690 <i>2,8</i>	56 624 <i>1,7</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 166 <i>0,8</i>	44 514 <i>0,8</i>	44 900 <i>0,9</i>	44 782 <i>-0,3</i>	45 005 <i>0,5</i>	45 286 <i>0,6</i>	43 227 <i>3,2</i>	44 349 <i>2,6</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	239 085 <i>0,9</i>	242 260 <i>1,3</i>	243 946 <i>0,7</i>	245 633 <i>0,7</i>	246 896 <i>0,5</i>	247 954 <i>0,4</i>	231 381 <i>4,0</i>	240 536 <i>4,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	57 847 <i>0,9</i>	58 056 <i>0,4</i>	58 287 <i>0,4</i>	58 252 <i>-0,1</i>	58 371 <i>0,2</i>	58 643 <i>0,5</i>	55 963 <i>4,4</i>	57 874 <i>3,4</i>
Services administratifs et gestion des déchets	30 881 <i>1,0</i>	31 075 <i>0,6</i>	31 257 <i>0,6</i>	31 289 <i>0,1</i>	31 200 <i>-0,3</i>	31 060 <i>-0,4</i>	29 989 <i>5,2</i>	30 948 <i>3,2</i>
Services d'enseignement	58 644 <i>1,0</i>	59 130 <i>0,8</i>	59 606 <i>0,8</i>	60 086 <i>0,8</i>	60 595 <i>0,8</i>	61 029 <i>0,7</i>	57 108 <i>2,8</i>	58 863 <i>3,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	76 787 <i>0,8</i>	77 307 <i>0,7</i>	77 884 <i>0,7</i>	78 403 <i>0,7</i>	78 937 <i>0,7</i>	79 436 <i>0,6</i>	74 940 <i>2,9</i>	77 035 <i>2,8</i>
Arts, spectacles et loisirs	11 643 <i>-0,1</i>	11 817 <i>1,5</i>	11 746 <i>-0,6</i>	11 659 <i>-0,7</i>	11 717 <i>0,5</i>	11 692 <i>-0,2</i>	11 454 <i>5,3</i>	11 716 <i>2,3</i>
Hébergement et services de restauration	26 849 <i>0,2</i>	27 307 <i>1,7</i>	27 638 <i>1,2</i>	27 806 <i>0,6</i>	27 985 <i>0,6</i>	27 810 <i>-0,6</i>	26 680 <i>2,6</i>	27 146 <i>1,7</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	31 386 <i>0,8</i>	31 671 <i>0,9</i>	31 979 <i>1,0</i>	32 206 <i>0,7</i>	32 408 <i>0,6</i>	32 637 <i>0,7</i>	30 565 <i>3,1</i>	31 542 <i>3,2</i>
Administrations publiques	67 319 <i>0,7</i>	67 616 <i>0,4</i>	68 074 <i>0,7</i>	68 612 <i>0,8</i>	69 144 <i>0,8</i>	69 684 <i>0,8</i>	66 134 <i>2,5</i>	67 463 <i>2,0</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	276 992 <i>0,7</i>	275 911 <i>-0,4</i>	271 769 <i>-1,5</i>	266 852 <i>-1,8</i>	264 848 <i>-0,8</i>	266 374 <i>0,6</i>	274 307 <i>0,2</i>	274 908 <i>0,2</i>
Fabrication de biens non durables	73 049 <i>0,8</i>	72 901 <i>-0,2</i>	71 623 <i>-1,8</i>	70 698 <i>-1,3</i>	70 690 <i>-0,0</i>	70 663 <i>-0,0</i>	73 801 <i>-2,4</i>	72 507 <i>-1,8</i>
Fabrication de biens durables	113 894 <i>-0,1</i>	113 026 <i>-0,8</i>	111 673 <i>-1,2</i>	108 074 <i>-3,2</i>	107 756 <i>-0,3</i>	108 120 <i>0,3</i>	113 534 <i>1,0</i>	113 149 <i>-0,3</i>
Secteur des entreprises	1 024 240 <i>0,8</i>	1 030 485 <i>0,6</i>	1 031 374 <i>0,1</i>	1 028 366 <i>-0,3</i>	1 029 783 <i>0,1</i>	1 033 819 <i>0,4</i>	1 000 642 <i>3,0</i>	1 025 436 <i>2,5</i>
Secteur non commercial	193 287 <i>0,8</i>	194 524 <i>0,6</i>	195 792 <i>0,7</i>	197 317 <i>0,8</i>	198 849 <i>0,8</i>	200 243 <i>0,7</i>	188 967 <i>2,7</i>	193 838 <i>2,6</i>
Secteur des TIC, total	56 953 <i>1,5</i>	57 652 <i>1,2</i>	58 065 <i>0,7</i>	58 332 <i>0,5</i>	58 748 <i>0,7</i>	59 075 <i>0,6</i>	54 999 <i>4,8</i>	57 199 <i>4,0</i>
Secteur de l'énergie	86 778 <i>1,4</i>	86 098 <i>-0,8</i>	84 855 <i>-1,4</i>	83 998 <i>-1,0</i>	82 571 <i>-1,7</i>	83 130 <i>0,7</i>	84 986 <i>0,9</i>	85 827 <i>1,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Section D

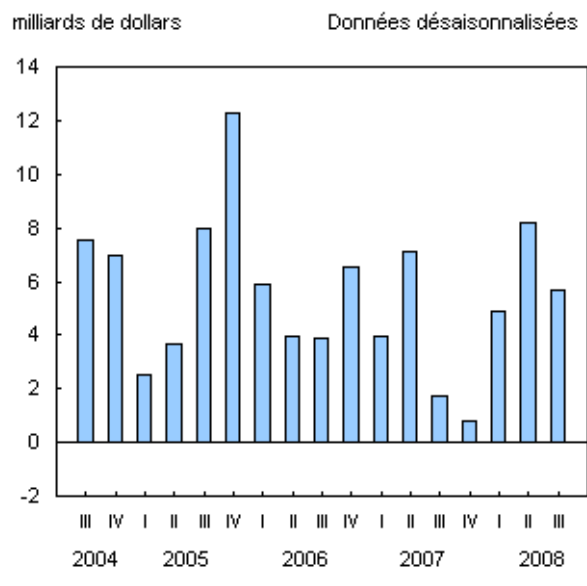
Balance des paiements internationaux

Troisième trimestre de 2008

L'excédent du compte courant avec le reste du monde (après désaisonnalisation) a diminué pour s'établir à 5,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2008, une baisse par rapport au surplus de 8,2 milliards de dollars du trimestre précédent. Cette situation est attribuable principalement à la diminution de l'excédent au chapitre des biens, vu le ralentissement de la progression du prix des produits, et à l'augmentation du déficit des revenus de placements, compte tenu de la baisse des gains canadiens sur les investissements directs à l'étranger.

Graphique D.17

Le surplus du compte courant diminue à cause du plus faible surplus des biens et de la hausse du déficit des revenus de placements



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), les flux d'investissements directs transfrontaliers ont pris de la vigueur, notamment en raison d'investissements directs canadiens à l'étranger élevés et une reprise en ce qui a trait à l'acquisition d'entreprises canadiennes par des étrangers. En revanche, au moment où prévalait la détérioration des conditions sur les marchés boursiers et du crédit, la demande des investisseurs canadiens pour des titres étrangers a ralenti, tandis que les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en actions et en obligations canadiennes.

Compte courant

Recul de l'excédent au chapitre des biens, avec le ralentissement des prix à l'exportation

Au troisième trimestre, l'excédent au chapitre des biens s'est rétréci pour se chiffrer à 15,2 milliards de dollars alors que la croissance des importations a dépassé celle des exportations. La croissance des exportations a beaucoup ralenti au cours du trimestre, bien que les recettes aient augmenté de 3,7 milliards de dollars. Les augmentations les plus prononcées ont été observées dans les biens industriels, ce qui reflète généralement la hausse des prix de la plupart de ces produits. Toutefois, l'augmentation de 1,0 milliard de dollars pour les minerais métalliques s'explique presque exclusivement par une hausse des volumes.

Les exportations de produits énergétiques ont quelque peu fléchi au troisième trimestre, car le volume a diminué pendant que les prix continuaient d'augmenter. Toutefois, l'augmentation des prix a été beaucoup plus lente qu'au cours des trimestres précédents. Les prix du gaz naturel (+4,3 %) et du pétrole brut (+1,6 %) ont reculé considérablement par rapport aux hausses respectives de 30 % et 23 % affichées au deuxième trimestre. La seule exception sont les produits du charbon pour lesquels il y a eu une deuxième augmentation consécutive de prix supérieure à 50 %.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents; elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

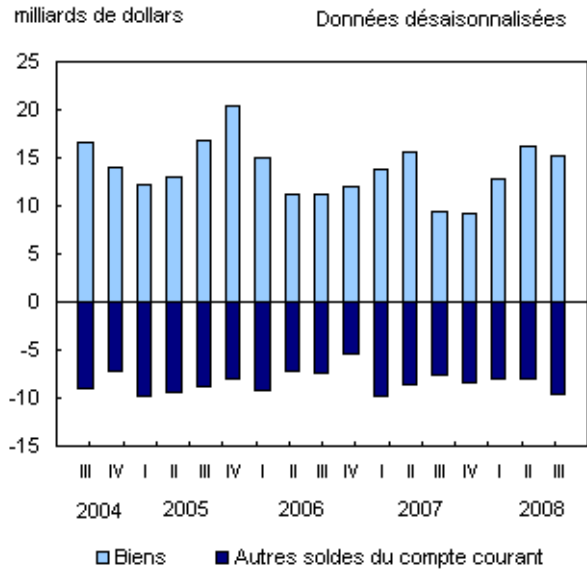
Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Les importations ont augmenté de 4,7 milliards de dollars au cours du troisième trimestre. Cette augmentation a été répartie entre tous les grands groupes de produits. Les importations de biens industriels ont augmenté de 1,4 milliard de dollars en raison entièrement de la hausse des prix.

Graphique D.18
Les importations croissent plus vite que les exportations pendant que le déficit des revenus de placement s'accroît

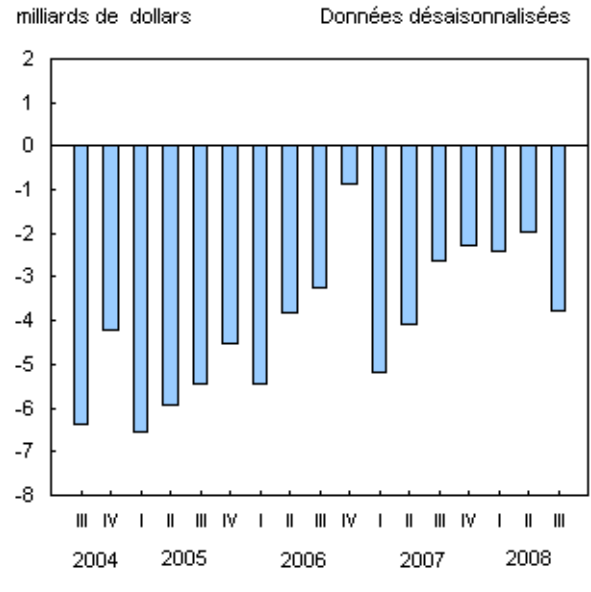


Le déficit des revenus de placement est attribuable surtout à la diminution des gains sur les investissements directs canadiens

Le déficit des revenus de placement a augmenté de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre. Les bénéfices réalisés sur les positions des investissements directs étrangers canadiens ont reculé de 1,2 milliard de dollars, après un sommet au deuxième trimestre. Malgré ce recul, les gains obtenus par les investisseurs directs canadiens demeurent historiquement élevés.

Les paiements ont également augmenté au troisième trimestre. Les gains des investisseurs directs étrangers ont progressé légèrement, le secteur de l'énergie au Canada enregistrant un autre trimestre record pour les bénéfices, atténué par la réduction des bénéfices dans le secteur de la finance et des assurances. Parallèlement, les paiements sur les investissements de portefeuille étrangers ont augmenté légèrement au troisième trimestre, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des intérêts payés sur les obligations canadiennes appartenant à des non-résidents, surtout les obligations de sociétés libellées principalement en dollars américains.

Graphique D.19
Des gains plus faibles des investisseurs directs canadiens accroissent le déficit des revenus de placement



Recul du déficit des services en raison de la réduction des dépenses pour les commissions et les voyages

Le déficit total au chapitre des services a régressé de 0,3 milliard de dollars au troisième trimestre, ce qui s'explique principalement par la baisse du déficit au chapitre des services commerciaux, la variation étant attribuable surtout à la diminution des commissions versées pour les opérations sur les valeurs mobilières.

Pour un troisième trimestre consécutif, le déficit au chapitre des voyages a diminué, comparativement au sommet du quatrième trimestre de 2007. Les dépenses des Canadiens ont diminué pour les destinations à la fois aux États-Unis et outre-mer, possiblement en raison de la dépréciation du dollar canadien au cours du trimestre. Toutefois, les dépenses des non-résidents au Canada n'ont pas varié, malgré la diminution du nombre de touristes au Canada. Par ailleurs, le déficit des transports a augmenté légèrement au troisième trimestre, en raison principalement de l'augmentation des paiements lié au nombre accru de Canadiens ayant voyagé vers les pays d'outre-mer.

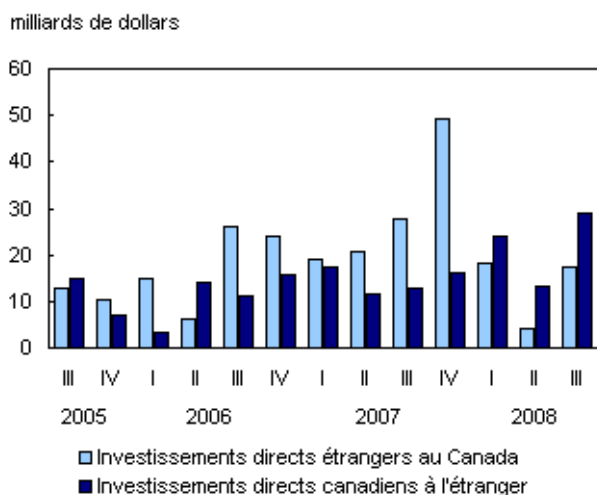
Compte capital et financier

Intensification de l'activité pour les investissements directs étrangers

Les flux transfrontaliers d'investissements directs étrangers se sont fortement accrus au troisième trimestre, après avoir connu un ralentissement au deuxième trimestre. Les investissements directs canadiens à l'étranger ont dépassé les investissements directs étrangers au Canada, une tendance observée depuis le début de l'année.

Graphique D.20

L'investissement direct étranger s'accélère alors que l'investissement à l'étranger dépasse de nouveau l'investissement au pays¹



1. Signes renversés de la balance des paiements pour les investissements directs canadiens à l'étranger.

Les investisseurs directs canadiens ont placé 29,0 milliards de dollars dans les économies étrangères, ce qui a représenté la plus forte sortie de fonds à ce chapitre en quatre ans. La plus grande partie de ces investissements provenait du secteur de la finance et des assurances et a représenté une injection de fonds dans les filiales étrangères en exploitation, surtout aux États-Unis.

Les deux tiers de tous les investissements directs à l'étranger jusqu'à maintenant en 2008 ont émané du secteur financier de l'économie canadienne, ce qui correspond à la moyenne observée au cours des trois dernières années. Sur le plan géographique, les investissements directs aux États-Unis ont représenté environ 60 % de tous les investissements effectués jusqu'à maintenant en 2008, une tendance semblable à celle enregistrée en 2007.

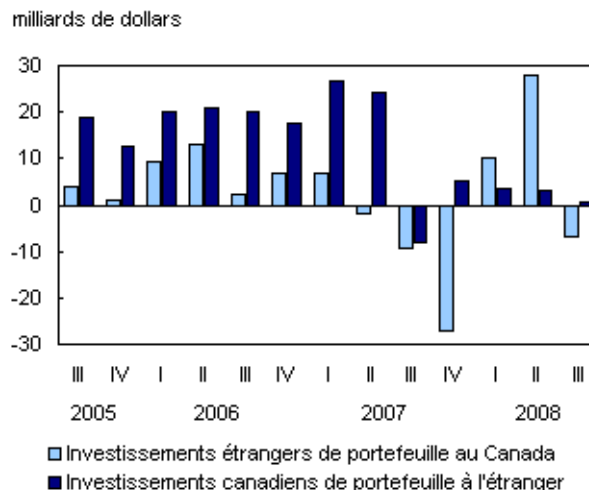
Les investissements directs étrangers au Canada ont rebondi après le creux enregistré au deuxième trimestre, ce qui s'explique en partie par les acquisitions d'entreprises canadiennes par des étrangers. Les entrées de fonds de 17,4 milliards de dollars enregistrées au troisième trimestre étaient principalement composées d'investissements en provenance des États-Unis et de l'Europe, et près de la moitié ont été dirigés vers le secteur canadien de l'énergie et des minerais métalliques.

Les investisseurs de portefeuille délaissent les instruments d'emprunt

Les opérations internationales en valeurs mobilières au troisième trimestre ont été influencées par la conjoncture sévissant sur les marchés d'emprunts et boursiers dans le monde et ont probablement été touchées dans une certaine mesure par l'affaiblissement de la devise nationale et par la diminution des taux d'intérêt à court terme sur les marchés canadiens et américains. De ce fait, les investisseurs canadiens ont acheté des titres étrangers à un rythme moins soutenu qu'au cours des trois trimestres précédents, alors que les investisseurs non résidents ont vendu des titres canadiens.

Graphique D.21

Les non-résidents se départissent de titres canadiens pendant que les Canadiens investissent plus modérément en titres étrangers¹



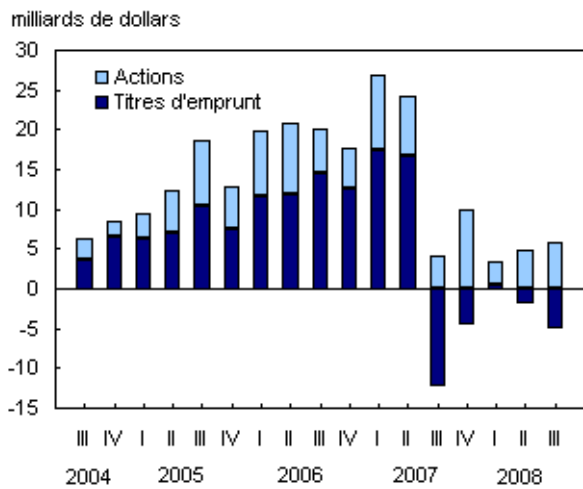
1. Signes renversés de la balance des paiements pour les investissements canadiens de portefeuille à l'étranger.

Les acquisitions de titres étrangers par les investisseurs canadiens ont régressé pour se chiffrer à 796 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008. Alors que les taux d'intérêt diminuaient, ces investisseurs ont réduit davantage leurs avoirs en instruments d'emprunt, surtout des obligations du gouvernement des États-Unis. En outre, ils ont continué d'acquérir des actions de sociétés dans leurs portefeuilles étrangers, presque entièrement des actions américaines. Il s'agit d'une tendance généralement stable au cours des quatre derniers trimestres, laquelle coïncide avec le resserrement des conditions mondiales de crédit dans la dernière partie de 2007.

Par ailleurs, bien que les obligations canadiennes aient été un placement relativement attrayant au cours de la même période, les investisseurs étrangers ont délaissé ces instruments au cours du troisième trimestre de 2008. Les non-résidents se sont départis de titres canadiens pour une valeur de 7,0 milliards de dollars, à la fois des obligations et des actions, après avoir effectué des acquisitions sans précédent le trimestre précédent. La réduction des avoirs en obligations et actions canadiennes a été atténuée par un deuxième trimestre consécutif d'investissements sur le marché monétaire canadien, au moment où les taux d'intérêt ont continué à fléchir.

Malgré un désinvestissement étranger global en titres canadiens, les non-résidents ont ajouté des instruments d'emprunt canadiens libellés en dollars américains, à hauteur de 5,9 milliards de dollars au cours du troisième trimestre.

Graphique D.22
Les investisseurs de portefeuille canadiens privilégient une fois de plus les actions étrangères aux titres d'emprunt étrangers¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	138 995	130 747	126 697	130 878	146 979	147 819	520 960	530 332
Biens	121 951	111 695	110 833	115 566	130 007	128 792	453 732	463 051
Services	17 044	19 052	15 864	15 313	16 972	19 027	67 227	67 280
Revenus de placements	18 151	18 220	18 685	17 534	19 925	17 568	64 497	71 417
Investissements directs	9 578	9 696	9 657	7 940	11 130	8 423	34 978	37 139
Investissements de portefeuille	5 621	5 449	5 240	5 485	5 772	5 599	17 387	21 683
Autres investissements	2 951	3 074	3 788	4 108	3 023	3 547	12 131	12 595
Transferts courants	2 150	2 142	2 709	2 755	2 194	2 105	9 700	9 545
Recettes du compte courant	159 295	151 109	148 091	151 166	169 098	167 492	595 156	611 294
Paiements								
Biens et services	128 687	123 521	123 394	124 848	137 056	135 662	486 245	501 474
Biens	106 949	101 920	101 825	101 890	114 227	113 451	404 253	415 006
Services	21 738	21 601	21 569	22 958	22 829	22 211	81 992	86 468
Revenus de placements	21 548	20 717	21 227	20 743	21 012	21 423	77 872	85 611
Investissements directs	9 832	9 220	9 384	9 494	10 482	10 610	34 354	38 444
Investissements de portefeuille	7 757	7 707	7 506	7 436	7 689	8 037	29 270	30 809
Autres investissements	3 958	3 790	4 337	3 813	2 841	2 775	14 247	16 358
Transferts courants	2 037	2 397	2 505	3 293	2 286	2 643	10 809	10 601
Paiements du compte courant	152 272	146 635	147 125	148 884	160 354	159 727	574 925	597 686
Soldes								
Biens et services	10 308	7 226	3 302	6 030	9 923	12 157	34 715	28 858
Biens	15 002	9 775	9 007	13 675	15 780	15 341	49 480	48 046
Services	-4 695	-2 549	-5 705	-7 645	-5 857	-3 184	-14 765	-19 188
Revenus de placements	-3 397	-2 497	-2 541	-3 209	-1 087	-3 854	-13 375	-14 194
Investissements directs	-254	476	274	-1 554	648	-2 187	623	-1 305
Investissements de portefeuille	-2 136	-2 257	-2 266	-1 951	-1 917	-2 438	-11 883	-9 126
Autres investissements	-1 007	-715	-549	295	182	771	-2 115	-3 763
Transferts courants	113	-255	204	-538	-92	-537	-1 109	-1 056
Solde du compte courant	7 023	4 473	965	2 283	8 744	7 765	20 231	13 607
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 014	1 037	907	1 199	1 193	1 079	4 130	4 199
Compte financier	-8 225	-9 017	2 666	-541	-9 136	-6 611	-21 328	-21 951
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-11 624	-12 920	-16 017	-23 979	-13 181	-28 968	-44 373	-57 806
Investissements de portefeuille	-24 266	7 979	-5 378	-3 454	-3 147	-796	-78 492	-48 422
Obligations étrangères	-16 336	1 688	2 932	-685	1 141	4 262	-43 602	-28 903
Actions étrangères	-7 691	-4 082	-9 828	-2 891	-4 815	-5 695	-28 090	-30 941
Effets du marché monétaire étranger	-239	10 373	1 518	121	527	637	-8 800	11 422
Autres investissements	-16 572	-19 848	-8 997	-18 501	-7 792	-162	-36 022	-63 866
Prêts	2 582	-9 162	1 770	-3 684	1 727	7 837	-12 314	-9 819
Dépôts	-13 168	-16 555	-6 691	-14 224	-7 759	-12 684	-8 997	-41 993
Réserves internationales	-366	-144	588	247	-1 816	-779	-1 013	-4 644
Autres actifs	-5 620	6 013	-4 664	-840	57	5 465	-13 698	-7 410
Total de l'actif du Canada, flux nets	-52 462	-24 789	-30 392	-45 934	-24 120	-29 925	-158 886	-170 093
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	20 647	27 770	49 270	18 229	4 213	17 356	71 198	116 706
Investissements de portefeuille	-2 061	-9 144	-27 122	9 969	27 858	-6 990	31 656	-31 591
Obligations canadiennes	-2 168	541	5 198	9 697	19 562	-3 651	17 130	11 540
Actions canadiennes	-899	-8 524	-32 039	3 717	5 617	-5 323	10 814	-41 994
Effets du marché monétaire canadien	1 006	-1 160	-280	-3 445	2 679	1 984	3 711	-1 137
Autres investissements	25 651	-2 854	10 910	17 194	-17 087	12 948	34 704	63 027
Emprunts	2 796	-3 946	7 423	504	-1 911	2 947	14 638	10 670
Dépôts	22 334	-21	4 417	16 165	-15 598	9 810	20 384	48 574
Autres passifs	522	1 114	-931	525	421	190	-318	3 783
Total du passif du Canada, flux nets	44 237	15 772	33 058	45 393	14 984	23 315	137 558	148 143
Total du compte capital et financier, flux nets	-7 212	-7 980	3 573	659	-7 943	-5 532	-17 198	-17 752
Divergence statistique	188	3 506	-4 538	-2 941	-802	-2 233	-3 033	4 144

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	135 282	131 114	128 018	133 581	142 900	146 515	520 960	530 332
Biens	118 279	114 509	111 151	116 875	126 013	129 741	453 732	463 051
Services	17 003	16 605	16 866	16 706	16 887	16 774	67 227	67 280
Voyages	4 204	4 143	4 161	4 012	4 061	4 071	16 610	16 634
Transports	3 079	2 998	3 005	3 102	3 305	3 279	11 879	12 157
Services commerciaux	9 291	9 043	9 271	9 133	9 050	8 951	37 008	36 775
Services gouvernementaux	429	421	429	459	472	473	1 730	1 714
Revenus de placements	17 482	18 432	18 879	17 956	19 090	17 900	64 497	71 417
Investissements directs	9 183	9 951	9 672	8 357	10 456	8 860	34 978	37 139
Intérêts	485	520	516	550	699	318	1 477	1 935
Bénéfices	8 698	9 431	9 156	7 806	9 758	8 542	33 501	35 203
Investissements de portefeuille	5 457	5 507	5 338	5 479	5 604	5 668	17 387	21 683
Intérêts	2 139	2 092	1 832	1 714	1 776	1 823	6 172	8 089
Dividendes	3 317	3 415	3 505	3 765	3 828	3 845	11 216	13 594
Autres investissements	2 842	2 973	3 870	4 120	3 029	3 372	12 131	12 595
Transferts courants	2 372	2 456	2 384	2 376	2 386	2 355	9 700	9 545
Privé	649	668	605	622	550	695	2 698	2 656
Officiel	1 723	1 788	1 779	1 753	1 836	1 660	7 002	6 890
Total des recettes	155 136	152 002	149 281	153 913	164 376	166 770	595 156	611 294
Paiements								
Biens et services	124 010	126 580	124 710	126 163	132 229	136 506	486 245	501 474
Biens	102 629	105 108	101 996	104 104	109 769	114 509	404 253	415 006
Services	21 381	21 472	22 714	22 059	22 460	21 997	81 992	86 468
Voyages	6 209	6 892	7 530	7 148	7 176	7 052	23 402	26 663
Transports	4 977	4 800	5 358	5 202	5 291	5 333	18 695	20 032
Services commerciaux	9 927	9 508	9 551	9 433	9 722	9 339	38 853	38 691
Services gouvernementaux	269	272	275	276	270	273	1 042	1 082
Revenus de placements	21 570	21 063	21 173	20 363	21 062	21 689	77 872	85 611
Investissements directs	9 721	9 287	9 542	9 476	10 425	10 676	34 354	38 444
Intérêts	631	617	622	612	611	640	2 469	2 484
Bénéfices	9 090	8 670	8 920	8 864	9 815	10 036	31 886	35 960
Investissements de portefeuille	7 713	7 725	7 553	7 445	7 651	8 025	29 270	30 809
Intérêts	5 752	5 641	5 458	5 470	5 576	5 827	22 294	22 746
Dividendes	1 961	2 084	2 095	1 975	2 075	2 198	6 976	8 063
Autres investissements	4 136	4 051	4 078	3 442	2 986	2 989	14 247	16 358
Transferts courants	2 423	2 618	2 620	2 532	2 876	2 931	10 809	10 601
Privé	1 558	1 608	1 630	1 559	1 614	1 656	7 261	6 794
Officiel	866	1 010	990	973	1 262	1 274	3 548	3 807
Total des paiements	148 004	150 260	148 503	149 058	156 168	161 126	574 925	597 686
Soldes								
Biens et services	11 272	4 534	3 307	7 418	10 671	10 009	34 715	28 858
Biens	15 650	9 401	9 155	12 771	16 244	15 232	49 480	48 046
Services	-4 378	-4 867	-5 848	-5 353	-5 573	-5 223	-14 765	-19 188
Voyages	-2 005	-2 749	-3 369	-3 136	-3 116	-2 981	-6 792	-10 029
Transports	-1 897	-1 802	-2 353	-2 100	-1 986	-2 054	-6 816	-7 875
Services commerciaux	-635	-465	-280	-300	-673	-387	-1 845	-1 915
Services gouvernementaux	160	149	155	183	202	200	688	632
Revenus de placements	-4 088	-2 631	-2 293	-2 407	-1 973	-3 789	-13 375	-14 194
Investissements directs	-539	664	130	-1 119	31	-1 816	623	-1 305
Intérêts	-146	-97	-106	-61	88	-321	-992	-548
Bénéfices	-392	761	236	-1 058	-57	-1 494	1 615	-757
Investissements de portefeuille	-2 256	-2 217	-2 215	-1 966	-2 047	-2 357	-11 883	-9 126
Intérêts	-3 613	-3 549	-3 625	-3 755	-3 800	-4 004	-16 122	-14 657
Dividendes	1 357	1 331	1 410	1 790	1 753	1 647	4 239	5 531
Autres investissements	-1 294	-1 077	-208	678	44	384	-2 115	-3 763
Transferts courants	-52	-162	-236	-156	-490	-576	-1 109	-1 056
Privé	-909	-940	-1 025	-936	-1 064	-961	-4 563	-4 139
Officiel	857	778	789	780	574	386	3 454	3 083
Compte courant	7 132	1 742	778	4 855	8 208	5 644	20 231	13 607

Section E

Comptes des flux financiers

Troisième trimestre de 2008

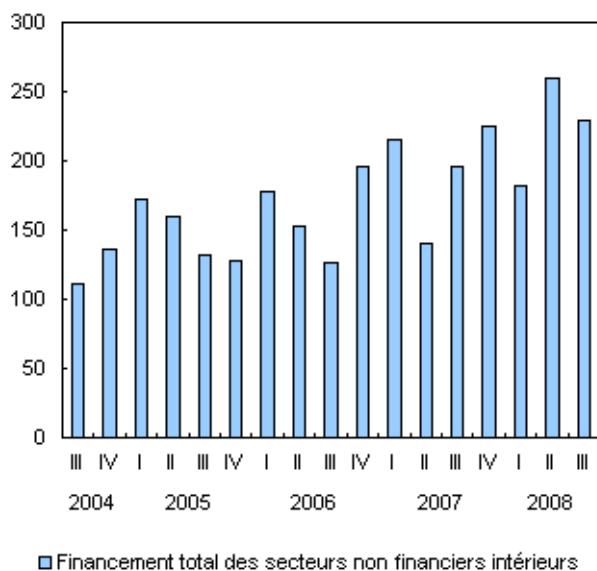
Les emprunts sur les marchés financiers et les émissions d'actions par les secteurs intérieurs non financiers (données désaisonnalisées au taux annuel) ont faibli au troisième trimestre de 2008 pour s'établir à 230 milliards de dollars.

La réduction des emprunts par le secteur des ménages a été partiellement compensée par une augmentation des emprunts par les sociétés non financières, qui ont représenté tout juste plus du tiers de tout le financement obtenu.

Graphique E.23

Le financement total obtenu par les secteurs intérieurs non financiers ralentit

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Au troisième trimestre de 2008, le ralentissement de la progression des prix des produits de base et d'autres préoccupations concernant la stabilité des marchés financiers ont contribué à faire baisser les bourses canadiennes. L'indice composé S&P/TSX a chuté de plus de 18 % durant le trimestre, ce qui représente le recul trimestriel le plus important depuis le milieu de 1998

(-24 %). La chute des prix des produits énergétiques, survenue à la fin du trimestre, a exercé une pression à la baisse sur l'indice composé S&P/TSX, dont la composante des ressources est importante. Le dollar canadien a perdu 3,1 % de sa valeur par rapport à la devise américaine, mais sa valeur est demeurée bien au-dessus des 90 cents US pendant tout le trimestre.

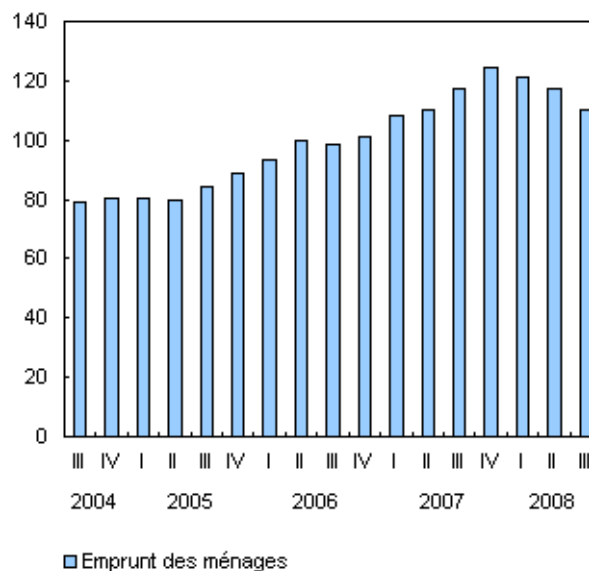
Bien que le taux officiel d'escompte de la Banque du Canada soit demeuré inchangé durant le trimestre, le rendement des bons du Trésor a diminué. Le taux hypothécaire ordinaire pour un terme de cinq ans a diminué de 30 points de base pour atteindre 6,85 %, tandis que le rendement global des obligations chutait également.

Secteur des ménages

Graphique E.24

Les emprunts des ménages chutent

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Le trimestre a été caractérisé par un recul des emprunts hypothécaires, qui ont contribué au ralentissement de la demande globale de crédit des ménages. Malgré les coûts d'emprunt plus faibles, le flux net des nouveaux prêts hypothécaires a baissé pour le troisième trimestre d'affilée. Une telle tendance sur trois trimestres avait été observée pour la dernière fois en 1998. Le recul du marché de la vente de maisons a coïncidé avec le ralentissement de l'activité hypothécaire observé au cours du trimestre.

Le crédit à la consommation a également diminué au troisième trimestre de 2008, mais les emprunts demeurent à des niveaux élevés depuis le quatrième trimestre de 2007. La croissance des dépenses personnelles s'est atténuée durant le trimestre, alors que diminuaient les dépenses en véhicules automobiles neufs et d'occasion.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a continué néanmoins de croître plus rapidement que le revenu disponible, la hausse du revenu du travail ayant ralenti. En utilisant cette mesure, le ratio d'endettement des ménages a atteint 126,6 % au troisième trimestre de 2008

Secteur des sociétés

Graphique E.25
Le prêt net du secteur des sociétés augmentent



Au troisième trimestre, le secteur des sociétés a continué de voir progresser fortement ses bénéficiaires, tout en demeurant un prêteur net au reste de l'économie.

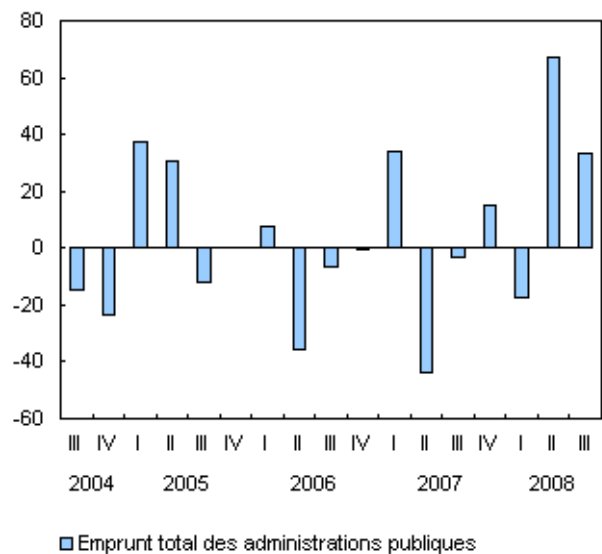
Toutefois, l'emprunt des sociétés non financières s'est accru durant le trimestre et cette hausse, menée par une augmentation des prêts bancaires, représentait un peu plus du tiers du financement total obtenu. Les fonds empruntés ont servi principalement à financer des investissements en capital fixe et en stocks, ainsi qu'à acquérir des actifs financiers. La réduction des émissions d'actions et d'obligations par les sociétés non financières a, quant à elle, atténué la croissance globale de l'emprunt.

L'augmentation des emprunts des établissements financiers a ralenti de nouveau au cours du trimestre, leur émission nette de nouveaux effets à court terme étant demeurée négative pour un quatrième trimestre consécutif.

Secteur des administrations publiques

Graphique E.26
Les administrations publiques empruntent moins

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Contrairement au trimestre précédent, les emprunts de l'ensemble de l'administration publique ont diminué considérablement au troisième trimestre. Cette baisse de la demande de financement des administrations publiques comprenait le retrait d'obligations fédérales et un ralentissement de l'émission d'effets à court terme par l'administration fédérale. Cette tendance a été partiellement compensée par du nouveau financement demandé par d'autres paliers du gouvernement, surtout par l'émission nette d'effets à court terme. L'épargne publique a ralenti par rapport au trimestre précédent. Dans l'ensemble, le secteur public est demeuré un prêteur net au reste de l'économie.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement								
Particuliers et entreprises individuelles	111 464	122 856	128 836	122 360	120 620	116 656	107 048	118 836
Crédit à la consommation	33 888	33 948	36 832	38 660	37 680	35 496	31 114	34 908
Emprunts bancaires	288	1 844	-296	-712	3 672	3 604	2 394	16
Autres emprunts	776	3 924	4 408	2 180	-656	3 180	6 421	3 723
Hypothèques	76 512	83 140	87 892	82 232	79 924	74 376	67 119	80 189
Sociétés privées non financières	79 368	73 268	73 364	76 708	69 732	78 964	63 576	74 971
Emprunts bancaires	18 548	24 352	18 092	11 572	2 276	24 872	6 659	19 583
Autres emprunts	-2 924	-188	-1 388	-4 116	-7 412	2 624	813	-1 281
Autres effets à court terme	3 340	8 488	4 472	16 324	1 300	-5 120	15 304	3 738
Hypothèques	17 480	16 728	17 936	16 948	20 944	20 996	11 956	17 297
Obligations	7 464	13 664	7 380	11 548	29 080	20 260	13 172	12 142
Actions	35 460	10 224	26 872	24 432	23 544	15 332	15 672	23 492
Entreprises publiques non financières	-6 756	3 300	7 328	-264	2 936	440	1 287	-64
Emprunts bancaires	-60	376	148	-260	-196	28	242	7
Autres emprunts	-628	-316	1 780	2 260	868	160	-96	-255
Autres effets à court terme	-968	1 712	1 952	-892	212	-1 380	178	283
Hypothèques	-4	0	-8	-12	20	-124	-3	-4
Obligations	-5 128	1 520	3 504	-1 360	2 016	1 752	903	-95
Actions	32	8	-48	0	16	4	63	0
Administration fédérale	-49 308	-43 252	-8 444	-14 272	56 804	10 704	-10 160	-19 787
Emprunts bancaires	136	140	140	148	140	144	140	139
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-34 444	-36 716	7 840	-20 072	62 232	26 012	-3 686	-8 756
Obligations d'épargne du Canada	-1 996	-1 544	-3 108	-1 324	-1 328	-1 248	-2 247	-2 168
Autres obligations	-13 004	-5 132	-13 316	6 976	-4 240	-14 204	-4 367	-9 002
Autres paliers d'administration publique	5 360	40 072	23 448	-2 956	10 120	22 800	1 428	20 225
Emprunts bancaires	1 936	-1 100	-172	700	20	368	266	312
Autres emprunts	820	696	1 020	-112	600	460	189	718
Autres effets à court terme	-4 696	19 880	8 880	-8 296	112	22 368	-852	6 006
Hypothèques	-4	-4	0	4	-4	0	-25	-1
Obligations provinciales	5 912	19 264	10 144	2 984	7 124	-1 404	-1 596	11 318
Obligations municipales	1 424	1 384	3 852	1 688	2 244	984	3 285	1 958
Autres obligations	-32	-48	-276	76	24	24	161	-86
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	140 128	196 244	224 532	181 576	260 212	229 564	163 179	194 181
Crédit à la consommation	33 888	33 948	36 832	38 660	37 680	35 496	31 114	34 908
Emprunts bancaires	20 848	25 612	17 912	11 448	5 912	29 016	9 701	20 057
Autres emprunts	-1 956	4 116	5 820	212	-6 600	6 424	7 327	2 905
Effets à court terme, Canada	-34 444	-36 716	7 840	-20 072	62 232	26 012	-3 686	-8 756
Autres effets à court terme	-2 324	30 080	15 304	7 136	1 624	15 868	14 630	10 027
Hypothèques	93 984	99 864	105 820	99 172	100 884	95 248	79 047	97 481
Obligations	-5 360	29 108	8 180	20 588	34 920	6 164	9 311	14 067
Actions	35 492	10 232	26 824	24 432	23 560	15 336	15 735	23 492

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	1 166 980	1 176 752	1 192 748	1 217 324	1 224 292	1 232 748	1 103 201	1 171 741
	1,4	0,8	1,4	2,1	0,6	0,7	6,6	6,2
Rémunération des salariés	786 392	789 224	802 852	814 708	824 364	831 248	743 313	788 357
	1,5	0,4	1,7	1,5	1,2	0,8	6,9	6,1
Revenu net des entreprises individuelles[2]	90 272	90 716	91 860	94 344	97 752	100 128	86 386	90 473
	1,4	0,5	1,3	2,7	3,6	2,4	1,6	4,7
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	135 392	136 572	136 376	139 452	140 744	138 784	123 419	135 045
	2,7	0,9	-0,1	2,3	0,9	-1,4	8,2	9,4
Transferts courants en provenance des administrations publiques	149 736	154 908	156 488	163 608	156 488	157 044	145 028	152 576
	0,4	3,5	1,0	4,5	-4,4	0,4	6,7	5,2
Transferts courants en provenance des sociétés	2 592	2 664	2 752	2 724	2 748	2 764	2 357	2 635
	2,4	2,8	3,3	-1,0	0,9	0,6	13,9	11,8
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 596	2 668	2 420	2 488	2 196	2 780	2 698	2 655
	-11,6	2,8	-9,3	2,8	-11,7	26,6	0,0	-1,6
Dépenses	1 146 436	1 154 072	1 175 052	1 184 128	1 193 552	1 204 052	1 077 034	1 147 910
	2,7	0,7	1,8	0,8	0,8	0,9	5,7	6,6
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	847 900	857 272	874 980	882 652	895 112	905 564	803 260	852 770
	2,0	1,1	2,1	0,9	1,4	1,2	5,8	6,2
Transferts courants aux administrations publiques	276 892	274 664	277 584	277 932	274 100	273 728	253 611	273 353
	4,8	-0,8	1,1	0,1	-1,4	-0,1	5,2	7,8
Transferts courants aux sociétés	16 936	17 364	17 776	18 940	19 700	20 080	15 849	17 092
	4,0	2,5	2,4	6,5	4,0	1,9	13,1	7,8
Transferts courants aux non-résidents	4 708	4 772	4 712	4 604	4 640	4 680	4 314	4 695
	2,6	1,4	-1,3	-2,3	0,8	0,9	-1,7	8,8
Épargne	20 544	22 680	17 696	33 196	30 740	28 696	26 167	23 831
	-40,3	10,4	-22,0	87,6	-7,4	-6,6	62,1	-8,9
Revenu disponible[3]	890 088	902 088	915 164	939 392	950 192	959 020	849 590	898 388
	0,4	1,3	1,4	2,6	1,1	0,9	7,0	5,7
Taux d'épargne	2,3	2,5	1,9	3,5	3,2	3,0	3,1	2,7

Épargne brute et transferts de capitaux	68 436	71 064	66 552	83 964	82 184	79 856	71 569	72 035
	-16,6	3,8	-6,3	26,2	-2,1	-2,8	17,1	0,7
Épargne	20 544	22 680	17 696	33 196	30 740	28 696	26 167	23 831
	-40,3	10,4	-22,0	87,6	-7,4	-6,6	62,1	-8,9
Provisions pour consommation de capital	44 888	45 628	46 336	47 024	47 640	48 260	42 449	45 269
	1,5	1,6	1,6	1,5	1,3	1,3	6,2	6,6
Transferts nets de capitaux	3 004	2 756	2 520	3 744	3 804	2 900	2 953	2 935
	-13,2	-8,3	-8,6	48,6	1,6	-23,8	-40,6	-0,6
Moins: Acquisition de capital non financier	128 244	128 056	132 012	128 928	133 852	135 216	115 548	128 204
	3,0	-0,1	3,1	-2,3	3,8	1,0	9,3	11,0
Prêt net	-59 808	-56 992	-65 460	-44 964	-51 668	-55 360	-43 979	-56 169

Transactions: actifs financiers	58 796	60 864	73 968	80 920	73 836	62 692	66 271	65 503

Argent et dépôts	40 676	76 668	58 268	70 292	62 688	50 380	42 469	51 106

Titres de dette canadiens	-56 024	-11 392	-27 116	-24 436	-51 236	-992	-21 841	-21 790

Actions de sociétés et fonds mutuels	12 152	28 896	1 892	14 596	15 508	13 628	3 433	7 035

Assurance-vie et rentes	64 104	41 796	40 648	53 284	50 620	49 440	55 518	52 299

Autres actifs financiers	-2 112	-75 104	276	-32 816	-3 744	-49 764	-13 308	-23 147

Transactions: passif	118 212	118 464	137 580	124 748	126 472	120 280	109 656	121 785

Crédit à la consommation	33 888	33 948	36 832	38 660	37 680	35 496	31 114	34 908

Emprunts bancaires et autres emprunts	1 064	5 768	4 112	1 468	3 016	6 784	8 815	3 739

Hypothèques	76 512	83 140	87 892	82 232	79 924	74 376	67 119	80 189

Comptes à payer	6 748	-4 392	8 744	2 388	5 852	3 624	2 608	2 949

Investissement financier net	-59 416	-57 600	-63 612	-43 828	-52 636	-57 588	-43 385	-56 282

Divergence du secteur	-392	608	-1 848	-1 136	968	2 228	-594	113

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	392 216	396 760	401 828	402 992	425 432	439 504	380 101	391 814
	4,2	1,2	1,3	0,3	5,6	3,3	9,2	3,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	202 740	204 784	204 828	209 544	227 616	240 496	196 719	203 231
	1,1	1,0	0,0	2,3	8,6	5,7	5,8	3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 696	15 544	15 152	16 336	17 308	16 264	14 638	15 539
	-0,4	-1,0	-2,5	7,8	6,0	-6,0	-4,5	6,2
Ajustement de la valeur des stocks	7 024	3 488	3 564	-1 580	-4 536	-7 800	-2 407	3 272

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	94 300	99 864	104 740	103 988	110 200	115 416	100 123	97 058
	5,6	5,9	4,9	-0,7	6,0	4,7	25,9	-3,1
Intérêts sur la dette de consommation	16 936	17 364	17 776	18 940	19 700	20 080	15 849	17 092
	4,0	2,5	2,4	6,5	4,0	1,9	13,1	7,8
Intérêts sur la dette publique[3]	55 520	55 716	55 768	55 764	55 144	55 048	55 179	55 622
	0,1	0,4	0,1	-0,0	-1,1	-0,2	1,5	0,8
Dépenses	282 480	289 136	292 508	288 884	301 516	305 868	272 417	287 700
	-1,5	2,4	1,2	-1,2	4,4	1,4	9,9	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	222 864	227 160	229 512	226 196	235 332	237 860	214 526	226 465
	-1,5	1,9	1,0	-1,4	4,0	1,1	9,1	5,6
Impôts directs	56 416	58 568	59 376	59 296	62 596	64 276	53 456	57 421
	2,0	3,8	1,4	-0,1	5,6	2,7	9,8	7,4
Autres transferts courants	3 200	3 408	3 620	3 392	3 588	3 732	4 435	3 814
	-36,4	6,5	6,2	-6,3	5,8	4,0	80,5	-14,0
Épargne	109 736	107 624	109 320	114 108	123 916	133 636	107 684	104 114
	22,2	-1,9	1,6	4,4	8,6	7,8	7,3	-3,3
Épargne brute et transferts de capitaux	233 452	233 064	235 992	242 056	252 112	263 396	227 507	228 638
	10,1	-0,2	1,3	2,6	4,2	4,5	6,1	0,5
Épargne	109 736	107 624	109 320	114 108	123 916	133 636	107 684	104 114
	22,2	-1,9	1,6	4,4	8,6	7,8	7,3	-3,3
Provisions pour consommation de capital	121 140	122 608	123 708	125 296	127 264	128 780	116 356	121 759
	1,3	1,2	0,9	1,3	1,6	1,2	4,6	4,6
Transferts nets de capitaux	2 576	2 832	2 964	2 652	932	980	3 467	2 765
	-4,2	9,9	4,7	-10,5	-64,9	5,2	22,6	-20,2
Moins : Acquisition de capital non financier	174 188	194 968	188 356	177 844	184 068	189 780	175 627	183 292
	-0,8	11,9	-3,4	-5,6	3,5	3,1	10,5	4,4
Prêt net	59 264	38 096	47 636	64 212	68 044	73 616	51 880	45 346

Transactions : actifs financiers	722 224	729 540	721 388	543 920	583 480	447 544	536 395	699 381

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	33 888	33 948	36 832	38 660	37 680	35 496	31 114	34 908

Prêts bancaires et autres prêts	49 444	56 372	49 564	25 264	16 600	57 348	31 892	48 109

Hypothèques	98 472	103 224	109 104	101 624	103 032	96 912	81 719	101 032

Effets à court terme	-18 516	12 392	-23 284	-17 408	29 960	9 200	32 525	58

Obligations	118 300	104 640	108 248	93 408	94 732	53 228	66 696	92 378

Actions	12 960	-1 072	14 132	-23 088	38 288	-3 552	-3 367	14 963

Investissements étrangers	115 096	-29 044	58 832	-5 384	9 628	13 080	79 437	61 758

Transactions: passif	649 040	695 584	667 076	483 524	512 784	372 240	490 637	647 065

<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	140 564	248 840	130 224	75 632	138 368	88 292	98 221	172 860

Emprunts bancaires et autres emprunts	58 920	62 660	81 404	22 772	-7 344	36 212	9 487	60 155

Effets à court terme	2 748	17 696	-21 948	-4 292	-47 996	-36 284	41 404	3 565

Obligations	93 256	118 384	102 484	102 660	157 692	87 036	83 746	94 911

Actions	141 600	128 492	139 944	145 108	107 476	78 856	82 549	124 845

Assurance-vie et rentes	60 308	41 080	34 020	48 936	46 472	45 560	50 689	48 028

Investissement financier net	73 184	33 956	54 312	60 396	70 696	75 304	45 758	52 316

Divergence du secteur	-13 920	4 140	-6 676	3 816	-2 652	-1 688	6 122	-6 970

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	620 660	623 316	630 492	627 688	637 028	639 712	588 638	619 472
	2,9	0,4	1,2	-0,4	1,5	0,4	5,3	5,2
Impôts sur revenus	259 448	259 332	262 096	262 360	261 772	262 008	234 703	256 734
	5,4	-0,0	1,1	0,1	-0,2	0,1	7,1	9,4
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	68 592	68 952	69 724	69 608	70 020	70 344	67 991	68 870
	0,6	0,5	1,1	-0,2	0,6	0,5	4,2	1,3
Impôts sur production et importations	182 164	183 692	185 576	181 548	183 956	184 016	176 703	182 638
	1,7	0,8	1,0	-2,2	1,3	0,0	2,4	3,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	12 160	12 104	12 256	12 276	12 252	12 292	11 375	12 061
	3,7	-0,5	1,3	0,2	-0,2	0,3	5,8	6,0
Revenus de placements	52 000	52 564	53 484	54 296	60 564	62 176	52 906	52 600
	-0,7	1,1	1,8	1,5	11,5	2,7	9,4	-0,6
Ventes de biens et services[2]	46 296	46 672	47 356	47 600	48 464	48 876	44 960	46 569
	0,7	0,8	1,5	0,5	1,8	0,9	5,1	3,6
Dépenses	575 216	581 224	590 528	602 604	602 224	605 704	552 442	579 146
	1,0	1,0	1,6	2,0	-0,1	0,6	5,5	4,8
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	342 404	342 700	350 912	355 104	361 504	364 648	323 882	343 041
	1,9	0,1	2,4	1,2	1,8	0,9	6,9	5,9
Transferts courants	169 224	175 056	176 396	184 340	178 060	178 412	165 308	172 592
	-0,3	3,4	0,8	4,5	-3,4	0,2	4,8	4,4
Intérêts sur la dette publique	63 588	63 468	63 220	63 160	62 660	62 644	63 252	63 513
	-0,3	-0,2	-0,4	-0,1	-0,8	-0,0	0,7	0,4
Épargne	45 444	42 092	39 964	25 084	34 804	34 008	36 196	40 326
	34,4	-7,4	-5,1	-37,2	38,7	-2,3	2,2	11,4
Épargne brute et transferts de capitaux	71 912	69 048	66 916	52 756	64 540	64 584	60 307	67 025
	19,4	-4,0	-3,1	-21,2	22,3	0,1	3,7	11,1
Épargne	45 444	42 092	39 964	25 084	34 804	34 008	36 196	40 326
	34,4	-7,4	-5,1	-37,2	38,7	-2,3	2,2	11,4
Provisions pour consommation de capital	27 996	28 396	28 808	29 272	29 700	30 140	26 401	28 201
	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,5	7,0	6,8
Transferts nets de capitaux	-1 528	-1 440	-1 856	-1 600	36	436	-2 290	-1 502
	...	...	...	...	...	1 111,1	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	45 320	46 792	47 088	48 892	50 444	52 252	40 858	45 726
	3,7	3,2	0,6	3,8	3,2	3,6	10,5	11,9
Prêt net	26 592	22 256	19 828	3 864	14 096	12 332	19 449	21 299

Transactions : actifs financiers	22 552	15 580	30 112	29 588	87 104	62 080	24 693	35 222

Argent et dépôts	4 760	572	3 944	8 768	-1 632	8 436	1 424	2 403

Prêts	1 784	1 584	-176	-152	4 744	1 472	1 297	2 430

Titres canadiens	9 108	19 472	15 836	14 628	29 864	24 388	14 759	17 620

Autres actifs financiers	6 900	-6 048	10 508	6 344	54 128	27 784	7 213	12 769

Transactions: passif	868	-12 324	15 908	22 696	74 188	51 380	4 001	15 275

Emprunts bancaires et autres emprunts	2 892	-264	988	736	760	972	595	1 169

Effets à court terme	-39 140	-16 836	16 720	-28 368	62 344	48 380	-4 538	-2 750

Obligations	-6 956	12 772	-6 100	7 152	1 412	-17 060	-6 145	3 309

Autres passifs	44 072	-7 996	4 300	43 176	9 672	19 088	14 089	13 547

Investissement financier net	21 684	27 904	14 204	6 892	12 916	10 700	20 692	19 947

Divergence du secteur	4 908	-5 648	5 624	-3 028	1 180	1 632	-1 243	1 352

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	575 076	587 824	580 884	579 996	608 208	627 856	563 925	583 869
	-2,8	2,2	-1,2	-0,2	4,9	3,2	5,4	3,5
Ventes de biens (importations)	410 508	420 416	407 984	416 428	439 056	458 052	404 250	415 007
	-2,5	2,4	-3,0	2,1	5,4	4,3	4,2	2,7
Ventes de services (importations)	86 324	86 648	91 624	89 004	90 612	88 732	82 798	87 248
	2,3	0,4	5,7	-2,9	1,8	-2,1	3,4	5,4
Intérêts, dividendes et recettes diverses	68 552	70 288	70 796	64 436	67 036	69 348	66 068	71 013
	-7,9	2,5	0,7	-9,0	4,0	3,4	15,0	7,5
Transferts courants	9 692	10 472	10 480	10 128	11 504	11 724	10 809	10 601
	-17,6	8,0	0,1	-3,4	13,6	1,9	13,7	-1,9
Dépenses	599 656	587 948	579 084	598 644	635 436	654 296	585 894	591 509
	0,1	-2,0	-1,5	3,4	6,1	3,0	4,6	1,0
Achats de biens (exportations)	473 112	458 036	444 612	467 504	504 060	518 956	453 733	463 051
	-0,7	-3,2	-2,9	5,1	7,8	3,0	0,8	2,1
Achats de services (exportations)	69 800	68 204	69 260	68 596	69 328	68 868	68 965	69 067
	1,2	-2,3	1,5	-1,0	1,1	-0,7	0,3	0,1
Intérêts, dividendes et paiements divers	47 256	51 884	55 676	53 040	52 504	57 052	53 496	49 845
	6,0	9,8	7,3	-4,7	-1,0	8,7	62,5	-6,8
Transferts courants	9 488	9 824	9 536	9 504	9 544	9 420	9 700	9 546
	1,6	3,5	-2,9	-0,3	0,4	-1,3	18,6	-1,6
Épargne	-24 580	-124	1 800	-18 648	-27 228	-26 440	-21 969	-7 640

Épargne brute et transferts de capitaux	-28 632	-4 272	-1 828	-23 444	-32 000	-30 756	-26 099	-11 838

Épargne	-24 580	-124	1 800	-18 648	-27 228	-26 440	-21 969	-7 640

Transferts nets de capitaux	-4 052	-4 148	-3 628	-4 796	-4 772	-4 316	-4 130	-4 198

Prêt net[2]	-28 632	-4 272	-1 828	-23 444	-32 000	-30 756	-26 099	-11 838

Transactions : actifs financiers	153 280	67 688	125 560	103 636	60 608	76 496	124 011	130 966

Argent et dépôts	-7 568	-11 100	7 592	-15 108	10 096	47 724	3 400	12 903

Prêts	8 236	17 844	48 676	-4 816	-196	-3 604	-2 199	21 032

Effets à court terme	-5 152	3 344	5 364	-9 016	2 924	9 244	2 372	-323

Obligations	756	9 200	10 092	36 628	80 064	-4 468	16 736	11 282

Actions	-25 528	-28 764	-102 596	3 988	1 524	-11 792	10 815	-41 993

Autres actifs financiers	182 536	77 164	156 432	91 960	-33 804	39 392	92 887	128 065

Transactions : passif	188 732	71 948	130 464	127 096	91 584	104 912	147 076	146 947

Réserves officielles	2 648	2 808	3 432	-8 396	7 268	3 880	1 015	4 644

Argent et dépôts	10 676	6 192	35 316	-11 176	19 140	18 988	15 839	15 126

Emprunts bancaires et autres emprunts	-3 412	7 636	11 560	-4 680	24 716	11 248	12 093	6 508

Investissements étrangers	120 528	-35 056	43 084	-12 852	784	-2 300	91 113	62 990

Autres passifs	58 292	90 368	37 072	164 200	39 676	73 096	27 016	57 679

Investissement financier net	-35 452	-4 260	-4 904	-23 460	-30 976	-28 416	-23 065	-15 981

Divergence du secteur	6 820	-12	3 076	16	-1 024	-2 340	-3 034	4 143

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Section F

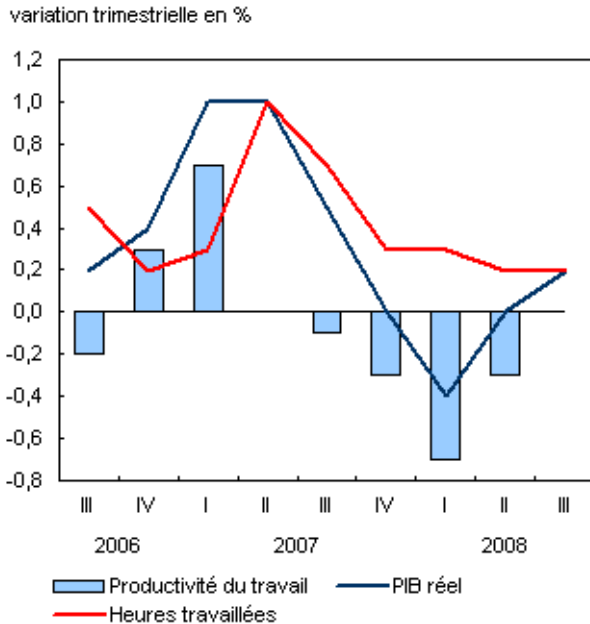
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Troisième trimestre de 2008

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes est demeurée stagnante au troisième trimestre, prolongeant ainsi un relâchement amorcé au deuxième trimestre de 2007.

Graphique F.1

Aucun gain de productivité dans les entreprises canadiennes au troisième trimestre



Au troisième trimestre, le produit intérieur brut des entreprises canadiennes ainsi que les heures travaillées consacrées à cette production ont augmenté en tandem au rythme de 0,2 %. Le nombre d'heures travaillées dans les entreprises canadiennes a connu une hausse similaire à celle des deux premiers trimestres de l'année. Durant les trois premiers trimestres de 2008, les heures de travail ont ralenti à plus de la moitié de la cadence observée durant les trois premiers trimestres de 2007.

Fort ralentissement des gains de productivité aux États-Unis

En dépit du ralentissement de l'activité économique, la productivité américaine a progressé de 0,4 % au troisième trimestre, après avoir augmenté de 0,9 % au second trimestre. Cette hausse de productivité s'est produite dans un contexte de baisse de la production et des heures travaillées.

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

Le terme «productivité» réfère ici à la productivité du travail. Pour les besoins de cette analyse, la productivité du travail, le produit intérieur brut (PIB) et le coût unitaire de main-d'oeuvre portent uniquement sur le secteur des entreprises.

Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes du texte et tableaux du présent chapitre sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale. Sur CANSIM, ces calculs seront fondés sur des indices arrondis à une décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.gc.ca.

Révisions

Ce communiqué incorpore plusieurs révisions des données source, soit les révisions des données sur le PIB par industrie diffusées en septembre 2008, celles de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) diffusées en mars 2008, de même que les nouveaux repères annuels des statistiques du travail des Comptes nationaux publiés le 8 décembre. En raison de ces révisions, la productivité du travail et variables connexes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2004 au plan agrégé et au premier trimestre de 2002 au plan industriel.

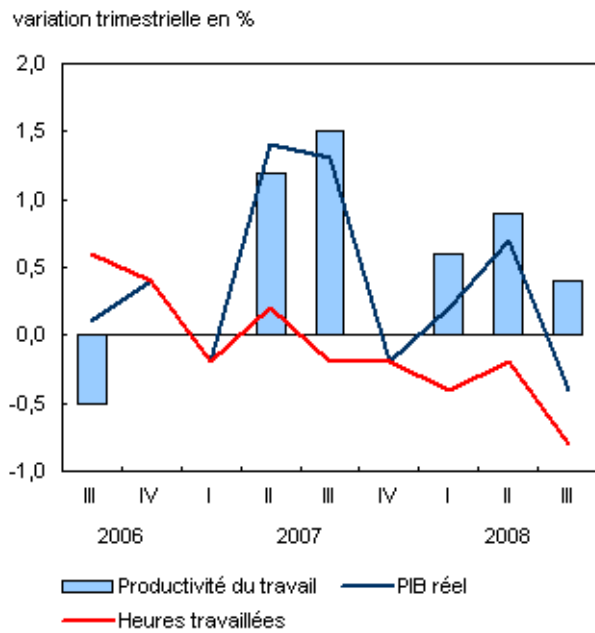
La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

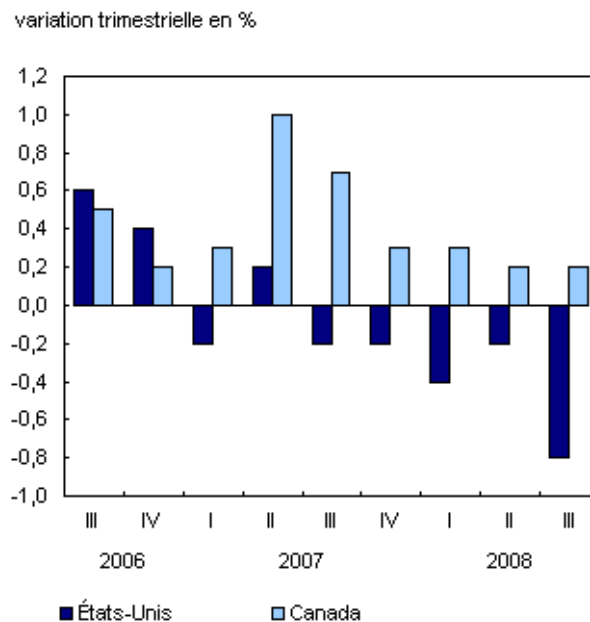
Graphique F.2
La croissance de la productivité américaine accélère



La production des entreprises américaines s'est contractée de 0,4 % au troisième trimestre. L'ampleur de ce déclin est la plus importante depuis la baisse de 0,8 % enregistrée au troisième trimestre de 2001. Il s'agit aussi d'une deuxième baisse trimestrielle en un an. Le recul du PIB américain au troisième trimestre résulte principalement de la première baisse des dépenses des consommateurs depuis 1991.

Parallèlement, les heures travaillées aux États-Unis continuent de baisser, reculant de 0,8 % au troisième trimestre. Il faut remonter au premier trimestre de 2002 pour découvrir une baisse aussi forte.

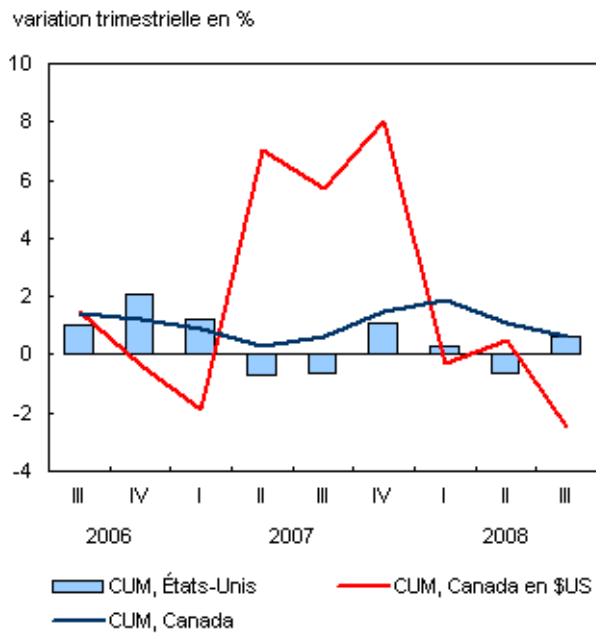
Graphique F.3
Les heures travaillées continuent d'augmenter au Canada, pendant qu'elles poursuivent leur déclin aux États-Unis



La compétitivité des entreprises canadiennes a gagné du terrain au troisième trimestre

Le taux de croissance des coûts de main-d'œuvre par unité de production, un baromètre des pressions inflationnistes à long terme, a ralenti à 0,6 % dans les entreprises canadiennes au troisième trimestre, soit environ la moitié du taux enregistré au trimestre précédent (+1,1 %). Il s'agissait du taux de croissance le plus faible enregistré depuis le troisième trimestre de 2007.

Compte tenu de la stagnation de la productivité au troisième trimestre, la croissance du coût unitaire de main-d'œuvre provient surtout de la croissance de la rémunération horaire, qui a décéléré à 0,6 %.

Graphique F.4
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) canadiens en \$US reculent nettement


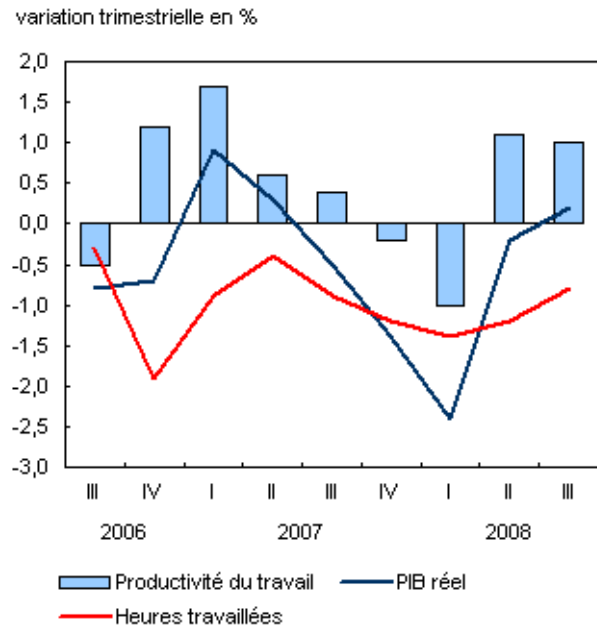
Au troisième trimestre, la valeur du dollar canadien a reculé de 3,1 % face à la devise américaine, ce qui a aidé le coût unitaire de main-d'oeuvre canadien mesuré en dollars américains à baisser substantiellement au troisième trimestre.

Pour leur part, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre bondir de 0,6 % au troisième trimestre, après avoir reculé de 0,6 % au deuxième trimestre.

Analyse par industrie
La productivité s'accroît encore dans la fabrication

La productivité du travail dans le secteur des biens a affiché une croissance de 0,3 % au troisième trimestre, après avoir connu cinq replis trimestriels consécutifs. La hausse de la productivité dans la fabrication et dans les industries d'extraction minière, pétrolière et gazière a plus qu'effacé la baisse de la productivité dans la construction. En dépit d'une réduction des effectifs en toile de fond, le secteur de la fabrication a connu un deuxième accroissement consécutif de sa productivité.

Au troisième trimestre de 2008, la productivité dans la fabrication s'est accrue de 1,0 %, soit presque au même rythme qu'au trimestre précédent. La production manufacturière a légèrement progressé au troisième trimestre, après avoir connu quatre reculs trimestriels consécutifs. Pendant ce temps, les heures travaillées ont continué de diminuer, reculant de 0,8 % par rapport au deuxième trimestre.

Graphique F.5
La productivité manufacturière continue d'augmenter


Pour ce qui est de la construction, la productivité a reculé pour un sixième trimestre consécutif, malgré une hausse de 0,5 % de sa production.

La productivité demeure stagnante de nouveau dans les services

Dans un contexte d'un net ralentissement de son activité économique, la productivité dans les entreprises productrices de services a connu une croissance nulle au troisième trimestre, après une légère hausse de 0,1 % au deuxième trimestre.

Dans le secteur des services, ce sont surtout le commerce de détail et les industries des services administratifs et d'assainissement qui ont enregistré les plus forts gains de productivité.

En revanche, les finances, les assurances et les services immobiliers de même que l'hébergement et les services de restauration ont enregistré des baisses majeures de productivité au troisième trimestre de 2008.

Le coût unitaire de main-d'œuvre recule dans le secteur des biens

La croissance du coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises (un indicateur à long terme des pressions inflationnistes) a ralenti à 0,6 % au troisième trimestre. La majeure partie de cette hausse est attribuable au secteur des services qui a vu son coût unitaire de main-d'œuvre augmenter de 0,8 %, soit un taux identique à celui enregistré au deuxième trimestre. Cette hausse des coûts de main-d'œuvre provient surtout du commerce de détail et de l'hébergement et les services de restauration.

Par ailleurs, le coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des biens a reculé pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2007. Au troisième trimestre, le secteur des biens a connu un recul de son coût unitaire de 0,2 %, comparativement à une hausse de 1,2 % observée au deuxième trimestre. Ce recul est principalement attribuable à la baisse du coût unitaire de main-d'œuvre dans la fabrication. Ceci reflète la hausse de la productivité, conjuguée au léger recul de la rémunération horaire.

Graphique F.6

Contribution des principales industries à la variation en pourcentage du coût unitaire de main-d'œuvre (CUM) dans le secteur des entreprises, troisième trimestre de 2008

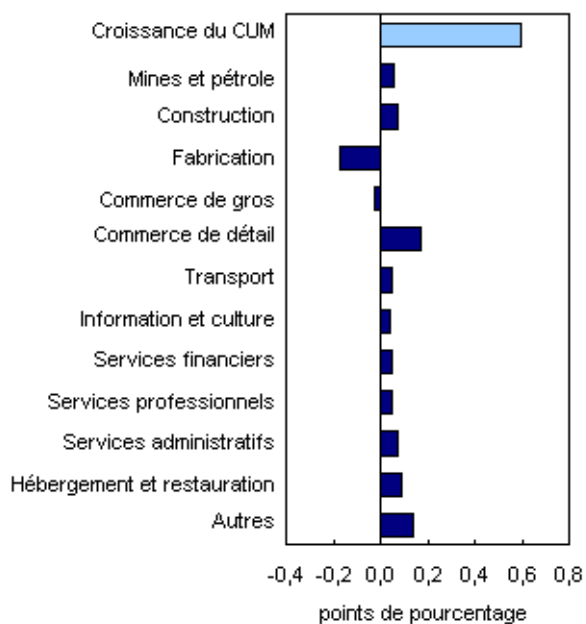


Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1, 2]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,0	-0,1	-0,3	-0,7	-0,3	-0,0
PIB réel	1,0	0,5	0,0	-0,4	-0,0	0,2
Heures travaillées	1,0	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2
Rémunération horaire	0,2	0,4	1,3	1,2	0,8	0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	0,6	1,5	1,9	1,1	0,6
Taux de change[3]	-6,3	-4,9	-6,0	2,3	0,6	3,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	7,0	5,7	8,0	-0,3	0,5	-2,5
États-Unis						
Productivité du travail	1,2	1,5	0,0	0,6	0,9	0,4
PIB réel	1,4	1,3	-0,2	0,2	0,7	-0,4
Heures travaillées	0,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2	-0,8
Rémunération horaire	0,5	0,9	1,1	0,9	0,3	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,7	-0,6	1,1	0,3	-0,6	0,6
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	0,7	0,8	0,3	-1,1	-1,4	-1,3
PIB réel	2,7	3,0	2,6	1,1	0,1	-0,3
Heures travaillées	2,0	2,2	2,3	2,3	1,5	1,0
Rémunération horaire	4,6	3,8	3,6	3,2	3,8	3,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,9	3,0	3,3	4,4	5,2	5,2
Taux de change[3]	-2,2	-6,8	-13,8	-14,3	-8,0	-0,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	6,1	10,5	19,9	21,8	14,3	5,5
États-Unis						
Productivité du travail	0,7	2,8	2,8	3,4	3,0	1,9
PIB réel	1,7	3,0	2,4	2,8	2,0	0,2
Heures travaillées	1,0	0,2	-0,3	-0,6	-1,0	-1,6
Rémunération horaire	4,4	4,8	3,7	3,4	3,2	3,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,6	1,9	0,9	0,0	0,2	1,4
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Productivité du travail	-0,2	-0,6	-1,0	-2,7	-1,1	-0,2
PIB réel	4,0	2,1	0,1	-1,7	-0,2	0,7
Heures travaillées	4,2	2,7	1,2	1,0	0,9	0,9
Rémunération horaire	0,9	1,7	5,2	5,0	3,2	2,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,1	2,2	6,3	7,9	4,4	2,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	31,0	24,8	36,2	-1,3	1,9	-9,5
États-Unis						
Productivité du travail	5,0	6,2	0,1	2,3	3,7	1,5
PIB réel	5,6	5,5	-0,6	0,7	2,6	-1,7
Heures travaillées	0,6	-0,7	-0,7	-1,6	-1,0	-3,2
Rémunération horaire	1,9	3,6	4,4	3,6	1,2	4,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-2,9	-2,5	4,3	1,3	-2,4	2,6

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1, 2]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,7	0,5	0,5	0,5	0,3	-0,0
Heures travaillées	1,0	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2
Heures moyennes	0,3	0,1	-0,2	-0,3	-0,1	0,2
Part du travail[3]	-0,9	0,5	0,5	0,6	-2,0	-0,4
États-Unis						
Tous les emplois	0,2	-0,1	0,1	-0,4	-0,2	-0,5
Heures travaillées	0,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2	-0,8
Heures moyennes	-0,0	-0,1	-0,3	-0,0	-0,0	-0,3
Part du travail[3]	-1,2	-0,9	0,6	-0,2	-0,8	-0,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	2,2	2,4	2,2	2,3	1,9	1,3
Heures travaillées	2,0	2,2	2,3	2,3	1,5	1,0
Heures moyennes	-0,2	-0,2	0,1	-0,0	-0,4	-0,3
Part du travail[3]	0,6	0,3	-0,5	0,7	-0,5	-1,3
États-Unis						
Tous les emplois	1,0	0,5	0,3	-0,2	-0,6	-1,0
Heures travaillées	1,0	0,2	-0,3	-0,6	-1,0	-1,6
Heures moyennes	0,0	-0,3	-0,6	-0,4	-0,4	-0,6
Part du travail[3]	1,1	-0,3	-1,3	-1,7	-1,3	-0,9
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Tous les emplois	2,8	2,2	1,9	2,2	1,2	-0,0
Heures travaillées	4,2	2,7	1,2	1,0	0,9	0,9
Heures moyennes	1,4	0,5	-0,7	-1,2	-0,3	0,9
Part du travail[3]	-3,5	1,9	2,1	2,3	-7,9	-1,6
États-Unis						
Tous les emplois	0,7	-0,2	0,3	-1,5	-0,9	-1,9
Heures travaillées	0,6	-0,7	-0,7	-1,6	-1,0	-3,2
Heures moyennes	0,0	-0,4	-1,0	-0,1	-0,1	-1,3
Part du travail[3]	-4,6	-3,5	2,3	-0,7	-3,2	-1,8

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1, 2]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	103,3	103,1	101,8	100,6	100,2	100,5	102,2	103,0
	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	121,0	122,9	123,4	123,0	125,8	125,2	124,0	123,0
	<i>-2,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,8</i>
Construction	96,9	96,3	94,9	94,4	92,7	91,8	99,4	97,1
	<i>-3,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>-2,3</i>
Fabrication	110,2	110,6	110,4	109,3	110,4	111,5	107,3	110,2
	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>
Secteur des entreprises - services	107,1	107,3	107,8	107,5	107,6	107,6	106,5	107,3
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>2,0</i>	<i>0,8</i>
Commerce de gros	122,6	123,3	126,3	126,3	127,1	127,2	119,9	123,6
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>7,1</i>	<i>3,0</i>
Commerce de détail	115,4	115,3	117,4	118,0	118,1	118,9	111,2	115,5
	<i>1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>5,6</i>	<i>3,9</i>
Transport et entreposage	101,1	99,8	99,6	96,9	99,4	99,6	101,4	100,6
	<i>-0,9</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,7</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,8</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	115,4	116,8	119,9	119,9	120,6	120,8	116,0	116,7
	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>6,8</i>	<i>0,7</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	105,4	106,3	105,8	105,3	104,3	103,6	103,3	105,7
	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	101,4	100,8	99,0	99,9	99,7	99,3	102,1	100,6
	<i>0,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,4</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	99,0	99,1	98,6	97,3	97,5	98,0	99,8	99,1
	<i>-0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>
Hébergement et services de restauration	97,5	98,6	100,5	101,1	100,2	99,0	100,0	98,6
	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,4</i>
Autres services commerciaux	104,1	103,1	102,3	102,8	102,8	103,1	104,7	103,6
	<i>-0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1, 2]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	118,5	119,5	122,9	125,9	127,4	127,1	115,2	119,8
	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>2,8</i>	<i>2,5</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>5,5</i>	<i>4,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	91,1	94,5	93,9	93,0	90,2	92,5	88,8	92,3
	<i>1,6</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>4,0</i>
Construction	125,6	127,3	130,5	132,4	134,2	135,4	116,8	126,5
	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>	<i>2,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>9,2</i>	<i>8,3</i>
Fabrication	108,0	107,8	110,2	113,3	113,3	112,0	107,9	108,7
	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,3</i>	<i>2,8</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>
Secteur des entreprises - services	112,8	112,9	113,7	115,4	116,3	117,2	109,1	112,9
	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>3,5</i>
Commerce de gros	102,1	101,1	100,1	102,4	102,1	101,7	99,4	101,4
	<i>-0,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,0</i>
Commerce de détail	105,9	107,7	107,3	107,6	109,1	111,4	106,5	106,9
	<i>-0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>
Transport et entreposage	112,8	114,2	115,2	117,7	117,5	118,3	109,7	113,7
	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>	<i>3,7</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	104,5	105,9	106,9	109,4	109,3	110,1	102,2	105,4
	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	117,4	117,2	118,7	119,9	121,2	121,6	113,9	117,4
	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,3</i>	<i>4,8</i>	<i>3,1</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	114,3	115,1	118,1	120,5	121,3	122,0	110,5	115,3
	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>4,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	122,3	122,5	121,5	123,2	125,9	128,2	115,2	121,9
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>4,3</i>	<i>5,8</i>
Hébergement et services de restauration	125,1	124,2	127,3	129,0	131,8	136,0	115,3	125,1
	<i>1,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>	<i>6,2</i>	<i>8,5</i>
Autres services commerciaux	117,7	116,5	116,5	117,1	117,2	116,8	111,6	116,6
	<i>1,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>4,6</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada

Troisième trimestre de 2008

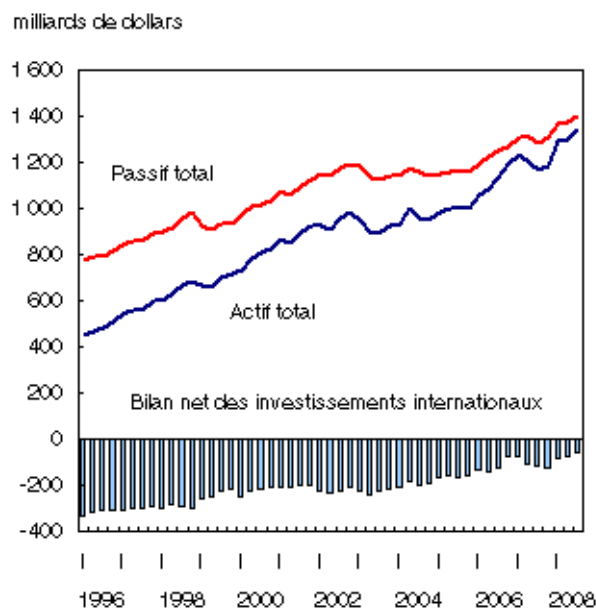
L'endettement international net du Canada est tombé à 58,4 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, du fait que son actif international a augmenté plus que son passif international. Cette situation a été longuement attribuable à la croissance des investissements directs canadiens à l'étranger.

L'endettement international net atteint un nouveau creux

L'actif international a augmenté pour un quatrième trimestre de suite et a atteint 1 343,3 milliards de dollars, tandis que le passif international a progressé pour un quatrième trimestre consécutif pour atteindre 1 401,7 milliards de dollars. La croissance de l'actif international (+3,2 %) a dépassé celle du passif international (+2,1 %) au troisième trimestre. Par conséquent, la dette extérieure nette a diminué de 13,1 milliards de dollars pour atteindre un creux vieux de 33 ans, soit 58,4 milliards de dollars au troisième trimestre. Cela représentait 3,6 % du produit intérieur brut du Canada, comparativement à 4,4 % au trimestre précédent.

Graphique G.1

Bilan des investissements internationaux du Canada



En plus des transactions financières, les fluctuations du taux de change ont donné lieu à une hausse d'un peu plus de 10,0 milliards de dollars de la valeur de l'actif étranger et de celle du passif étranger. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au yen japonais au cours du trimestre a été partiellement compensée par son appréciation par rapport à d'autres grandes devises. En cumul annuel à ce jour, les variations

Note aux lecteurs

Définition

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de l'actif et du passif du pays vis-à-vis le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre l'actif et le passif étranger. Le Canada est un pays débiteur net ce qui se traduit par le fait que notre passif est plus élevé que notre actif envers les non résidents. Cet excédent de notre passif international est appelé passif international net du Canada ou dette nette extérieure du Canada.

La valeur des actifs et passifs du bilan des investissements internationaux du Canada sont évalués à la valeur aux livres de l'entreprise, à moins d'avis contraire. La valeur aux livres représente la valeur des actifs et des passifs tels que comptabilisés dans les livres de l'entreprise qui reçoit l'investissement.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

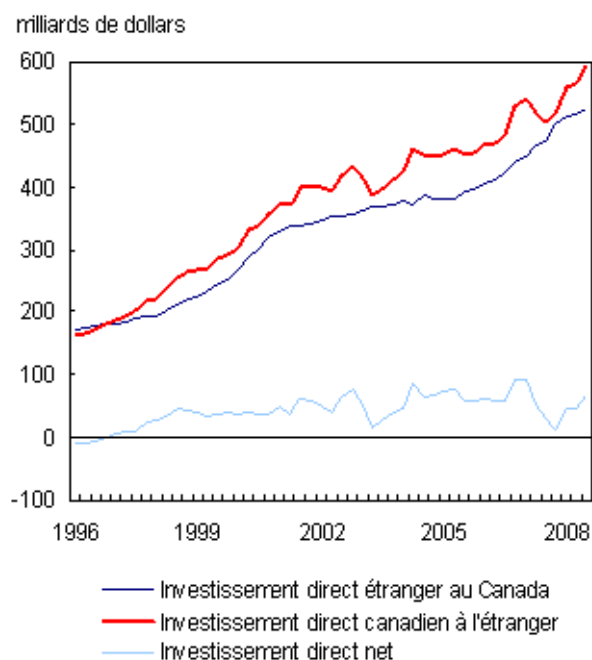
des taux de change se sont soldées par une augmentation de 59,7 milliards de dollars de la valeur de l'actif total et de 26,4 milliards de dollars de celle du passif total.

Le raffermissement des investissements directs canadiens à l'étranger améliore les bilans nets

Les investissements directs à l'étranger par les entreprises canadiennes se sont accrus de 30,6 milliards de dollars et ont atteint 593,7 milliards de dollars au troisième trimestre, à la faveur des plus importantes sorties de fonds des entreprises canadiennes en quatre ans. La plus grande partie de ces investissements provenaient du secteur financier et représentaient une injection de fonds dans des filiales étrangères existantes. Les investissements directs étrangers au Canada ont progressé de 9,0 milliards de dollars et se sont situés à 525,7 milliards de dollars au troisième trimestre, grâce surtout à l'activité de fusions et d'acquisitions dans le secteur de l'énergie. Comme la croissance des investissements directs à l'étranger a dominé, le bilan net des investissements directs du Canada s'est fixé à 67,9 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis le premier trimestre de 2007.

Graphique G.2

Bilan des investissements directs



Le désinvestissement de portefeuille se poursuit

Les investisseurs canadiens ont continué d'acquérir des actions étrangères tout en se départissant de leurs instruments d'emprunt étrangers, surtout des obligations américaines, conformément à la tendance amorcée depuis le troisième trimestre de 2007. Compte tenu des effets relativement faibles des taux de change, les valeurs des actifs de portefeuille étrangers ont diminué de 1,2 milliard de dollars au troisième trimestre.

Les non-résidents ont réduit leurs bilans d'investissement en actions et en instruments d'emprunt canadiens au troisième trimestre. Toutefois, les fluctuations des taux de change ont plus que compensé ce désinvestissement, puisque les obligations émises en dollars américains et en yen japonais se sont appréciées d'environ 4,0 milliards de dollars. Il en a découlé une légère augmentation nette de 1,2 milliard de dollars des avoirs étrangers en titres canadiens.

Croissance des dépôts transfrontaliers

Les autres investissements à l'actif ont augmenté de 12,0 milliards de dollars, surtout en raison d'une croissance des dépôts à l'étranger. Les autres investissements au passif se sont accrus de 18,1 milliards de dollars du fait que les investisseurs étrangers ont recommencé à déposer des fonds dans des établissements canadiens. Environ le tiers de cette hausse était attribuable à des dépôts en dollars américains. L'instabilité de l'actif-dépôts et du passif-dépôts continue de se concentrer dans l'activité intersociétés du secteur financier.

La valeur au marché des actions canadiennes diminue plus que celle des actions étrangères

On peut également calculer le bilan global net des investissements internationaux du Canada d'après la valeur au marché de l'actif et du passif en titres négociables. Selon cette mesure, la baisse de la dette extérieure nette était plus prononcée, du fait que la valeur des actions canadiennes détenues par des non-résidents a diminué de 19,4 % par opposition à un fléchissement de 10,2 % de la valeur des titres étrangers détenus par des Canadiens. Une perte de valeur de cette ampleur des actions canadiennes détenues par des non-résidents n'avait pas été observée depuis le quatrième trimestre de 2000. Par conséquent, la dette extérieure nette a régressé de 31,2 milliards de dollars et s'est établie à 14,5 milliards de dollars.

Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	517 368	503 809	514 540	558 153	563 098	593 660	529 969	514 540
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	148 068	139 472	136 701	144 488	142 290	139 425	124 368	136 701
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>156 774</i>	<i>152 468</i>	<i>154 500</i>	<i>169 429</i>	<i>164 524</i>	<i>166 568</i>	<i>134 028</i>	<i>154 500</i>
Actions étrangères	214 783	206 090	210 064	227 418	226 882	228 955	227 886	210 064
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>594 726</i>	<i>566 848</i>	<i>556 952</i>	<i>525 567</i>	<i>508 721</i>	<i>456 999</i>	<i>583 600</i>	<i>556 952</i>
Marché monétaire étranger	19 774	8 997	7 511	7 637	7 071	6 621	19 966	7 511
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>19 825</i>	<i>9 044</i>	<i>7 548</i>	<i>7 669</i>	<i>7 090</i>	<i>6 637</i>	<i>20 062</i>	<i>7 548</i>
Autres investissements								
Prêts	73 426	77 953	76 122	85 468	87 001	82 223	72 366	76 122
Dépôts	140 711	150 377	156 890	176 789	183 684	200 712	131 420	156 890
Réserves internationales	42 534	40 887	40 593	43 589	45 027	45 500	40 959	40 593
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>41 991</i>	<i>40 769</i>	<i>40 724</i>	<i>44 198</i>	<i>44 719</i>	<i>45 739</i>	<i>40 862</i>	<i>40 724</i>
Autres actifs	43 511	40 014	41 960	46 250	46 847	46 171	44 977	41 960
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 200 176	1 167 598	1 184 382	1 289 791	1 301 901	1 343 265	1 191 911	1 184 382
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 588 332</i>	<i>1 541 282</i>	<i>1 549 236</i>	<i>1 613 523</i>	<i>1 605 684</i>	<i>1 598 709</i>	<i>1 557 284</i>	<i>1 549 236</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	466 487	474 597	500 851	511 626	516 748	525 735	437 801	500 851
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	390 643	376 815	382 080	404 896	422 067	423 438	408 055	382 080
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>401 548</i>	<i>391 892</i>	<i>397 381</i>	<i>428 099</i>	<i>433 369</i>	<i>434 397</i>	<i>432 318</i>	<i>397 381</i>
Actions canadiennes	96 485	93 351	82 658	84 045	86 073	83 620	96 994	82 658
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>370 175</i>	<i>366 767</i>	<i>327 812</i>	<i>320 085</i>	<i>352 481</i>	<i>284 030</i>	<i>344 958</i>	<i>327 812</i>
Marché monétaire canadien	24 089	22 383	21 999	18 772	21 388	23 643	24 515	21 999
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>24 279</i>	<i>22 598</i>	<i>22 211</i>	<i>18 940</i>	<i>21 545</i>	<i>23 748</i>	<i>24 717</i>	<i>22 211</i>
Autres investissements								
Emprunts	55 020	48 916	52 971	55 534	49 423	51 799	52 600	52 971
Dépôts	251 668	239 184	243 525	269 175	251 805	267 519	226 781	243 525
Autres passifs	25 581	26 504	25 307	25 787	25 972	25 945	22 468	25 307
Total du passif								
à la valeur comptable	1 309 973	1 281 751	1 309 392	1 369 835	1 373 476	1 401 698	1 269 214	1 309 392
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 594 758</i>	<i>1 570 458</i>	<i>1 570 058</i>	<i>1 629 246</i>	<i>1 651 343</i>	<i>1 613 173</i>	<i>1 541 643</i>	<i>1 570 058</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-109 797	-114 153	-125 010	-80 044	-71 575	-58 433	-77 303	-125 010
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-6 426</i>	<i>-29 176</i>	<i>-20 822</i>	<i>-15 723</i>	<i>-45 659</i>	<i>-14 464</i>	<i>15 641</i>	<i>-20 822</i>

Section H

Comptes du bilan national

Troisième trimestre de 2008

La valeur nette des ménages diminue à la suite de fortes pertes sur le marché boursier

Le cours des actions canadiennes a considérablement baissé au troisième trimestre de 2008, ce qui s'est traduit par un recul de 3,2 % de la valeur nette des ménages, soit un repli de 191 milliards de dollars. Il s'agit de la plus importante baisse en pourcentage depuis le troisième trimestre de 1998, alors que le prix des actions canadiennes a diminué en réponse à la crise financière asiatique.

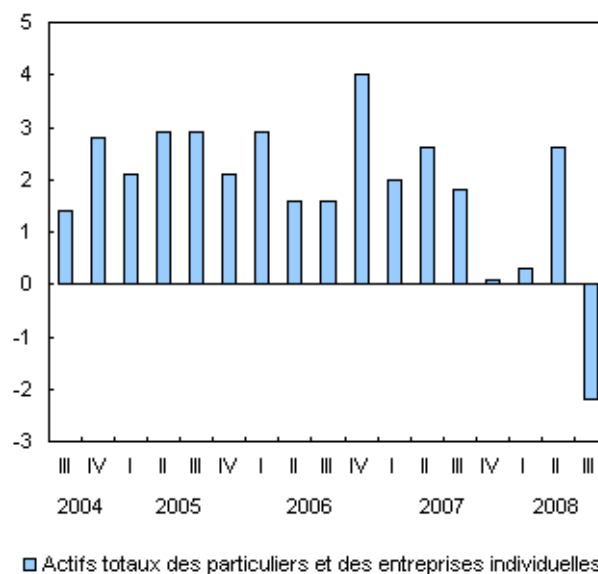
Par comparaison, la valeur nette des ménages aux États-Unis a baissé de 4,7 % au troisième trimestre; il s'agit de la quatrième baisse trimestrielle consécutive.

Les marchés boursiers canadiens ont perdu plus de 18 % de leur valeur au cours du troisième trimestre, selon la mesure de l'indice composite Standard & Poor's TSX qui a terminé le mois de septembre à 11 753, les valeurs énergétiques ayant affiché des baisses marquées. La perte correspondante de valeur des titres à participation directe, ainsi que le recul subséquent de la valeur de l'actif de retraite et d'assurance-vie des ménages, ont été les principaux facteurs ayant contribué à la chute de la valeur nette. La faible expansion de la valeur de l'immobilier résidentiel et la croissance soutenue des emprunts des ménages ont aussi contribué à ce repli. Le total des actifs des ménages a baissé de 2,2 % au troisième trimestre de 2008.

Graphique H.1

Les actifs du secteur des ménages reculent

variation en %, données non désaisonnalisées



Note aux lecteurs

Les **comptes du bilan national** regroupent les bilans de tous les secteurs de l'économie : le secteur des particuliers et des entreprises individuelles, le secteur des sociétés, le secteur des administrations publiques et le secteur des non-résidents. Ils se composent de tous les actifs non financiers des résidents et de toutes les créances et dettes connexes non réglées dans tous les secteurs.

Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers (les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs résidents de l'économie.

La **valeur nette nationale** est égale à la somme de la valeur nette des particuliers et entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques. On peut aussi la définir comme étant le patrimoine national moins la dette extérieure nette (c'est-à-dire l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens).

L'**épargne nationale** représente la somme de l'épargne des particuliers et entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne nationale et les investissements qui en découlent contribuent à la variation de la valeur nette nationale.

La réévaluation de l'actif et du passif a aussi un effet sur la variation de la valeur nette nationale. Les causes de cette réévaluation comprennent les variations des prix des actifs non financiers, des prix des actions, des taux d'intérêt, des taux de change et des provisions pour prêts.

Dans la présente diffusion, la dette des ménages canadiens est définie comme le crédit à la consommation et la dette hypothécaire du secteur des particuliers et des entreprises individuelles qui comprend les établissements sans but lucratif non gouvernementaux desservant les ménages. La dette des ménages aux États-Unis comprend les données sur le crédit à la consommation et la dette hypothécaire telles que publiées par la Federal Reserve Board pour les ménages, les organismes sans but lucratif et les entreprises non agricoles non constituées en sociétés.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Les titres négociables sont exprimés à la valeur du marché, à moins d'indications contraires. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consulter la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

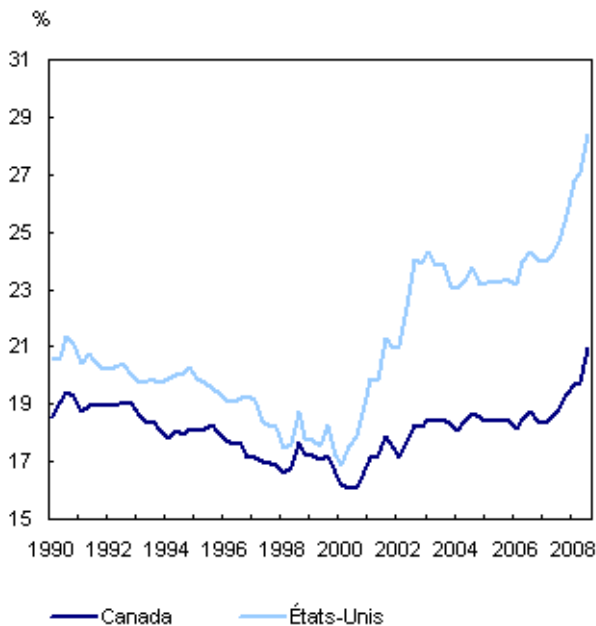
D'autres tableaux au niveau du sous-secteur pour Bilan national selon la valeur marchande sont maintenant disponibles sur demande (613-951-3640, iead-info-dcrd@statcan.gc.ca). Les sous-secteurs couverts comprendront un certain nombre d'investisseurs institutionnels, tels que les régimes d'assurance-vie et les fonds de retraite, les fonds communs de placement et les banques à charte et quasi-banques. Ces tableaux fourniront le même niveau de détail que nos tableaux actuels en valeur marchande, pour ce qui est des instruments financiers présentés, et porteront sur la période allant du premier trimestre de 1990 au troisième trimestre de 2008.

La croissance de la dette des ménages a ralenti au troisième trimestre, dans une large mesure en raison d'un recul des nouveaux emprunts hypothécaires. La dette des ménages (le crédit à la consommation et les prêts hypothécaires), en proportion de la valeur nette des ménages, a légèrement augmenté durant le trimestre. Pour chaque dollar de valeur nette, les ménages avaient une dette de 20,9 cents et, pour chaque dollar de revenu disponible, ils avaient une dette de 1,27 \$.

Toutefois, l'augmentation de la dette des ménages en proportion de leur valeur nette a été plus grande aux États-Unis pendant le troisième trimestre. Bien que ce ratio suivait une tendance semblable au Canada et aux États-Unis de 1990 à 2008, il est actuellement moins élevé au Canada, l'écart s'étant creusé de façon significative entre 1999 et 2003. Pendant cette période, cet écart relève en grande partie de l'effet différentiel du repli du marché boursier sur l'actif sous forme d'actions, compte tenu que le secteur des ménages aux États-Unis est davantage exposé aux échanges boursiers que celui du Canada. Les emprunts hypothécaires ont aussi été un facteur ayant contribué à cet écart. Entre la fin de 1999 et 2003, la dette hypothécaire des ménages a augmenté de 52 % aux États-Unis, comparativement à 23 % au Canada.

Graphique H.2

Dette des ménages en proportion de la valeur nette : Canada, États-Unis



Les actifs négociables des institutions financières diminuent

La chute des marchés boursiers a également eu un effet sur les institutions financières canadiennes, à savoir, les investisseurs institutionnels tels que les régimes de retraite en fiducie et les fonds communs de placement, entraînant une baisse appréciable de la valeur des titres négociables au troisième trimestre.

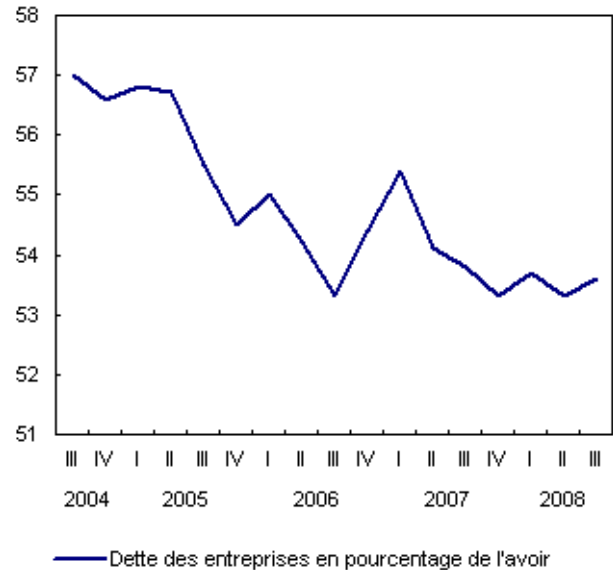
Les actions canadiennes et les parts de fonds communs de placement des institutions financières ont perdu plus de 16 % de leur valeur au troisième trimestre. Le repli des marchés des actions étrangères a eu un effet similaire sur leurs portefeuilles étrangers, la valeur des investissements à l'étranger ayant reculé de plus de 6 % au troisième trimestre de 2008.

Le ratio d'endettement des sociétés augmente légèrement. La hausse de l'emprunt du secteur des sociétés au Canada s'est traduite par une légère augmentation du ratio d'endettement des entreprises non financières du secteur privé, qui poursuivait une tendance à la baisse pendant une grande partie des deux dernières décennies. Au troisième trimestre de 2008, pour chaque dollar d'avoir, les sociétés avaient une dette sur le marché du crédit de 53,6 cents (à la valeur comptable), le taux de croissance de l'emprunt sur le marché du crédit étant supérieur à celui des émissions d'actions plus l'épargne.

Graphique H.3

Le ratio d'endettement des sociétés augmente légèrement

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



L'activité de financement a augmenté durant le trimestre, les sociétés non financières ayant augmenté leur investissement en usines, en matériel et en stocks. Les emprunts sous forme de prêts bancaires et d'émissions d'obligations affichaient des augmentations marquées. Les sociétés ont continué d'enregistrer une forte croissance des bénéfices durant le trimestre, et le secteur des sociétés non financières est demeuré un prêteur net au reste de l'économie.

Le ratio de la dette nette des administrations publiques au produit intérieur brut baisse encore

L'endettement de l'administration fédérale sur le marché du crédit a diminué au troisième trimestre de 2008. La demande de fonds de l'administration fédérale a diminué partiellement en raison des revenus tirés de la vente de licences du spectre des radiofréquences au cours du trimestre.

La baisse de la dette fédérale a été compensée en partie par de plus importants emprunts d'autres ordres de gouvernement. Dans l'ensemble, au troisième trimestre, la dette nette totale des administrations publiques (à la valeur comptable), exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), a baissé légèrement pour représenter à peine plus de 35 %, comparativement au sommet de 92 % atteint au milieu de 1996.

La dette étrangère recule en raison de l'investissement direct des Canadiens à l'étranger

La dette étrangère nette du Canada (les titres négociables étant exprimés à leur valeur marchande) a reculé pour se fixer à 14,6 milliards de dollars au troisième trimestre. La vigueur de l'investissement direct à l'étranger était le principal facteur de réduction de la dette étrangère nette du Canada. L'investissement direct à l'étranger par les entreprises canadiennes s'est accru de 30,6 milliards de dollars pour s'établir à 593,7 milliards de dollars, soit la plus importante sortie de capitaux des entreprises canadiennes en quatre ans. Le recul des marchés boursiers mondiaux a aussi contribué à réduire la dette étrangère nette, les non-résidents ayant accusé des pertes plus grandes sur leurs actions canadiennes que les investisseurs canadiens sur les titres étrangers.

La diminution de la dette extérieure nette contribue à la croissance de la valeur nette nationale

Malgré le recul important de la valeur nette du secteur des ménages, la croissance de la valeur nette nationale (le total de l'actif moins le passif dans tous les secteurs) est demeurée vigoureuse, la valeur nette nationale ayant progressé de 3,3 % au troisième trimestre de 2008. La croissance de la valeur nette nationale a été attribuable à une diminution de la dette nette envers les non-résidents et à une augmentation de l'actif non financier dans tous les secteurs de l'économie (patrimoine national). La valeur nette nationale par habitant est donc passée à 180 000 \$, en hausse par rapport à 174 800 \$ au deuxième trimestre de 2008.

Le patrimoine national s'est établi à un peu plus de 6 billions de dollars, la croissance s'étant accélérée pour se fixer à 2,8 %, en hausse par rapport au deuxième trimestre, alimentée par des augmentations dans le secteur immobilier non résidentiel et résidentiel.

Graphique H.4

L'augmentation de la valeur nette nationale est touchée par le recul de la dette étrangère nette

variation en %, données non désaisonnalisées

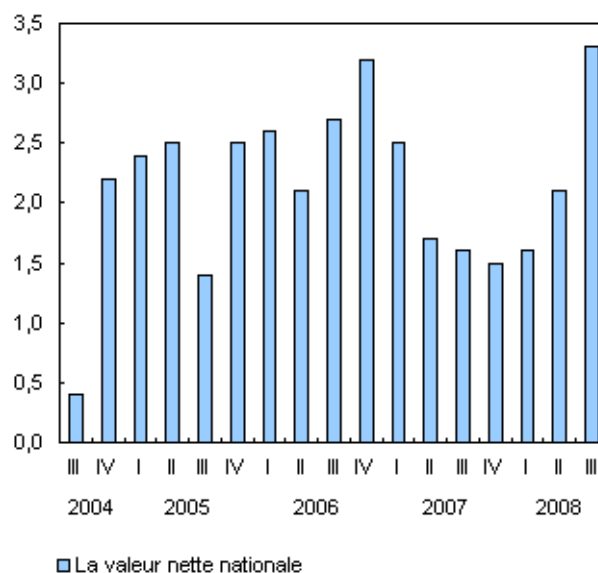


Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	5 451 2,4	5 560 2,0	5 632 1,3	5 718 1,5	5 868 2,6	6 032 2,8	5 205 8,1	5 632 8,2
Dettes nettes extérieures	-6 ...	-29 ...	-21 ...	-16 ...	-45 ...	-15 ...	16 ...	-21 ...
Valeur nette nationale	5 445 1,7	5 531 1,6	5 612 1,5	5 702 1,6	5 823 2,1	6 017 3,3	5 221 11,0	5 612 7,5
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	165 100 1,4	167 100 1,2	169 300 1,3	171 800 1,5	174 800 1,7	180 000 3,0	159 200 9,9	169 300 6,3

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	17 610 026	17 924 731	18 098 087	18 301 558	18 768 948	18 664 464	16 838 583	18 098 087
Actifs non financiers	5 450 861	5 559 573	5 632 339	5 718 006	5 868 378	6 031 643	5 204 696	5 632 339
Immeubles résidentiels	1 539 133	1 572 489	1 589 041	1 599 802	1 629 662	1 660 465	1 468 232	1 589 041
Construction non résidentielle	1 264 763	1 292 625	1 324 091	1 352 868	1 408 496	1 468 498	1 207 552	1 324 091
Machines et matériel	422 655	421 767	421 249	430 514	445 756	452 950	419 017	421 249
Biens de consommation durables	395 065	396 563	398 226	393 155	397 541	397 855	386 852	398 226
Stocks	215 565	223 832	223 862	227 719	225 898	242 412	216 174	223 862
Terrains	1 613 680	1 652 297	1 675 870	1 713 948	1 761 025	1 809 463	1 506 869	1 675 870
Actifs financiers nets	-5 692	-28 845	-20 739	-16 164	-45 193	-14 597	15 939	-20 739
Actifs financiers	12 159 165	12 365 158	12 465 748	12 583 552	12 900 570	12 632 821	11 633 887	12 465 748
Réserves officielles	42 533	40 886	40 593	43 589	45 027	45 500	40 960	40 593
Or et devises étrangères	40 756	39 224	38 932	41 813	43 168	43 620	38 867	38 932
Position de réserve au FMI	740	667	655	686	788	814	970	655
Droits de tirage spéciaux	1 037	995	1 006	1 090	1 071	1 066	1 123	1 006
Argent et dépôts bancaires	940 450	983 873	1 002 360	1 003 692	1 039 967	1 049 328	911 443	1 002 360
Autres dépôts	238 330	246 152	251 954	256 512	264 588	267 454	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	157 275	166 874	179 505	186 083	186 120	198 595	138 429	179 505
Crédit à la consommation	330 963	341 944	348 583	355 464	366 397	376 142	312 732	348 583
Comptes à recevoir	271 887	276 510	278 216	282 647	288 302	292 570	264 360	278 216
Prêts bancaires	249 644	258 128	272 399	278 327	280 082	290 223	233 352	272 399
Autres prêts	220 342	223 397	224 272	222 981	221 631	225 756	217 386	224 272
Effets à court terme, Canada	109 668	102 209	107 002	110 011	123 086	124 571	113 158	107 002
Autres effets à court terme	236 295	253 160	250 413	246 568	232 803	233 636	229 942	250 413
Hypothèques	890 583	919 056	944 494	962 604	990 705	1 016 549	846 070	944 494
Obligations fédérales	254 320	252 693	252 967	254 116	252 897	252 378	264 910	252 967
(dont les OÉC)	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	13 065	15 465	13 298
Obligations provinciales	303 451	314 858	325 827	329 963	323 436	324 902	309 283	325 827
Obligations municipales	41 637	42 567	43 845	44 464	44 771	44 546	41 007	43 845
Autres obligations	513 283	539 973	558 547	573 771	594 083	611 593	487 438	558 547
Assurances-vie et rentes	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 464 812	1 483 237	1 426 433	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	1 350 501	1 381 349	1 421 426	1 503 956	1 549 794	1 619 712	1 304 156	1 421 426
Créances, administrations publiques	217 728	218 645	219 997	228 794	242 919	246 895	216 878	219 997
Actions	2 588 797	2 637 977	2 570 772	2 534 802	2 689 201	2 357 590	2 411 037	2 570 772
Investissements étrangers	774 344	731 113	722 561	705 779	683 027	633 185	737 550	722 561
Autres éléments de l'actif	976 870	970 597	980 667	994 617	998 497	995 263	925 228	980 667
Passif et valeur nette	17 610 026	17 924 731	18 098 087	18 301 558	18 768 948	18 664 464	16 838 583	18 098 087
Passif	12 164 857	12 394 003	12 486 487	12 599 716	12 945 763	12 647 418	11 617 948	12 486 487
Argent et dépôts bancaires	959 093	1 004 711	1 022 902	1 025 233	1 063 026	1 073 571	932 333	1 022 902
Autres dépôts	238 330	246 152	251 954	256 512	264 588	267 454	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	156 005	160 277	170 648	171 712	164 380	186 684	132 089	170 648
Crédit à la consommation	330 963	341 944	348 583	355 464	366 397	376 142	312 732	348 583
Comptes à payer	275 676	280 001	285 658	291 235	296 272	300 967	265 501	285 658
Emprunts bancaires	234 757	241 904	254 072	257 472	258 023	263 580	217 673	254 072
Autres emprunts	225 158	230 113	234 060	231 453	227 185	229 801	218 056	234 060
Effets à court terme, Canada	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	137 119	126 307	117 712
Autres effets à court terme	247 654	263 885	260 365	255 465	242 844	242 345	239 039	260 365
Hypothèques	890 922	919 392	944 829	963 115	991 216	1 017 069	846 414	944 829
Obligations fédérales	298 554	298 301	297 432	306 689	303 617	299 559	316 793	297 432
(dont les OÉC)	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	13 065	15 465	13 298
Obligations provinciales	417 237	422 855	433 393	441 633	435 493	438 743	435 338	433 393
Obligations municipales	45 613	46 579	47 931	48 800	49 193	48 843	45 295	47 931
Autres obligations	746 319	767 710	793 667	826 160	853 867	873 206	730 815	793 667
Assurances-vie et rentes	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 464 812	1 483 237	1 426 433	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	577 135	585 572	588 965	619 741	621 626	642 426	521 326	588 965
Créances, administrations publiques	217 728	218 645	219 997	228 794	242 919	246 895	216 878	219 997
Actions	3 775 749	3 846 516	3 793 307	3 777 769	3 991 368	3 607 033	3 527 308	3 793 307
Autres éléments du passif	956 610	943 337	951 664	959 173	957 660	969 548	905 483	951 664
Valeur nette	5 445 169	5 530 728	5 611 600	5 701 842	5 823 185	6 017 046	5 220 635	5 611 600

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	Troisième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	1 165 748	1 201 152	1 224 558	1 247 079	1 280 045	1 311 758	1 112 455	1 224 558
Crédit à la consommation	330 963	341 944	348 583	355 464	366 397	376 142	312 732	348 583
Emprunts bancaires	26 923	27 821	26 984	27 375	28 271	29 106	28 094	26 984
Autres emprunts	73 496	72 694	71 525	73 239	71 494	71 731	73 598	71 525
Hypothèques	734 366	758 693	777 466	791 001	813 883	834 779	698 031	777 466
Sociétés privées non financières	674 708	682 941	689 379	708 903	717 752	736 060	654 583	689 379
Emprunts bancaires	139 905	144 919	151 252	155 874	156 690	161 260	130 360	151 252
Autres emprunts	75 729	74 220	69 270	65 917	65 232	65 352	75 958	69 270
Autres effets à court terme	60 508	63 317	62 203	69 685	68 410	67 836	57 088	62 203
Hypothèques	140 590	144 253	149 833	154 697	158 777	163 642	132 126	149 833
Obligations	257 976	256 232	256 821	262 730	268 643	277 970	259 051	256 821
Entreprises publiques non financières	60 570	61 142	63 980	64 901	64 711	65 010	63 261	63 980
Emprunts bancaires	2 481	2 479	2 389	2 306	2 292	2 244	2 489	2 389
Autres emprunts	6 035	6 044	7 212	7 689	7 720	7 692	6 907	7 212
Autres effets à court terme	2 399	2 882	3 163	2 481	2 282	2 285	3 023	3 163
Hypothèques	93	94	91	89	93	95	95	91
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	47 184	47 287	48 860	49 874	49 858	50 223	48 107	48 860
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 257	2 235	2 144	2 341	2 345	2 350	2 519	2 144
Administration fédérale	393 980	385 134	384 139	388 763	401 432	400 663	403 115	384 139
Emprunts bancaires	99	99	100	100	100	101	101	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	137 119	126 307	117 712
Obligations fédérales	272 791	272 123	266 327	270 179	268 480	263 443	276 707	266 327
Obligations d'épargne du Canada	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	13 065	15 465	13 298
Autres obligations	257 878	257 284	253 029	256 999	255 360	250 378	261 242	253 029
Autres paliers d'administration publique	410 678	418 966	425 497	423 756	427 895	436 424	410 841	425 497
Emprunts bancaires	5 131	4 819	4 733	5 159	5 002	5 054	4 421	4 733
Autres emprunts	16 788	16 957	17 326	17 193	17 257	17 392	16 608	17 326
Autres effets à court terme	14 541	20 076	21 792	16 082	18 991	24 738	15 526	21 792
Hypothèques	1 899	1 899	1 899	1 893	1 893	1 893	1 900	1 899
Obligations provinciales	323 075	325 545	329 330	332 623	333 089	335 463	324 712	329 330
Obligations municipales	45 394	45 839	46 601	47 002	47 861	48 084	43 772	46 601
Autres obligations	3 850	3 831	3 816	3 804	3 802	3 800	3 902	3 816
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 705 684	2 749 335	2 787 553	2 833 402	2 891 835	2 949 915	2 644 255	2 787 553
Crédit à la consommation	330 963	341 944	348 583	355 464	366 397	376 142	312 732	348 583
Emprunts bancaire	174 539	180 137	185 458	190 814	192 355	197 765	165 465	185 458
Autres emprunts	172 048	169 915	165 333	164 038	161 703	162 167	173 071	165 333
Effets à court terme, Canada	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	137 119	126 307	117 712
Autres effets à court terme	77 448	86 275	87 158	88 248	89 683	94 859	75 637	87 158
Hypothèques	876 948	904 939	929 289	947 680	974 646	1 000 409	832 152	929 289
Obligations	952 648	953 213	954 020	968 674	974 199	981 454	958 891	954 020
Non-résidents	38 835	39 069	45 424	51 088	54 883	61 287	41 267	45 424
Emprunts bancaires	14 887	16 224	18 327	20 855	22 059	26 643	15 679	18 327
Autres emprunts	23 948	22 845	27 097	30 233	32 824	34 644	25 588	27 097
Hypothèques	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 744 519	2 788 404	2 832 977	2 884 490	2 946 718	3 011 202	2 685 522	2 832 977
Institutions financières canadiennes	777 033	816 153	854 598	867 498	883 149	893 654	725 652	854 598
Emprunts bancaires	60 218	61 767	68 614	66 658	65 668	65 815	52 208	68 614
Autres emprunts	53 110	60 198	68 727	67 415	65 482	67 634	44 985	68 727
Autres effets à court terme	170 206	177 610	173 207	167 217	153 161	147 486	163 402	173 207
Hypothèques	13 974	14 453	15 540	15 435	16 570	16 660	14 262	15 540
Obligations	479 525	502 125	528 510	550 773	582 268	596 059	450 795	528 510
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 521 552	3 604 557	3 687 575	3 751 988	3 829 867	3 904 856	3 411 174	3 687 575
Actif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	92 862	96 480	93 647	90 568	83 842	83 145	99 317	93 647
Entreprises non financières	82 488	85 857	85 813	86 009	86 700	87 110	82 555	85 813
Administrations publiques	255 373	261 119	261 328	259 145	262 097	269 892	243 756	261 328
Non-résidents	436 011	421 602	433 820	454 352	474 377	476 441	450 187	433 820
Institutions financières canadiennes	2 676 753	2 761 432	2 834 606	2 883 723	2 943 826	3 007 888	2 557 956	2 834 606

Section I

Revenu national brut aux prix du marché

Mesures de l'activité globale de l'économie

Les mesures de l'activité globale servent à évaluer la performance d'une économie donnée. Elles peuvent être basées sur les concepts de production intérieure et d'absorption intérieure, soit la mesure dans laquelle des biens et services sont disponibles pour la consommation, l'investissement ou les dépenses publiques. La mesure de l'activité économique globale la plus couramment utilisée est le produit intérieur brut (PIB).

Le PIB est une mesure de l'activité économique globale qui est associée à la production intérieure. Il est au cœur des Comptes nationaux des revenus et dépenses de Statistique Canada et représente une mesure de la valeur ajoutée par les agents économiques¹ grâce au processus de production. Cette valeur ajoutée génère un revenu pour les travailleurs et les investisseurs.

Le revenu intérieur brut (RIB) et le revenu national brut (RNB) sont des mesures de l'activité économique qui sont associées à l'absorption intérieure. Au lieu d'être axées uniquement sur la production intérieure, ces mesures tiennent également compte des fluctuations des paiements internationaux au titre des revenus des facteurs (RNB) et des variations du pouvoir d'achat (RIB et RNB). Elles renvoient donc à un concept du revenu qui correspond aux biens et services qu'une économie peut utiliser à des fins de consommation et d'investissement, plutôt qu'aux biens et services que produit une économie.

En l'absence d'opérations internationales, le PIB, le RIB et le RNB sont égaux. Toutefois, dans un pays qui a des échanges commerciaux avec d'autres pays, les obligations financières internationales et les fluctuations des prix relatifs peuvent se traduire par un écart entre ce qui est produit (PIB) et ce qui peut être utilisé par l'économie intérieure.

Du produit intérieur brut au revenu intérieur brut

Le PIB et le RIB saisissent, sous une forme concise, la multitude d'événements qui influent sur le revenu intérieur que produit l'économie lorsqu'elle transforme le travail et le capital en production (PIB), puis en consommation et en investissement (RIB). Ainsi, ces mesures résument bien la façon dont les changements qui touchent les facteurs de production et les prix se traduisent par des changements dans les biens et services disponibles pour les consommateurs et les entreprises.

Bien que le PIB soit l'élément central des Comptes nationaux des revenus et dépenses, les données des comptes nationaux peuvent également servir à évaluer le

RIB. Le PIB et le RIB sont toujours égaux en dollars courants – le revenu gagné correspond toujours à la valeur des achats faits avec ce revenu. Cependant, quand on regarde le volume du PIB (PIB réel) créé et le volume de biens et services consommés ou investis, cette correspondance ne tient plus dans une économie qui se livre au commerce international.

Lorsque les échanges commerciaux sont nombreux dans une économie donnée, il est possible que les changements dans le PIB réel accusent un retard par rapport aux changements dans la consommation et l'investissement lorsque des mouvements de prix favorables se produisent (les prix à l'exportation augmentent en regard des prix à l'importation), ou vice versa lorsque les mouvements de prix sont défavorables. L'écart est attribuable à un « gain commercial » qui profite au RIB réel, mais non au PIB réel.

Le gain commercial

Le PIB réel est essentiellement une mesure de la production. Toutefois, le revenu réel découlant de la production dépend également du commerce extérieur auquel se livre le pays. Lorsque le prix des exportations d'un pays augmente plus vite que le prix de ses importations, le volume de biens que le pays peut acheter avec son flux d'exportations actuel se modifie pour deux raisons.

Premièrement, il y a augmentation des termes de l'échange du pays, lesquels constituent le rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation et représentent le taux auquel les exportations sont échangées pour des importations. À mesure que les termes de l'échange augmentent, chaque exportation permet d'acheter plus d'importations, ce qui accroît les revenus intérieurs réels. L'effet inverse se produit lorsque les termes de l'échange d'un pays diminuent.

1. Les agents économiques comprennent les particuliers, les entreprises, les administrations publiques et les organismes sans but lucratif qui ne pratiquent pas les prix du marché et qui ne sont pas financés par l'État.

Deuxièmement, le taux de change réel du pays se modifie. Le taux de change réel, tel qu'il est mesuré ici, est l'écart entre les prix intérieurs et les prix internationaux. Si les biens étrangers deviennent moins coûteux, par exemple en raison d'une baisse des prix à l'importation découlant d'une appréciation du taux de change nominal, alors le coût des importations diminue, ce qui accroît le volume des biens et services que l'économie intérieure peut acheter.

Les variations des termes de l'échange et du taux de change réel ne sont pas indépendantes l'une de l'autre; par exemple, une dépréciation du taux de change nominal peut nuire aux termes de l'échange d'un pays tout en améliorant son taux de change réel. Elles peuvent renforcer ou atténuer réciproquement leurs effets, selon le type de fluctuations de prix et l'origine de celles-ci.

Du revenu intérieur brut réel au revenu national brut réel

Le dernier rajustement a trait à la rémunération internationale. Le RIB réel est une statistique visant à évaluer le pouvoir d'achat du revenu créé au Canada, alors que le RNB réel évalue le pouvoir d'achat du revenu qui revient aux agents économiques résidant au Canada². Un écart est observable entre le RIB réel et le RNB réel lorsque des agents économiques résidant au Canada investissent ou travaillent à l'étranger, ou lorsque des agents économiques non résidents investissent ou travaillent au Canada. Les salaires et traitements versés aux travailleurs transfrontaliers ou les dividendes et intérêts versés aux investisseurs transfrontaliers se traduisent par un flux de revenu traversant les frontières qui accroît ou réduit la croissance du revenu réel³.

Le transfert de revenus des facteurs entre résidents et non-résidents qui en résulte, lequel est essentiellement une créance sur leurs PIB respectifs, augmente ou réduit le RNB réel selon que le flux net de ces paiements internationaux entre au Canada ou qu'il en sort.

2. En comptabilité nationale, le pays de résidence d'un agent économique est généralement le pays où l'agent économique se trouve. On considère qu'une société réside dans le pays où elle a été légalement constituée, même si elle appartient intégralement à des investisseurs étrangers. Un particulier est considéré comme étant un résident d'un pays donné s'il a son logement principal dans ce pays depuis au moins un an, ou s'il a l'intention de rester dans ce pays pendant au moins un an. Il y a quelques exceptions, notamment les étudiants qui étudient à l'étranger et qui ont l'intention de revenir à leur pays d'origine une fois leurs études terminées. En comptabilité nationale, ni la citoyenneté ni l'intention d'aller s'installer dans un autre pays dans le futur n'a d'incidence sur le pays de résidence d'une personne.

3. Le Système de comptabilité nationale du Canada ne comporte aucune ventilation pour les estimations de la rémunération des travailleurs transfrontaliers. Par conséquent, dans le RNB canadien, seuls les flux du revenu d'investissement international sont inclus dans les flux de la rémunération internationale.

Section J

Indicateurs du service de la dette, particuliers et entreprises individuelles

Introduction

Au cours de la dernière décennie, on a observé une hausse de la valeur nette des ménages, en raison de l'augmentation marquée de la valeur des propriétés ainsi que des gains réalisés au chapitre des actifs financiers. En parallèle avec cette hausse de la valeur nette, l'endettement des ménages au Canada a atteint des niveaux records, comme ce fut le cas dans beaucoup d'autres pays. La hausse de la dette des ménages canadiens, en particulier l'endettement hypothécaire, s'explique à la fois par l'augmentation de la valeur des résidences et par des taux d'intérêt plus bas, ce qui a pour effet de rendre le logement plus abordable de façon générale. La présente note a trait à la proportion du revenu disponible qui est consacrée au service de cette dette (soit le ratio du service de la dette).

Statistique Canada a préparé des estimations des versements d'intérêts hypothécaires et d'intérêts non hypothécaires; ces estimations sont maintenant disponibles par l'entremise de CANSIM. Les estimations du ratio du service de la dette (RSD) pour le secteur des particuliers et des entreprises individuelles⁴ concordent avec les estimations du revenu personnel disponible⁵ publiées actuellement et avec les éléments du passif des comptes du bilan national. Ces données couvrent la période débutant en 1990 et sont disponibles sur une base trimestrielle.

Ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles—définitions

Le RSD du secteur des particuliers et des entreprises individuelles sert à estimer la proportion du revenu personnel disponible qui est consacrée au versement d'intérêts⁶ au titre du passif total de ce secteur.⁷ Le passif

total du secteur des particuliers et des entreprises individuelles dans le bilan national comprend les catégories suivantes : hypothèques, crédit à la consommation, emprunts bancaires, autres emprunts et comptes à payer. Bien que les éléments de passif peuvent être subdivisés entre ces cinq catégories, il n'est possible de subdiviser avec précision les intérêts versés qu'en deux catégories seulement : les emprunts hypothécaires, et les emprunts non hypothécaires. Cela tient au fait que les entités non bancaires ne sont pas tenues de ventiler les données relatives aux intérêts non hypothécaires versés. Par conséquent, le ratio du service de la dette du secteur sera égal à la somme des intérêts hypothécaires et des intérêts non hypothécaires, divisée par le revenu personnel disponible⁸.

Tendances dans les intérêts hypothécaires et non hypothécaires

Le montant annuel total des intérêts hypothécaires versés a atteint un sommet en 2007, se chiffrant à 38,4 milliards de dollars. Ce montant a augmenté de façon constante chaque année depuis 2003, ce qui est attribuable à la vigueur du marché canadien du logement et à la croissance correspondante du crédit hypothécaire. Toutefois, si l'on fait exception de 2006 et de 2007, les variations du montant annuel des intérêts hypothécaires versés se situent généralement à l'intérieur d'une fourchette plus stable depuis 1990. Cette situation s'explique par deux facteurs qui s'annulent pour une bonne part : la hausse soutenue du niveau d'endettement hypothécaire et l'incidence de la tendance à la baisse des taux d'intérêt.

Depuis le début de 2005, le montant des intérêts non hypothécaires versés a recommencé à augmenter, comme il l'avait fait depuis 1994, sauf pour une pause de 2002 à 2004. Ces intérêts ont atteint 31,8 milliards de dollars en 2007, du fait de la hausse à la fois de l'endettement non hypothécaire et des taux d'intérêt.

4. Le secteur des particuliers et des entreprises individuelles comprend deux catégories d'agents : (1) les ménages et les entreprises individuelles (y compris les entreprises individuelles agricoles); (2) les organismes sans but lucratif qui n'ont pas été constitués dans le but de réaliser un bénéfice.

5. Le revenu personnel disponible est égal au revenu des particuliers, déduction faite des transferts courants aux administrations publiques. Le revenu des particuliers correspond à la somme de tous les revenus reçus par les particuliers résidant au Canada, qu'il s'agisse d'un revenu d'emploi, du revenu net tiré de l'exploitation d'une entreprise, d'un revenu de placement ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placements que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou pour celui des particuliers.

6. Contrairement à la méthode de mesure du ratio du service de la dette aux États-Unis, le RSD du secteur canadien des particuliers et des entreprises individuelles n'inclut pas les remboursements de principal. Le conseil des gouverneurs du Système de la réserve fédérale des États-Unis publie le ratio du service de la dette des ménages américains, soit le ratio des paiements agrégés requis au titre de la dette (intérêts et principal) au revenu après impôt agrégé. (Source : <http://www.federalreserve.gov/pubs/bulletin/2003/1003lead.pdf>, site consulté le 22 septembre 2008)

7. La Banque du Canada publie dans la Revue du système financier un ratio du service de la dette des ménages qui comprend le crédit à la consommation et les hypothèques. Le ratio du service de la dette de Statistique Canada est plus large dans sa portée et reflète tous les passifs du secteur des particuliers et des entreprises individuelles. Ceci veut dire qu'en plus du crédit à la consommation et des hypothèques, les estimations prennent en ligne de compte tous les passifs des entreprises individuelles qui sont liés aux opérations du ménage et ceux des organismes sans but lucratif au service des ménages qui sont liés à leurs activités. Ainsi, les deux séries comportent des valeurs différentes mais elles affichent généralement la même tendance. (Source: http://www.bank-banque-canada.ca/fr/rsf/2008/rsf_0608.pdf, site consulté juin 2008).

8. Le ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles peut être exprimé au moyen de l'équation suivante :

$$\text{RSD (P\&E)} = (\text{IH (P\&E)} + \text{INH (P\&E)}) / \text{RPD}$$

Où

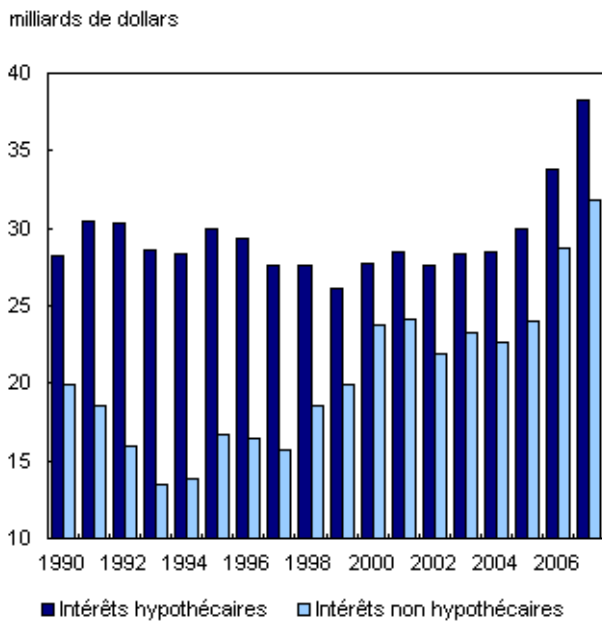
(P&E) = particuliers et entreprises individuelles

IH = intérêts hypothécaires

INH = intérêts non hypothécaires

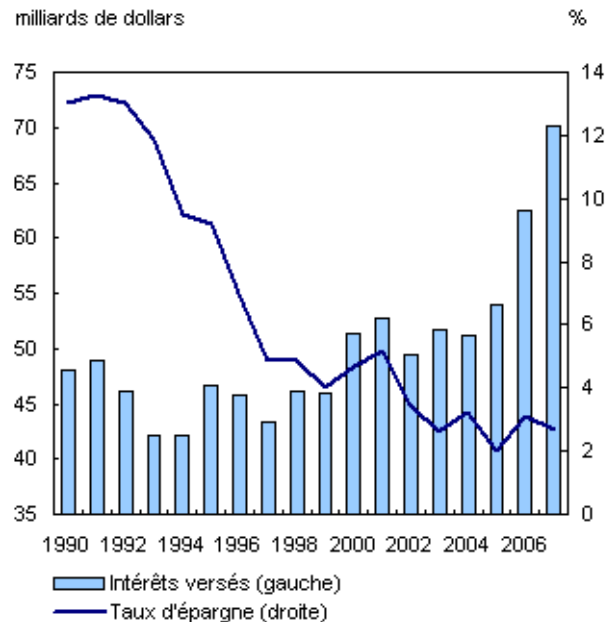
RPD = revenu personnel disponible

Graphique J.1
Intérêts hypothécaires et intérêts non hypothécaires



Les intérêts totaux (hypothécaires et non hypothécaires) versés du secteur des particuliers et des entreprises individuelles ont connu une hausse importante en 2006 et en 2007, ce qui était un des facteurs qui ont fait en sorte que le taux d'épargne était près de son creux historique.

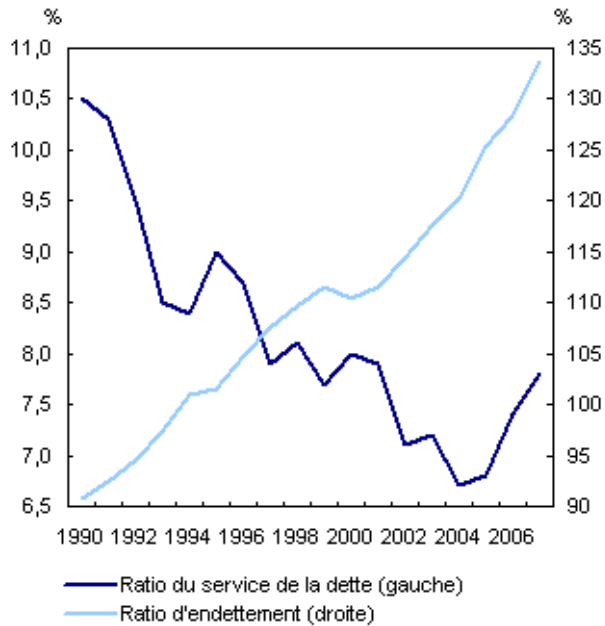
Graphique J.2
Secteur des particuliers et des entreprises individuelles – Intérêts versés et taux d'épargne



Ratio du service de la dette du secteur des particuliers et des entreprises individuelles

Le RSD du secteur des particuliers et des entreprises individuelles s'établissait à 10,5 % en 1990 et a par la suite suivi une trajectoire descendante, ayant baissé jusqu'à 6,7 % en 2004. Ce ratio a généralement augmenté depuis 2005, atteignant 7,8 % en 2007, soit un niveau qui n'avait pas été enregistré depuis 2001. De son côté, le ratio d'endettement du secteur des particuliers et des entreprises individuelles a poursuivi sa tendance à la hausse. Ce ratio correspond au passif total du secteur divisé par son revenu personnel disponible⁹. Le RSD enregistré ces dernières années demeure toutefois relativement peu élevé par rapport à ce qu'il a été si l'on remonte jusqu'en 1990. En 2006 et en 2007, l'augmentation du revenu personnel disponible a permis de contre-balancer en partie la hausse des intérêts versés.

9. Le numérateur utilisé dans le calcul annuel du ratio d'endettement (se reporter au graphique) correspond à la moyenne du passif total observé à la fin de chaque trimestre pour une année donnée.

Graphique J.3**Ratio du service de la dette et ratio d'endettement du secteur des particuliers et des entreprises individuelles**

De 1990 à 2000, le ratio de la dette à la valeur nette¹⁰ du secteur des particuliers et des entreprises individuelles a affiché une tendance à la baisse, passant de 22 % à 19 %, en parallèle avec le ratio du service de la dette. Toutefois, au cours des années suivantes, le ratio de la dette à la valeur nette a augmenté pour dépasser les 20 %, en raison des répercussions de la correction sur le marché des actifs financiers. Le RSD a poursuivi sa baisse jusqu'en 2004, du fait de la diminution des taux d'intérêt.

Méthodologie et sources de données

Les estimations des intérêts non hypothécaires et des intérêts hypothécaires ont été établies à l'aide d'une approche liée à l'offre, à l'intérieur d'un cadre de modélisation matricielle. Aux fins de produire des estimations selon cette approche liée à l'offre, nous examinons les fournisseurs de crédit au secteur des particuliers et des entreprises individuelles. Les choses seraient différentes si l'on utilisait une approche liée à la demande, car les estimations seraient alors obtenues directement à partir d'une enquête portant sur le secteur, par exemple une enquête-ménage. Le cadre de modélisation matricielle constitue un système fermé où les intérêts versés et les intérêts reçus sont mis en équilibre au niveau de l'économie dans son ensemble. De plus, dans le cadre du projet, un lien était établi entre, d'une part, les intérêts versés et reçus, et d'autre part les instruments financiers figurant dans les comptes du bilan national. Le cadre de modélisation matricielle comprend les quatre principaux secteurs économiques apparaissant dans les comptes des revenus et dépenses, soit les administrations publiques, les non-résidents, les particuliers et les entreprises individuelles, et les sociétés ainsi que les entreprises publiques.

Les données proviennent du Relevé trimestriel des états financiers, préparé par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) de Statistique Canada. Les données relatives au secteur bancaire sont obtenues du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Parmi les autres sources de données, mentionnons la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ainsi que la Division des institutions publiques (DIP) et la Division de la statistique du revenu (DSR) de Statistique Canada. On utilise également des états financiers rendus publics et différentes publications sectorielles dans le but de comparer les estimations.

Des estimations trimestrielles brutes et désaisonnalisées sont disponibles. Les séries de données sur les intérêts hypothécaires présentaient un caractère saisonnier principalement en raison de la nature cyclique des hypothèques et de la manière dont les données sont déclarées.

10. La moyenne de la valeur marchande observée à la fin de chaque trimestre pour une année donnée est utilisée dans le calcul du ratio de la dette à la valeur nette.